LE MONDE

CENTRE-AMÉRICAIN

dirigeant nicaraguayen,

Ortega, a évoqué, le

19 mars, le « danger croissant

d'une intervention armée des

Etats-Unis ». Les autorités de

Managua peuvent, certes, faire

état de pratiques tout à fait

contraires au droit des gens :

le « plan de déstabilisation »

par la C.L.A., dont la presse

américaine a fait état sans

être démentie, et le survol de

son territoire par des avions

espions chargés de rassembler

les preuves photographiques

d'un accroissement de l'effort

militaire des révolutionnaires

La multiplication des incl-

dents aux frontières, terrestre

et maritime, du Honduras

démontre que les Nicara-

guayens ont de légitimes rai-

sons d'inquiétude : l'opposi-

tion libérale, au demeurant,

a approuvé la déclaration, le

15 mars, de l'état d'urgence

sur tout le territoire national.

unies doit être replacé dans

un plus vaste contexte. M. Or-

tega avait fait, la veille, le

voyage de La Havane, où

M. Castaneda, ministre mexi-

cain des affaires étrangères.

s'est rendu ce week-end après

tidsieurs rencontres avec son

homologue américain, M. Haig.

De son côté, le général Walters,

M. Reagan pour l'Amérique

latine, a récemment rencontré

à Cuba M. Rodriguez, numéro

trois du régime castriste que

M. Haig avait déià vu en

On se prend donc à penser

que le petit Nicaragua et le

minuscule El Salvador, où des

centaines de personnes (parmi

lesquelles combien d'autres

journalistes?) sont vouées à

périr ces jours prochains, à

l'approche des élections du

28 mars, sont de modestes

enjeux dans l'accommodement

que de plus grands qu'eux

début de sa présidence, d'ap-

pliquer la manière forte à ses

turbulents voisins latins, à

cette humanité pauvre tentée

par les « recettes » marxistes

honnies un pen partout ail-

leurs. Mais il a dù se rendre

à l'évidence : l'opinion amé-

ricaine, cette cultima ration

de la plus puissante démo-

cratie mondiale, ne veut plus,

depuis le Vietnam, engager ses

enfants dans ce genre de sales

de l'intervention indirecte

(des pays comme l'Argentine,

le Guatemala, le Honduras

peuvent y avoir leur rôle) et

celle de la discussion. Wash-

ington, manifestement, garde

ces deux fers au feu. Mais

l'idée d'un vaste marchandage

que le dialogue « secret » entre

progresse vers une normalisa-

tion des relations entre les

deux capitales. Cette hypo-

thèse implique un examen

beaucoup plus large que bila-

teral des problèmes pendants.

Non seulement en raison de

présence de troupes de

La Havane en Angola et de

conseillers castristes dans le

mais aussi en raison du rôle

très particulier que joue Cuba,

actuellement président des

non-alignés, mais également

membre de la Communauté

Ainsi s'expliqueraient les

ambiguités, voire les contra-

dictions, de M. Haig sur

l'utilité d'avoir, à propos de

l'Amérique centrale, un dia-

logue avec Moscou. Si dialogue

il devait y avoir, il serait

planétaire. Et Cuba et l'Amé-

rique centrale en seraient un

des pays socialistes.

enjeu, parmi d'autres.

Washington et La Havane

Une telle solution suppose

progresse.

Restent donc ouverte la voie

M. Reagan a été tenté, an

commencent à rechercher.

novembre 1981 à Mexico!

Mais ce recours aux Nations

sandinistes.



Directeur: Jacques Fauvet

La plainte du Nicaragua au Conseil de sécurité la mise au point des réformes sociales

de préparer une intervention armée L'« ENJEU»

Le Nicaragua a demandé, vendredi 19 mars, la convocation du Conseil de sécurité des Nations unies. Accusant Washington de préparer une intervention armée contre son pays, le représentant permanent de Managua à l'ONU a annoncé que le président de la junte de gouvernement sandiniste, M. Daniel Ortega, se rendre à Pour justifier sa décision de New-York. le mardi 23 mars, pour soutenir l'argumentation convoquer d'urgence le Conseil nicaraguayenne. de sécurité des Nations unies.

Fendeteur : Hubert Beuve-Méry

Selon notre correspondante à New-York, le Nicaragua fatt état de deux éléments pour étayer sa plainte : la récente révélation par la presse américaine d'un a plan de déstabilisation » mené contre hil par la C.I.A., dont le ser de lance serait l'utilisation de partisans de l'ancien dictateur Somoza opérant à partir du Honduras voisin et le survoi de son territoire par des avions espions américains.

Manifestation de la tension régnant dans l'isthme centre-américain, l'initiative de Managua peut aussi être interprétée comme un épisode des grandes manœuvres diplomatiques qui ont commencé en vue de trouver un modus vivendi entre les Etats-Unis et ses voisins latins du Sud. Le Mexique, nous indique notre envoyé spécial, Marcel Niedergangy, joue un rôle capital.

One internationalisation rapide

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

ralisation des conflits armés dans l'ensemble de l'Amérique centrale grandit, cependant qu'une négociation, partie publique et partie secrète, se développe dans la coulisse et laisse encore ouverte la possibilité, il est vrai fraglie, d'un règiement pacifique des problèmes da la région.

sérieusement bouger dans un sens ou dans l'autre avant le 28 mars, date des élections à l'Assemblée constituante salvadorienne. Ce acru-11n. voulu par les Etats-Unis, dont chacun s'accorde à dire qu'il ne saurait mettre fin à la guerre civile rique centrale, est cépendant considéré comme un test - en tout cas comme un butoir par tous ies partenaires de cette importante partie d'échecs diplomatico-militaire. Les Etats-Unis, le Mexique, le Nicaraqua. Cuba et l'Union soviétique sont, directement ou par personnes Interposées, engagés dans cette négociation où les échanges de notes confidentielles = sont délà plus importants que les déclarations

Dans l'hypothèse la plus optimiste, un « règiement » du conflit

salvadorien pourrait permettre, dans

Mexico. — Le risque d'une géné- un premier temps, ce que les dipiomates mexicains appellent en privé la « neutralisation militaire » Nicaragua, en obtenant que pactes de non-agression solent conclus entre la régime sandinista d'une part, les Etats-Unis et les volsins du Nicaragua d'autre part. Dans un second temps, la négociation pourrait faciliter une relance de la normalisation entre Cuba el es Etats-Unis. Cette normalisation scuhzités par l'Union soviétique, qui porte Cuba à bout de bras à un coût estimé à 3 milliards de dollars par an. avalt -été amorcée par

(Lire la sulté page 2.)

'administration Carter.

S. D.

Le gouvernement de Managua accuse les États-Unis • Entreprises nationalisées : un siège supplémentaire

pour les cadres dans les conseils

• Cumul emploi-retraite: une cotisation de solidarité de 5 à 10 % sur le salaire

Place aux cadres : un siège supplémentaire devrait être accordé aux salariés dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées (sept au lieu de six) pour être affecté à un représentant des cadres. Telle est la principale innovation apportée à l'avant-projet de loi sur la démocratisation des entreprises nationalisées, toujours en gestation.

En revanche, le texte de l'ordonnance sur le cumul emploiretraite, qui devrait être soumis au conseil des ministres du 24 mars, prévoit une cotisation nouvelle à l'UNEDIC de 5-% à 10 % sur les salaires lorsque le retraité de plus de soixante ans exerce une nouvelle activité et que sa pension dépasse le montant du SMIC.

En dépit des efforts du gouvernement pour atténuer l'insatisfaction de certains syndicats, le malaise persiste chez les partenaires sociaux à propos des ordonnances et textes législatifs que peaufinent les ministres.

C'est le cas tout d'abord pour l'avant-projet de loi sur la democratisation du secteur nationalisé. M. Le Garrec, secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public, vient de terminer la consultation des syndicats, même si de nouveaux contacts sont envisagés, en cas de modification, lors des discussions qui vont avoir lieu au niveau interministériel cette fois.

L'avant-projet, qui porte sur tout le secteur nationalisé ancien et nouveau — et concerne 1 800 000 salariés, devrait être présenté au conseil des ministres fin avril, être soumis au Parlement à l'automne et entrer en application au pius tard. en janvier 1984. Le texte actuel — qui demetire en chantier — comporte dejà certaines nouveautés qui confirment le souci du gouvernement de ne pas exciter davantage les humeurs parfois combres, voire colériques, de certains syndicats et indirectement, du patronat.

La première faveur importante a été donnée aux cadres et à la C.G.C. Le projet de loi prévoit que, dans les entreprises nationalisees à 95 % (1), le conseil d'administration sera composé de sept représentants de l'Etat : six représentants de salariés comme cela a été prévu par la loi de nationalisation, mais, fait nouveau, un siège supplémentaire — c'est-àdire un septième (au ministère on préfère dire «6+1») seraaccordé aux cadres (2).

L'entourage de M. Le Garrec précise que cette nouveauté correspond aux engagements électeraux de M. Mitterrand, qui avait promis d'accorder une place spécifique aux cadres. Jean-Pierre, Dumont.

(Live la suite page 18.)

(1) Dans les entreprises ou le capi-tal privé est supérieur à 5 %, les salariés auront droit au tiers des slèges du conseil d'administration. La répartition des autres sièges sera. fixée par l'assemblée générale des actionnaires. Pour les banques nationalisées où il est prévu cinq sièges pour les salariés, une modification est à l'étude mais rien n'est tranché (2) En conséquence les sièges attri-bués à « l'environnement écono-mique » sont ramenés de cinq à à quatre. Ces derniers ne seront pas nommés par l'Etat — pour éviter, affirme-t-on, toute emprise de celui-ci — mais le choix de l'organisme qui les désigners n'est pas encors qui les désigners n'est pas encore

L'ADHÉSION POPULAIRE

« Le train social arrive », a déclaré M. Pierre Mauroy dans le cadre de la campagne pour le second tour des élections cantonales. La mise au point des pro lets qui seront soumis aux prochains consells des ministres montre. en effet, qu'il arrive, mais avec trop de rétard pour assurer la correspondance éléctorale. Ce n'est pas dramatique.

Le pouvoir estime que sa légitimité, fondée sur l'élection présidentielle et renforcée par les élections législatives, n'est pas en cause. C'est exact, mais une maiorité de gauche ne saurait se priver durablement de l'adhésion populaire qui, ici ou là. vient de lui faire défaut. comme le reconnaissent les dirigeants -socialistes -et communistes.

. . - · ·

- - -

Des diverses raisons qui ont été avancées par les intéressés pour expliquer cette moindre mobilisation, on en retiendra deux qui vont bien au-dela des élections cantonaies et qui se recoupent en partie. La première est que l'électorat de la gauche n'a pas encore percu les signes concrets du changement politique intervenu la 10 mai, hornis quelques mestres de ratirepage prises :: arealitir après, et qu'il a, en revanche. été, troublé par l'effroi que sems l'opposition.

La seconde raison est que

les relais naturels de la gauche auprès de l'opinion associations, groupements. syndicats - n'ont pas fonctionné à plein. Sont surtout visões par le pouvoir et le P.S. les centrales syndicales. qui seraient tout entières accaparées par leurs rivalités. Le gouvernement va donc chercher à reconquérir son assise électorale en retrouvant les moyens de faire passer son message. Si, à cette fin, il devait se remettre lui-même en question, ce ne serait pas sous le coup de la bourrasque électorale. De même, si le président de la République tire publiquement les conclusions de cet épisode en s'adressant à l'opinion, ce ne sera pas avant la mi-avril.

DÉTENTE SUR LE FRANC

Clire page 16, l'article de Francois Renard : Anatomie d'une crise » l

Pas question!

AU JOUR LE JOUR

Pas question d'abaisser les prix du pétrole l'disent les ministres de l'OPEP. Pas question d'abaisser la valeur du franc ! dit M. Delors. Pas question d'accepter une baisse de nos revenus! disent les paysans.

Pas question de baisser les bras, dit M. Mauron. FRANCOIS GROSRICHARD.

RÉCITS DE MICHEL JOBERT

Le temps retrouvé d'un « pied-noir »

Les hommes de pouvoir avoiuent sienne s'enfuir par la porte de serrarement ce qu'ils pensent de la vice, d'où elle part gambader vers vie, des êtres et des choses. L'ins- le Maghreb chatoyant, lumineux, de tinct corporatif d'un métier, où le . l'entre-deux-guerres. secret conditionne la victoire, leur - L'habite et tendre charmeuse nou déconseire ces indiscrétions. Et si l'adversaire de parti, le concurrent électoral, en retiralt quelques sour-

nois bénéfices? Avec les souvenirs, mêlés de réflexions intimes, qu'il donne, dans son septième livre, sur son enfance puls sa leunesse au Maroc, pendant le protectorat français, Michel Jobert enfreint donc une fois de plus l'une des lois non acrites du métier poli-

La. vraie sensibilité ne s'étrangle pas si facilement, même parmi les sphinx de ministère si pareils aux muets da sérall. Le responsable de notre commerce extérieur laisse la

entraîne et nous fixe avec elle dans trois sites ensorceleurs.

Meknès d'abord, ancienne cité impériale où l'auteur naquit dans une familie modeste, en 1921; Mouley-Idriss, toute proche ville sainte. parcourue sur son escarpement d'exaltations religieuses et de fanatieme ; en contrebas, l'ancienne Volubilis des Romains, malestueux cimetière de ruines, où les stèles discutent en latin avec le vent, sans effrayer is gibler aduvage.

GILBERT COMTE.

· (Lire la suite page 4.)

Les pays de l'OPEP ramènent à 18 millions de barils par jour leur production de pétrole

(Lire page 16 l'article de Bruno Dethomas.)

ACCORD A VIENNE

EN MARGE DE L'AFFAIRE LUCET

Les survivants

Est-il encore possible d'évoquer l'affaire Lucet sans enfreindre les lois de la décence, sans encourir la censure de ceux qui — sans que les ultimes vérifications des vergogne - ont, dès l'origine, experts ne déchaînent les pasexploité à leur convenance la mort d'un homme? Est-il concevable, après quinze jours d'ignominies, d'arrière-pensées, de silences, d'accusations, de tirer quelques enseignements de ce qui

par BRUNO FRAPPAT est patent et vérifiable, avant

sions, dans un sens ou dans un

le fonctionnement de plusieurs institutions : système de pro-

L'affaire Lucet met en cause tection sociale, syndicats, justice,

ler mut de Cartier Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.

COLLECTION Lauis Cartier

information, le pouvoir politique et son opposition. Chacime à son degré à sa manière à tei ou tel stade des développements du drame a réagi, provoqué, compliqué l'interprétation, brouillé les esprits, ajouté sa part d'erreurs, de lachetés, de haines, volontai-

rement, ou non. Tout a été placé depuis le début sous le signe de la libre interprétation : les impressions sont devenues des convictions et les convictions des certitudes.

Quels sont les faits apparents. brièvement résumés? Le dynamique directeur de la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, gestionnaire redoutable et anticommuniste ardent, est l'objet d'une campagne virulente et tenace, animée principalement par les cégétistes. C'est un dur, un homme de caractère, qui ne s'embarrasse pas pour mettre de l'ordre dans la maison qu'il dirige. Son ministre de tutelle, après une

inspection qui relève quelques irrégularités, lui retire son agrément, ses amis, une partie du personnel le soutiennent dans sa résistance. Il est décidé à se battre. Et Il meurt de deux balles dans la tête, à l'auhe du 4 mars. C'est alors que l'affaire Lucet devient une affaire d'Etat. L'homme qui s'est donné la mort devient la victime d'un crime d'Etat, dénoncé par l'opposition comme « le premier mort de la chasse aux sarcières »! On exige la démission de Mme Questiaux rendue responsable directe du

drame, quasiment criminelle. (Lire la suite page 5.)

Une internationalisation rapide des conflits en Amérique centrale

(Suite de la première page.)

violentes distribes lancées l'année demière par le numéro 1 cubain à l'égard de l'administration Reagan. qualifiée de - fasciste -.

A washington, le secrétaire d'Etat. M. Alexander Haig, n'a pas écarté, de son côté, une reprise du dialogue discret engagé à Mexico en 1981 avec M. Carlos Rafael Rodriguez le numéro 3 du régime cubain. Un signe que la « navette » entre La Havane et Washington pourrait bien recommencer à fonctionner...

A moyen terme, cette negociation pourrait apporter un élément de détente, ou plutôt de marchandage, dans le « dialogue ». plus difficile et plus général, entre l'Est et L'intérêt des Etats-Unis dans la région est clair. Il s'agh de reconquérir une position dominante, largement ébréchée par la révolution cubaine, le triomphe des sandinistes au Nicaragua et la progression rapide, depuis un an, de la quérille salvadorienne, qui tient en echec une lunte civile et militaire soutenue par Washington. Il s'agit, pour l'administration Reagan, de faire admettre de nouveau par l'Union soviétique que les Etats-Unis ne sauraient accepter le leu des ingérences étrangères, du bloc soviétique en tout cas en Amérique centrale et en Amérique latine -une zone où leurs intérêts sont muitiples et très importants. En échange de leur « compréhension ». Vinot ans

trale ou caraibe : « Une région précise M. Alexander Halg, où les Soviétiques n'ont rien à faire. -

Les Etate-Unis, qui refusent d'admettre que le Mexique « négocie à leur place », mais acceptent, apparemment, son rôle de « médiateur positif . attendent, d'abord, d'une Intervention mexicalne que Cuba et l'Union soviétique - agissent pour que le trafic d'armes vers le Salvador

La plate-forme hondurienne

l'Amérique centrale par le président mexicain Lonez Portillo. Et l'on note avec intérêt que les diplomates soviétiques en poste dans la région multipilent les déclarations en faveur de la « négociation ». « Nous sommes pour une négociation globale et régionale = a, par exemple, affirmé, le 17 mars à Mexico, l'ambassadeur soviétique. M. Serge Rostilov, qui a aussi condamné les - menaces de apparaissent aujourd'hui com me

Fadministration Reagan contre Cuba

recu un début d'exécution. Vus de Managua, les manœuvres militaires américaines eu Costa-Rica (sans que testé contre cette initiative sans prédu potentiel militaire du Honduras par les Etats-Unis sont « très préoc-

duras a été choisi (comme en 1954, de l'Intervention américaine le régime progressiste du colonel Arbenz au Guatemala) comme plate-forme de départ pour d'éventuelles opérations contre le Nicaragua. Le Honduras est le bavs qui a recu le plus d'aide militaire américaine dans la région depuis trois ans, et la présence dans ce pays de cina cents mercenaires armés par la C.I.A. n'a pas été démentie à Washington.

« Nous sammes solidaires de votre combat », a récemment déclaré le commandant Tomas Borge, ministra de l'intérieur du gouvernement sandiniste aux dirigeants de la quérilla salvadorienne. Il a ajouté : « Notre priorité est cepandant la consolidation de la révolution nicareguayenne. » Ce souci apparaît dans tous les entretiens avec les membres de la direction collégiale sandiniste à Managua. Les sandinistes admirent profondément M. Fidel Castro et la révolution cubaine : ils ont une dette à l'égard des révolutionnaires saivadoriens qui les ont beaucoup aldés, à tous points de vue, pendant leur lutte contre Somoza : mais lis

- Le Nicaragua, c'est l'heure de Cuba moins dix minutes est vrai que la dynamique interné du sandinisme va dans le sens d'une Imitation du réglme cubain, imitation qui n'est d'ailleurs pas redoutés priori par les dirigeants nicaraquavens, qui se flattent pourtant de vouloir bătir un « modèle » ne devant rien à personne et évitant les-erreurs » des autres.

Cuba : pour la négociation

ll ast vrai, aussi, qu'il y a encon

un fosse entre le système cubain le Nicaragua. Les sandinistes maintiennent valle que vaille une économie mixte (le secteur privé est encore largement dominant. de surcrojt indispensable à la relence cette période de grave crise) une certaine liberté d'expression (limitée depuis le 16 mars par le décret sur l'Etat d'urgence proclamé pour un mois en principe); un pluralisme politique très ambiqu, dans la mesure où les sandinistes n'acceptent pas le principe de l'alternance démocratique : les révolutionnaires vainqueurs de Somoza estiment à présent que la bourgeoisie n'a joué qu'un rôle d'appoint dans combat contra la dictature et n'antendent pas abandonner le premier tôle. . Mais tien n'est. en tout cas, encore irrréversible », selon la MM. Robelo et Dreyfus, deux des principaux porte-parole du secteur privé et du ressemblement des peti-

adjoint pour les affaires interaméricaines (arrêt de l'alde militaire à la guérilla salvadorienne : pacte de non-agression avec les Etats-Unis limitation qualitative et quantitative du potentiel militaire de la région), Ces trois points figurent aujourd'hul dans le plan de paix du président mexicaln, M. Lopez Portillo. accepté par les Niceraguayens (on y trouve, en outre, l'arrêt des menaces américaines contre Cuba et le Nicaragua, ainsi que la proposition de pactes bilatéraux de non-acression dans la région). Les Nicaraquayens sont moins catégoriques en ce qui concerne la limitation éventuelle de leur propre potentiel militaire. Mais l'important est que leur récente - évolution - s'expilque, dit-on de très bonne source, par les conseils de « modération » de

leurs amis cubains. « Nous sommes pour une solution si possible négopiée el pour un règlement démocratique des conflits en Américue centrale », a déclaré M. Fidel Castro à La Havane le 15 mars, à l'occasion de l'arrivée du nouvel ambassadeur du Mexique à Cuba. Le plan de paix de M. Lopez Portillo, approuvé par la France, par l'internationale socialiste, par le Canada et par un certain nombre de pays latino-américains, ainsi que par le secrétaire dénéral des Nations unles, le Péruvien M. Perez de Cuallar, est cohérent, il admet l'importance des intérêts stratégi-

aussi l'accent sur l' - arrêt du tratic d'armes - organisé, selon M. Alexander Haig, par Cubs et l'Union

Dans toute cette affaire, les Salvadoriens, de gauche ou de droite, apparaissent d'abord comma des pions, youès encore pour quelque temps, dans la mellieure des hypothèses, à la tuerle, à la violence et à la terreur - bien join, très Join, des grandes manœuvres diplomatiques qui tiennent compte égaiement du « dossier angolais » (avec la présence à Luanda d'un corps expéditionnaire cubain) et de la situation en Afrique australe. Une personnalité de premier plan du gouvemement cubain nous a conflé à Managua, que le « coût humain de la présence militaire cubaine en Angola était réellement très lourd » Una remarque dui n'est pas sans Intérêt al on la rapproche des informations sérieuses sur un futur départ des troupes cubaines d'Angola départ lié au règlement de la question namibleane.

Le dentieman's agreement russoaméricain de 1962 prévoyait le retrait des tusées soviétiques installées à Cuba, l'engagement des Etats-Unis de ne pas intervenir à Cuba el l'arrêt da i' - exportation de la révolution cubeine ». C'est bien aussi une remise en cause, ou une confirmation, de l'accord de 1982 qui est en jeu aujourd'hui, par-delà la crise du Salvador et des tensions en Amérique centrale.

d'adversaires du régime sandi-

M. Castaneda, qui estime que

les Etats-Unis - ont actuellement

un double langage a et qu'ils

maintlement « deux lers au teu

en même temps : la négociation

et la menace d'intervention ».

se déclare « stupétait » que la

Maison Blanche alt pu donner

le feu vert à des opérations de

« déstabilisation » de la C.1.A.

au Nicarague. - C'est. dit-il. tout

à fait exceptionnel et en contre-

des Nations unies... »

diction absolus avec les règles

De ses entretiens avec

MM. Reagan et Haip, Il rapporte

l'impression qu'ils sont - appa-

remment sincères - dans leur

désir de négocier, mais il note

aussi des contradictions et des

ambiguités. Le rôle que pourrait

iouer l'Union soviétique « n'est

pas clair ». C'est sinsi que

M. Haig a déciaré un jour - qu'll

tallalt aussi négocier avec Mos-

cou » et. le lendemain. Il a

affirmé - que les Soviétiques

n'avaient rien à faire dans les

nista au Honduras.

MARCEL NIEDERGANG.

DIPLOMATIE

Un rapport du Conseil mondial de l'alimentation dénonce le manque d'efficacité des institutions internationales dans la lutte contre la faim en Afrique

ministres africains membres du Conseil mondial de l'alimentation (1) ont examinė, mercredi 17 mars. à Nairobi un rapport du directeur exécutif de cet organisme, M. Maurice J. Williams, critiquant les activités des institutions internatiode développement aidant à résoudre le problème alimentaire en Afrique.

Ce rapport fait d'abord quelques brutales constatations: la situation alimentaire est désastreuse dans un grand nombre de pays africains; la production alimentaire par habitant a diminué de 15 % pendant les années 70 et pourrait fléchir encore au cours des années 80. Cette baisse n'est compensée que partiellement par l'accroissement des importations (rendues difficiles du fait du manque de devises) et l'aide alimentaire. Aussi bien la consommatoin de produits alimentaires a-t-elle régressé et con peut prévoir que la faim et la malnutrition auamenteront encore au cours des années 80 ». Ces « perspectives déprimantes » minent les efforts de développement général.

Le CMA, passe ensuite en revue les « causes complexes » de cette situation: caprices climatiques, héritage du passé colonial, développement « blaisé », guerres locales, instabilité politique, déséquilibres dus à l'augmentation du coût de l'énergie et des produits importés, diminution des investissements, etc. Mais aussi : pėnurie de personnel de gestion et techniques, insuffisance des infrestructures et des stimulants

Offerts aux paysans. L'aide au développement des pays africains au sud du Sahara - alde bilatérale (les pays membres de l'O.C.D.E.) et multilatérele (les institutions de l'ONU et de l'OPEP) - contribue pour une partie seulement à surmonter ces difficultés bien qu'elle se situe (7.4 milliards de dollars en 1980). représente 20 % de l'ensemble de l'assistance aux pays en développement et alt fortement augmenté au cours des trols dernières années. Seulement un cinquieme de cette aide va à l'agriculture. Et une petite partie de cet effort international d'assistance à l'Afrique a été, jusqu'à une date récente, consacrée à l'amélioration des cultures vivrières Le rapport cite plusieurs exemples intéressant l'Agence américaine pour le développement international et la Banque mondiste pour étayer cette thèse.

S'appuvent sur diverses études dont celles d'organismes d'aide le rapport met en relief l'insuffisance des politiques nationales des pays africains en matière agroalimentaire. Il en rend responsable certes les gouvernements euxmêmes qui établissent de mauvalses priorités dans leur programmes de développement, mais aussi les experts nationaux et internationaux qui jouent à ce propos « un rôle plus grand que partout ailleurs ». « Ni le développement agricole dans son ensemble ni la nécessité d'une approche intégrée de la politique alimentaire nationale ne semblent avoir bénéficié de la priorité nécessaires, écrit M. Williams.

Coordonner les actions d'assistance

Il relève toutefois des améliorations importantes dans l'aide aux projets, évolution récente, qui souffrent du fait que leur évaluation et l'utilisation sont insuffid'exécution. Un plus grand intéret est également accordé aux projets tendant à remedier à la pauvreté absolue. Mals, indique le rapport, a malgré le nombre de projeis a achevés a dont la gestion et l'utilisation sont insuufisantes, les organismes internationaux présèrent généralement en financer de nouveaux (...) existe un besoin impérieux d'accorder plus d'attention aux orientations auxquelles doivent correspondre les projets d'aide extérieure et, ce qui est plus important encore, les initiatives et les investissements locaux. » Il ajoute que les organismes d'aide au développement ont tardé à reconnaître l'importance de l'alimentation et la nécessité de s'attaquer directement à ce problème au lien de le considérer « comme

loppement Le CMA estime encore que l'insuffisance ou l'absence de coordination des nombreuses actions d'assistance bilatérale et multirence que certaines se font, nuit à leur efficacité. Dans chaque pays, le représentant résident des Nations unies est généralement chargé d'assurer cette coordination entre les diverses agences de l'ONU, mais a il y a des institutions specialisées qui ont créé des dispositifs distincts et. jusqu'à un certain point, rivaux p. Or, avance le rapport, dans les pays depourvus d'une forte administration, la multiplicité des modes d'assistance — sans coor-Ainsi la Haute-Volta se trouvait [A.F.P.]

un aspect résiduel» de ce déve-

bien en peine, en 1981, de fournir l'encadrement et la coordination aux projets d'assistance de trois cent quarante missions exté-

rieures! Pour éviter ces « doubles emplois », dénoncés aussi lors du sommet Nord-Sud de Cancua en octobre dernier, et de telles pertes d'efficacité le CMA préconise d'adopter, « sous les auspices des Nations unies, une approche multi-institutionnelle plus unifiée » et recommande à nouveau à chaque pays d'établir des « stratégies alimentaires n capables de mobiliser les concours étrangers (une vingtaine, en Afrique, se engagés dans cette voie). Car il apparaît, souligne le rapport, que l'augmentation de la production vivrière est le melleur moyen d'assurer la sécurité alimentaire de favoriser le développement e de se libérer d'importations coû teuses, mais qu'imposent aussi souvent, des raisons politiques.

Palimentation en Afrique a un caractère de crise, et la crise appelle des mesures d'urgence », selon le CMA. Non pas une aide alimentaire — celle-ci restant cependant indipensable pendant quelque temps, surtout si elle pout encourager les productions locales. - mals des soutiens techniques et financiers. Car « il existe un immense potentiel d'accroissement de la production alimentaire en Afrique ». Evidemment, le Consci plaide pour la mise en œuvre rapide de financemente des « siratégies alimentaires », mais aussi pour la formation des cadres. l'amélioration des infrastructures et un appui technique aux agriculteurs : enfin, pour une réorientation de l'aide des organisations internationales en faveur des productions alimentaires, a L'aventr économique de l'Afrique repose sur le pausan africain », mais il ne faut pas s'attendre à a un grand bond en avant s. conclut-il.

' « L'évolution défavorable

(1) Composé de trente-six pays, membres de l'ONU, le CMA est char- les quatre Nécriandais ont été gé de promotivoir sur le plan politique les résolutions des Nations Units concormant l'alimentation.

GÉRARD VIRATELLE.

• M. Mohammed Bediaoul. représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, a été élu, vendredi 19 mars, juge à la Cour internationale de justice de la Haye. Il a recueilli la majorité absolve n'y a pas eu de blesse. D'autre requise à l'assemblée générale et au conseil de sécurité de l'ONU, l'emportant sur son collègue trouvés les corps de leurs confrèégyptien M. Meguid. Il succèdera res néerlandais, ont été encerclés

LES QUATRE JOURNALISTES NÉERLANDAIS AURAIENT ÉTÉ TUÉS PAR L'ARMÉE RÉGULIÈRE SALVADORIENNE.

Il semble établi que les quatre membres d'une équipe de télévision néerlandaise tues le 17 mars. près du village de Chalatenango. à 70 km au nord de San-Salvador l'ont été par l'armée salvadorienne. Au cours d'une conférence de presse à La Haye, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van Der Stoel, déclaré que les balles qui ont frappé les quatre hommes provenaient de fusils de l'armée régulière et que ce fait lui avait été rapporté par les autorités salvadoriennes elles - memes. M. Van Der Stoel n'a pas écarté l'hypothèse que les quatre journalistes zient été a assassinés de sanotroid ». L'ambassadeur des Pays-Bas au Mexique a été envoyé sur place pour enquêter sur l'affaire.

A Amsterdam, un groupe d'environ cing cents jeunes manifestants a attaqué pendant plus de deux heures, vendredi 19 mars, le consulat américain. Des pierres ont été lancées contre l'édifice. Un policier et un manifestant ont été blessés

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a indimé que M. Reagan a regrettait projondémentes la mort des quatre journalistes. « Nous savons que les médias travaillent dur vour couvrir cet événement difficule, et c'est une tragédie de votr des individus mourit dans l'exercice de leur profession », a ajouté le porte-parole.

A San-Salvador, le ministre de la défense M. José Guillermo Garcia, a déclaré : « Les forces armées dévlorent projondément ce qui s'est passé. Elles demandent à nouveau la collaboration des journalistes salvadoriens et étrangers pour qu'ils ne s'exposent pas si imprudemment. » Il a présenté la thèse officielle selon laquelle la patrouille militaire ne savait pas que des correspondants étrangers se tronvaient avec la bande de maquisards sur laquelle elle a ouvert le feu. Cette version est contredite par les témoignages et renseignements recuallis par différentes agences de presse. Il semble, en effet, qu'il n'y ait pas eu d'activité de guerilla à l'endroit et au moment où

A San-Benito, à environ 70 km au sud-est de San-Salvador, trois journalistes de la chaîne de télévision brésillenne O Globo ont indiqué qu'ils avalent essuyé, ven dredi, des coups de feu de la part d'un groupe d'une quinzaine de soldats de l'armée régulière. Il part, plusieurs journalistes, qui se rendalent sur les lieux où ont été dination appropriée — peut exer- au juge égyptien, M. Abdulle et menacés par des personnes non cer un « e f et déstabilisant ». El-Irian, décédé en décembre. — identifiées se réclamant de la « défense oivile ».

Les «bons offices» du ministre mexicain des affaires étrangères

De notre envoyé special

Etats-Unis. M. Jorge Castaneda, ministre mexicain des relations extérieures, devait repartir ce samedi 20 mars pour La Havans et Managua. Très satisfait de " - accueil exceptionnel - que lui a réservé la presse américaine à New-York et à Washington, M. Castaneda comote poursuivre la mission de « bons offices » Implicitement conflée par les Etats-Unis au Mexique en vue de résoudre pacifiquement les crises d'Amérique centrale. Il exposera aux dirigeants cubains et nicaraguayens l'état d'esprit de MM. Reagan et Haig, et leur expliquera les propositions des hauts response-

De nature optimiste, le chef de la diplomatie mexicaine est cependant très préoccupé par les nouvelles en provenance d'Amérique centrale. Il estime que la «tension monte dangereusement ». Les incidents graves se multiplient à la frontière entre le Nicaragua et le Hondures, et l'on confirme, de très bonne source, la présence de conseil-

lers argentins dans les camps

manière ou d'une autre, à une

négociation sur l'Amérique cen-

trale. - Nous ne cessons de

répéter aux Américains, précise-

t-il, que les véritables protaco-

nistes des tensions dans la

région sont les peuples et les

bles américains.

Le général Walters à Cuba Les Mexicains, de leur côté. ne souhaitent pas que Moscon nuisse être associé, d'une

Amériques ».

dirigeants de cette région : les Cubains, les Selvadoriens, les Nicaraguayens... = M. Casianeda a aussi redit à M. Haig que . les élections du 28 mars au Salvador no servaient à rion ». Le secrétaire d'Etat américain lui a redit, de son côte, sa - certitude absolue > que . M. Duarte allait gagner » cette consultation. Le ministre mexicain se montre raisonnablement optimiste sur ses chances de convaincre Cubains et Nicaraguayens de faire des concessions. Il pense que les Sandinistes ont fait « une erreur de jeunesse -, en 1981, en refusant les propositions de négociation de M. Thomas Enders, tout en admettant que le ton volontiers - cassant - du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines avait

pu « blesser tes dirigeents de

Managua =.

 Aujourd'hul, ajoute M. Castaneda, le prix à payer par Manegua risqua d'êtra plus élevé; mais ?ai très bon espoir.»

Méme optimisme raison-

nable - du ministre mexicain à propos de ses entretiens avec les Cubains, ce samedi et ce dimanche. Il préfère ne pas fonder cet optimisme, mais nous avons appris, par ailleurs, d'une source autorisée, que le général Vernon Walters, ancien directeur adjoint de la C.I.A. et qui fait fonction d'ambassadeur Itinérant en Amérique latine, s'est rendu récemment à La Havane et qu'il s'est entretenu pendant quatre houres avec M. Fidel Castro. Selon cette même source, le général américain aureit été - impressionné par le dirigeant cubain. Cette nouvelle, restée jusqu'à présent secrète, montre en tout cas que le - dialogue discret - amorcé en novembre, à Mexico, par l'entretten Halg-Carlos Rafael Rodriguez (1) se poursuit à un niveau très élevé entre La Havane at Washington, - M. N.

(1) Numéro trois du régime

3 freeliest Baltanials

THE PROPERTY PROPERTY IN THE PARTY IN THE PARTY IN 并 海下市点。 海底 黑海山南海 海豚河 THE PROPERTY AND PARTY OF THE PARTY AND PARTY · ···· 有中華用量的開發 四個年間 類 10000000 COME A STATE OF THE PARTY OF TH The state of the s The same of the sa THE PERSON NAMED AND PARTY. States Continuent in Manhamating -一一年 美沙海峡

Admin to Supplication of the last of the l the mine and the court of the THE RESERVE THE TABLE ---IN COLUMN SHARE CARE AND THE CARE The said water was the said to be the said to be the said to the said to be the s a natur Francisco being the francis The second state of the second and the the same with the property of The same of the sa The second second second second second

S . As the same with the same

To the second se

יון אראבי ז היינים אין אראבי זיין אראבי אין אראבי אין אראבי אין אראבי אראבי אראבי אראבי אראבי אראבי אראבי ארא

i de l'annere :

and the second second second second

The late of the state of the st

The second second second second

and the second of the second

de ministre nerior

garas etrangeres

er er en en

er were

To the Letter.

water a little

III. — Lutte d'influence entre Moscou et Hanoi

De notre envoyé spécial Patrice DE BEER.

Ni Hanoi ni Phnom-Penh ne semblent pour le moment livrent en outre, à une intre

Phnom-Penh. — Daux cent mile par milliers, le « lumelage » de provinces kinnères et vietnamiennes, la querre qui se poursuit le long de la frontière avec la Thellande et dans les régions montagneuses et forestières, tout cels fait que, au Cambodge, la politique étrangère emplète passablement sur le domaine de la politique intérieure.

Le corps expéditionnaire « frère » verrouille le situation, tant pour pro- semble pas plus prêt à céder que tèger ses partisans contre la menace klumère rouge et nationaliste que avons fait déjà beaucoup de concespour prévenir toute tentation d'indépendance. La République populaire du Kampuchée demeure sous influence la responsable du P.C. vietnamien vietnamienne, et Hanol a clairement cette acquisition contre quiconque. Soviétiques inclus. Partie d'une Indochine réuniffée, elle est aussi un Etaltempon face à la Thallande et un réservoir alimentaire. Le niveau de vie est bien plus élevé à Phnom-Penh qu'à Ho-Chi-Minh-Ville (1). Le

Ministra des affaires étrangères à vingt-hult ans, officier supérieur khmer rouge jusqu'en Juillet 1977. M. Hun Sen utilise des images pour expliquer les llens du récime avec Hanoi : « Sous le régime Poi Pot, nous vivions comme des nautragés. Il est normal qu'un nautragé fasse appel de tous côtés et s'accroche à n'importe quel débris. Il est vrai que, à l'époque, il y avait un très actif mouvement coordaire, mais deviousnous attendre kusqu'en 1985 pour mous libérer de Poi Pot? Nous auriona peut-être pu ilbérer le pays. mais plus le peuple i * 1'Intérvention vietnamienna fut - comme celle d'un pompler qui jette de l'eau aux une

« Nos relations dépendent de la France, réplique M. Hum Sen ; nous sommes prêts à avoir des relations avec tous les pays. Pour le moment, Il y a eu un certain progrès de nos rapports. Mais la crois que l'action des dirigeants français (à notre encontre] n'est pes valable, car elle condemne en lait celui qui a leté de l'eau sur le feu », le Vietnam. En octobre, aux Nations unles, le Vietnam a, par l'intermédiaire de son allié laotien, présenté une proqui, si elle demeurait aussi ferme un traltement de faveur à M. Pen sur le fond, se présentait sous un aspect plus diplomatique. M. Phoune tent de ne pas rompre le dialogue Sipraseuth avait proposé l'ouverture de montrer patience et réalisme, d'un dialogue entre les deux groupes un sens des responsabilités at de - ASEAN et Indochine - - pour s'abstenir d'actes qui pourrelent promouvoir la compréhension faire empirer la situation. Il serait mutuelle et afin d'éliminer les diver- rationnel (...) de rechercher un point

auralant au le droit de stationner des troupes au Cambodge?'s, dit-il avec colera. - Aux Philippines. en Thaifande, au Japon, en Allemagne fédérale et dans d'autres pays (...). Il.y a aussi des troupes américaines. Our-a-t-on dit à ca sulet ? Certains disent que nos élections n'étalent pas légales en raison de la présence des troupes vietnamiennes. Et celles. qui out eu fieu en R.F.A. en présence des G.Ls'? (_) Nous avons la droit de faire appel aux troupes étrangères nous aussi. »

Sur ce point, M. Hun Sen ses camarades vietnamiens. « Nous aions : à l'ASEAN d'en faire à son tour », nous disait M. Mai Chi Tho. pour: Ho-Chi-Minh-Ville. La concession attendue -demeure la reconnaissance par l'ASEAN du régime

M. Hun Sen est très dur envers l'ASEAN, accusé d' « Ingérence dans les affaires intérieures » de son pays. H use d'une autre image : « Nous sommes comme deux équipes de riz cambodgien nourrit de nombreux football. La balle est du côté de celle de l'ASEAN. Elle ne donné pas le coup d'envol, demandant aux Nations unles ou à la Chine de taper dans la belle. C'est impossible de journer correctement ainsi. . .

Ces arguments ont pour moment convaincu moins de trents pays et le 21 octobre dernier, les Nationa unies — où siècent les Khmers rouges -- ont redemandé le retrait des Vietnamiens du Cambodge et la mise en application des propositions de la conférence de New-York de juillet sur une solution négociée. « Exigence absurde : que de vouloir résoudre un prétendu problème kimer qui, pour Phnom-Penh et Hanol, « n'existe

M. Breiney prêche « la patience et le réalisme »

La France, qui ne reconnaît aucun gences . Allant plus loin, les trois des deux régimes kiuners, a réitéré pays ont offert le 17 février à la indirects », « bilatéraux » ou avec les trois régimes indochinois sur son avait même dressé un parallèle. « toutes les questions d'intérêt entre l'Aighanistan et le Cambodge. commun », qui pourraient, en cas de succès, être suivies d'un « retraft partiel des troupes vietnamiennes ». Mais, sur le fond, la volonté de Hanoi demeure de voir reconnaître le nouveau statu auo.

> Le premier assouplissement de forme avait été présenté peu après la réunion des chefs des trois P.C. indochinois - MML La Duan pour le Vietnam, Kaysone Phomvihane pour le Laos et Pen Sovan pour Phnom-Penh; - & Moscou, autour de M. Brejnev. Ce demier leur avait prêché la modération et avait accordé Soven. « Il est apécialement impor-

Les forces vietnamiennes occupent plusieurs villages à proximité de la frontière thailandaise

De notre correspondant

Bangkok -- Les troupes viet- apparaît que les troupes de Hanoi namiennes ont occupé au moins deux des quatre villages de Sokh-Sann, situés en territoire cambodgien en bordure de la frontière thallandaise, à environ kilomètres au sud-est Bangkok où vivaient près de contrôle du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK.). Celui-ci a confirmé tails, avant perdu contact avec sa base denuis le 17 mars, et ses responsables n'ayant pas été

Le Comité international de la Croix-Rouge (C.L.C.R.) a dépêché à la frontière du personel médical et des ambulances pour venir en aide aux milliers de Cambodgiens qui ent commence de fuir la zone des combats et de se réfugier en Thailande. Il semble que les autorités de Bangkok tentent de s'opposer à ce mouvement de repli.

A plusieurs reprises dans le passé. l'armée vietnamienne avait dirigé des tirs d'artillerie sur les villages de Sokh-Sarm, obligeant une partie des habitants à se replier provisoirement vers la frontière. A la différence des précédentes attaques, cependant, il

ont, cette fois, reussi à occuper le terrain. Le FNLPK, les a récemment accusées d'utiliser des gas toxiques contre la popula-

C'est à Bokh-Samı qu'avait été proclamée, le 9 octobre 1979, la naissance du F.N.I.P.K., que préside M. Son Sann. D'après celuici, cent quarante mille personnes vivraient dans les sones frontalières sons le contrôle de son mouvement. Il revendique neuf mille soldats --- les experts militaires avancent le chiffre de quatre à cinq mille - et affittos avoir formé suffissement d'officlers pour encadrer vingt mille

La prise de Sokh-Sann sinscrit dans le cadre d'une campagne lancée, depuis le début de la saison sèche, par les forces de Hanor pour tenter a cassainir la sone frontalière entre la Thailande et le Cambodge, où Khmers rouges et forces nationalistes ont établi leurs bases. L'armée vietnamienne, qui aurait notamment engagé dans cette bataille une cinquantaine de chars, a infligé de lourdes pertes aux quelques milliers de «polpotistes» retranchés dans leur bastion du Phnom-

JACQUES DE BARRIN.

Mais le Kremlin accepte mal l'obstination du Vietnam de refuser toute solution at de louer son propre leu Cambodge, de vouloir faire des Soviétiques des balileurs de fonds sans influence.

Les tentatives soviétiques pour s'assurer l'appui de M. Pen Sovan ont subl un coup dur avec le limogeage de ce demier. Les Soviétiques - ant été trop jourds - face subtils Vietnamiens, reconnaissent des diplomates est-européens. distribution de macarons de Lánine ne remplace pas le travall profondeur des Vietnamiens. Les Russes comprennent moins bien le problème cambodgien que nous -, estime un diplomate vietnamien. Il est vrai que n'étant pratiquement pas autoriaés à se déplacer. il leur est difficile de se frotter aux réalités. Mais ils sont à l'évidence beaucoup moins impopulaires au Cambodge qu'au Vietnam.

ver de bonnes relations avec les days de l'Asean, qui, en dépit de divergences s'inquiètent de l'expansionalsme Indochinois de Hanoi et -sicel'h suptilion anu trasinopèro ment du Vietnam. L'ASEAN soutient par allieurs. la résistance khmère. dont elle voudrait unir rols composantes kinmère rouge. F.N.L.P.K. de M. Son Sann vernement de coalition souple ». C'est le sens de la proposition faite en novembre par Singapour et refusée par les Khmers rouges, par реш voir dissoudre leur influence alors qu'ils sont pratiquement les seuls à se battre. Leurs aliés chinois ne some pas

disposés à faire pression. Ils s'inquiètent d'un possible dérapage de l'ASEAN vers un compromis avec Hanoî. Or leur stratégie est à long terme : lis pensent qu'il faudra des puisse se renverser au Cambodge et que, pendant ce temps, la résistance peut encore subir de graves revers. Les pays les plus fermes sont la Thaffande et Singappur. La première, pays de ligne de front et rival traditionnel du Vietnam, craint que la querre ne s'étende chez elle depuisque le Cambodge n'est plus un Etattampon: elle cherche à remplacer ce demier par de « mini-tampons » que constituent les zones khmares rouges et nationalistes.

Un diplomate de haut rang nous a dit à Bangkok : « Nous ne sommes pas partie au conflit sino-vietnamien ; nous proposons une solution acceptable pour les deux. Mais nous ne sommes pas en position de faire des concessions, qui ne ferajent que nous créer des problèmes avec la Chine. Qui plus est, quelles garanties avonsnous que le Vietnam nous laissere tranguilles après? (...) Notre appui aux Khmers rouges ne signifie pas que nous voulions qu'ils reviennent au pouvoir. Nous faisons au Vietnam une favour : Il no peut accepter Pol Pot et nous Heng Samrin ; c'est pourqual nous proposons une transition vers des élections libres. » Certains. à Bangkok, s'inquiètent : toulefois

l'égard de Pékin. Le ministre malaisien des affaires étrangères, M. Ghazali Shafle, nous a dk à Kuala-Lumpur : « 11. faut armer la troisième force pour en faire un groupe viable, non pas pour faire la guerre au Vietnam. On ne paut parvenir à une solution politique si une partie n'a pas assaz de crédibilité pour discuter avec fautre. Nous savone que Hanoi ne parlere Jamaia avec les Khmers rouges. Si les Vietnamiens refusent de négocier, la troisième force aura les moyens de se battre. Entin, nous voulons prévenir le retour des Khmers

d'une trop grande dépendance à

Ces demiers se trouvent ainsi dans la position inconfortable d'être indispensables - car ils se battent mais de risquer d'être tenus à l'écart d'una éventuelle solution, même si celle-ci semble toujours aussi éloignée. Leur attitude pourrait changer en fonction des résultats de la pré-Pour le moment; c'est l'armée vietnamienne qui marque à nouveau des

Comment la situation valtelle évoluer ? Les efforts des Khmers rouges pour se montrer plus « présentables », ceux de M. Son Sann pour obtenir un appui diplomatique massif, at caux du prince Sihanouk - qui demeure, en dépit de ses

des responsables de la sécurité remet en état l'Institut technologique chmère-soviétique (2).

Mais ce diplomate est encore plus orudent sur le Victnam : - ll al rouve dans une situation économique difficile: Les trois pers indochinois vont coopérer, c'est inévilable : mais peut-être que le Vietnam n'en sera pas le leader économique. Qui salt comment les choses von tourner au Vietnem dans cing ou dix ans (= Et d'ajouter à propos du bloc indochinois préconisé par Hanoî : *« Il y a des bruits exagérés* aur ce bloc : ce n'est pas très facile de former cas biocs ou fédérations. c'est de la théorie. L'initiative n'est pas mūre et le Yletnam est réaliste. Il taut un compromis : l'armée vielnamienne n'est pas au Cambodge pour des alècies. Je crois que la Vietnamiens pensent que l'isolement, le blocus, ce a'est pes bon pour

La « selution acceptable » de l'A.S.E.A.N.

Les Soviétiques souhaitent conser- volte-face, la seule personnalité vraiment, populaire - pour a'imposer porteront-les leurs fruits? Le régime de Phnom-Penh fera-t-il la preuve qu'il peut exister par lui-même en dehors de la présence militaire vietnamienne? Combien de temps durera l' « état de grâce » qui se poursuit depuis la chute des Khmers rouges? Car on ne pourra pas éternellement leur faire porter es chapeau de tout ce qui va les utiliser comme justification de la présence permanente des « bodois ». A l'image de ca haut fonctionnaire des affaires étrangères qui nous affirmait que les Khmers rouges n'avaient rien fait, saut détruire et tuer. Et d'ajouter : « Jadis: _au Cambodge, if n'y avait pas de mouches. C'est seulement depuis le pas-

> mouches sont apperues (c) (> Une telle propagande sera insuffisante pour convaincre la population. traumatisée par les guerres, d'accepter la nouvelle marche vers la socialisme - du troisième type après celui, bouddhique, du prince Sinanouk, et celui, féroce, des Khmers rouges, — le collectivisme et la présence étrangère. Pour que ca peuple, qui rêva toujoure da l'age d'or - en grande partie mythique - d'avant 1970; accepte tout cela. Il faudrait que les résultata se montrent à la mesure de

sage des Khmers rouges que les

(1) A Salgon, le salaire minimus mensual représente, au marché libre entre un paquet et un paquet et demi de diggrettes sméricaines; Phnom-Penh, entre huit et dir. (2) L'aide soviétique s'est montés 85 millions de dollars en 1979, 134 en 1980, à 100 en 1981 ; elle pers plus faible cette année. Sur les 5 000 tonnes d'aide alimentaire pronises an 1980, 45 000 tonnes senlement ont été livrées. Cette aide est en partie en prets, qui commencent i être remboursés en livraisons de soutchone. Le mais, lui, va su

LA FIN DE LA VISITE DU MARÉCHAL USTINOV

LU.R.S.S. seruit prête à renforcer le potentiel militaire de New-Delhi

De notre correspondant

d'une visite de cinq Inde. De part et d'autre, on affichait une extreme discretion ment à la teneur d'entretiens qualifiés de « fructueux » et. a fortiori, sur les résultats concrete d'une visite achevée sans qu'aucun accord spécifique n'ait été conclu

Le maréchal Ustinov aurajt cependant assuré le gouvernenement indien que son pays serait aux côtes de l'Inde si la situation s'aggravait dans cette région du monde. Il aurait indiqué l'URSS était prête à répondre toute demande indienne en vne d'accrolure ses défensives. Aurait été ainsi évoquée la fourniture de Mig-23 et 27, d'AN-32, de navires de guerre de missiles sol-air. l'immédiat la livraison des pièces détachées requises pour le matériel militaire soviétique acouis par l'armée indienne serait accélérée LURSS, aurait exprimé sa volonté d'aider l'Inde à développer son autonomie en matière de production d'arme-

Des ultimes allocutions prononcées, on retiendra la constatation d'une détérioration de « l'environnement international ». la volonté de poursuivre et de renforcer une coopération militaire mutuellement bénéfique 2.

New-Dekil — Le ministre « un facteur de paix et de stale ministre soviétique, la menace d'une guerre s'est accrue en raison du « comportement agressi) de l'impérialisme américain ». Le ministre indien de défense et les commandants des trois armes ont été invités à se rendre en Union soviétique.

PATRICK FRANCES.

. M. J.-B. Kripalani, out fut l'un des plus proches compagnons mahatma Gandhi au court la lutte pour l'indépendance, décédé vendredi 19 mars, à Ahmedabad, d'une crise cardiaque, à l'âge de quatre-vingttreize ans. Avocat de la nonviolence il avait quitté le parti du Congrès après l'Indépendance et avait d'abord, en tant que socialiste puis indépendant, tenté de forger un mouvement d'opposition au premier ministre Nehru. puis à sa fille. Mme Gandhi. Ainsi avait-il été, avec Jayaprakash Narayan, l'un des animeteurs du mouvement populaire qui, en 1974-1975 se développa contra le pouvoir central. En 1977, Il fut à l'origine du regroupement de formations pour l'essentiel conservatrices, qui donna naissance au narti du Janata et provoque alors la chute du Celle-ci est considérée comme gouvernement de Mme Gandhi.

La grève générale se durcif en Cisjordanie

UN JEUNE PALESTINIEN EST TUÉ A EL BIREH

La grève générale de trois jours en Cisjordanie proclamée vendredi à la suite de la dissolution du conseil municipal d'El-Birch s'est durcle samedi 36 mars. Un jeune Palestinien de dix-sept ans et deux adolescentes blessées à El-Birch où l'armée israélienne a fait usage d'armes automatiques pour disperser les nombreuses manifestations sporadiques à travers la ville en grève. La grève a également été totale à Naplouse Ramallah et dans la partie arabe de Jérusalem. A Washington, les Etats-Unis

ont qualifié, vendredi, de « regrettable » la dissolution du consell municipal d'El-Birch · « Nous restons persuades, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, que le meilleur moven. d'assurer une représentation politique responsable des habitants de Cisjordanie et de Gaza doit passer par l'élection libre d'une autorité autonome à la place de l'actuel gouvernement militaire », ajoutant que ceci était d'ailleurs un des « élémentsclés » de l'accord sur l'antonomie tel qu'il a été défini à Camp-

A BEYROUTH le chef du département de l'information de l'O.L.P., M. Yasser Abed Rabbo. a demandé « à la France et aux autres paus européens de prendre clairement position sur les menaces d'annexion des territotres occupés ». Evoquant la visite de M. Mitterrand en Israel il a affirmé que a toute démarche politique rompant l'isolement international d'Israël encourage actuellement les dirigeants israéliens à accroître leur politique répressive contre les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ».

 Les habitants du Golan poursuivent, pour leur part, depuis cinq semaines leur grève pour protester contre l'annexion du plateau Trois députés israéliens de la gauche travailliste de retour d'une visite dans ce territoire ont affirmé y avoir décelé « des traces de dictature militaire dans le comportement des autorités israéliennes à l'égard des Druzes du Golan ». Ils ont notamment déclaré que « la nourriture commençait à manquer » et que « l'électricité avait été totalement coupée ». — (A.F.P., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

• TROIS RESSORTISSANTS SOVIETIQUES ont été arrêtés, le jeudi 18 mars, dans le secteur français de Berlin-Onest, par la D.S.T. Selon le quotidien Berliner Morgenpost il s'agirait de « trois agents secrets soviétiques », pris « en flagrant délit de prise de contact avec un soldat français v. — (A.F.P.)

Corée du Sud

PRES DE SIX MILLE PER-SONNES ont été arrêtées en Corée du Sud au cours d'une vaste opération de police, dans la nuit de vendredi à samedi, à la suite de l'incendie criminel, jeudi, du Centre culturel américain de la ville portuaire de Pusan, a annoncé samedi 20 mars la police. L'incendie de Pusan a fait un mort et

Guinas

trois blesses

ODEUX MINISTRES, MM. Abraham Kabassan Keita (travaux publics) et Saikou Barry (controle d'Etat) ont été révoques pour « atteinte grave an patrimoine national ». a rapporte Radio-Conakry vendredi 19 mars. Les deux ministres ont été reconnus responsables de l'importation irrégulière de 5 500 tonnes de bitume, par une commission d'enquête constituée à la suite de l'incendie de plusieurs milliers de fûts de bitume. —

mdonésie

samedi 20 mars, dans la capitale Djakarta, après les violentes émeutes antigouvernementales de jeudi et vendredi et au cours desquelles des bandes de jeune avaient tenté d'incendier les locaux du parti gonvernemental Golkar. Le chef de la sécurité nationale. l'amiral Sudomo. a déclaré qu'une soixantaine de personnes avaient été blessées au cours des affrontements. Il y aurait en des centaines d'arrestations. — (AFP.-UPI)

• LE CALME ETALT REVENU

République Sud-Africaine

• PLUS DE QUATRE CENTS MAIRES FRANÇAIS ont signé déclaration du comité spécial des Nations unies contre l'apartheid qui sera rendue publique dimanche 21 mars a New-York, demandant la libération des prisonniers politiques sud-africains. notamment celle de M. Nelson Mandela, dirigeant du Congres national airicain

(A.N.C.), emprisonné à vie

depuis 1964 à Robben-Island. Dans un communiqué publié vendredi à Paris, le centre d'information des Nations unies précise que cette pétition diffusée à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre la discrimination raciale, a déjà recueilli près de milie cinq cents signatures de maires du monde

Yougoslavie • LES DROITS DE L'HOMME

EN YOUGOSLAVIR -M. Mirko Vidovic, président de la Diète du Conseil national croate, un organisme créé il y a sept ans au Canada et qui entend représenter la diaspora croate, a denonce vendredi 19 mars à Paris, au cours d'une conférence de presse, les violations des droits de l'homme en Yougoslavie en général et en Croatie en parficulier. Selon M. Vidovic, il y a < des milliers de prison-. les prisons yougoslaves Citant. un rapport d'Amnesty international, il'a notamment évoqué le cas de M. Marko Vaselica, condamné à onze ans de prison en 1981 pour avoir a incité à la haine nationa... liste s. Le gouvernement yougoslave était intervenu sans succès auprès des autorités -. françaises pour faire interdire cette conférence de presse.

Le temps retrouvé d'un «pied-noir»

(Suite de la première page.)

indifférente aux dieux, aux hom-Grenades, l'oued Kroumane, cascade de là vers l'inconnu, sous les roseaux berbères établis sur les berges qu'évoque le narrateur, attirées, elles la mome dérive des lours sans

Plus de cent personnages de toutes conditions, caractères, prigines, hommes, femmes, enfants, militaires, civils. chrétiens, luifs, musulmans, riches, pauvres, et même misérables en loques, alment, végètent, espèrent, somnolent dans la médiocrité, s'enfoncent dans le drame, durant les épisodes successifs de cette grande fresque, étendue sur les cent cina années comprises entre l'apparition du lieutenant d'artillerie Louis-Charles Molinier sur la route de Fez, en 1877, et la des autocars touristiques devant Volubilis, en 1982.

Entre les deux dates, les soldats français occupent les rives de l'oued Kroumane, bientôt suivis par des colons origanais ou espagnois. Quelques années plus tard, un Meknès tout neuf sort de terre, avec son hopital, sa caseme, ses dockssilos, ses avenues rectiliones aux noms des gloires républicaines. Mais la tracédie couve derrière l'effort. et promet de pénibles réveils au travail : révolte du Rif. à l'appei d'Abd El Krim: déclaration de la en 1939 : débarquement américain, en 1942 : naissance ciandestine de l'istigial, attentats nationalistes après la déposition de Mohammed V. puis lente agonie de l'ancienne société coloniale, rédulte par le temps à quelques vieillards.

Dix - neuf récits d'inégal intérêt mais prenants, vifs, colorés pour la plupart, illustrent chaque épisode de leurs vagabondages cocasses, attendrissants ou dramatiques dans le temps et les cœurs. D'évidence. Michel Johert connut personnellement beaucoup de ses héros, d'abord le vieux lardinier François, infatigable dans ses pantalons de velours et chemises de grosse tolle sans col, son propre grand-père. Une France populaire et colonisatrice. provinciale et impériale, surgit ainsi de ses descriptions, avec ses rudesses naives, son racisme innocomment patriarcal, son courage farouche, son cerémonial, ses mœurs et ses modes. « Car c'était notre vie . s'intitule simplement le quatrieme chapitre.

Le narrateur excelle à réunir en images toutes ces vies jetées, puis perdues, dans le vent : par exemple, l'inauguration d'une crypte. dans la nouvelle église de Meknes, avec le pacha en turban dans le sanctuaire des roumis, les généraux

• Colloque sur les juits d'Algérie. — La Fédération sépharade de France (15, rue Georges-Bizet, 75116 Paris, 720-22-14), organise les samedi 20 et dimanche 21 mars, 6 his, rue Michel-Ange, 75016 Paris, un colloque sur les juifs d'Algèrie. La séance d'ouverture aura lieu samedi, à 21 heures.

MARDI 23 MARS 1982

10 h 30 LA FORMATION ALTERNÉE EN FRANCE

14 h 00 LA GESTION D'UNE CARRIÈRE

. M. YON, direction de l'IGIA

10 h 30 LES MÉTIERS DE CONSEIL

Un représentant de l'IFEC

* Un représentant de l'IFEC

16 h 30 la recherche de l'emploi

M. P. BUDLIET, délégaé général de l'I.F.G.
M. A. MADHAYY, describer de l'AISTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

. M. S. PROT, reductour en chel du dossier « l'ÉTUDIANT »

• M. GUERARO, some directeur charge de l'emploi à AIR FRANCE

- ML PECORIL chef du service G.J.C.R., SHELL FRANCE

■ M. DAYAS, directeur programme MBA de l'INSEAD

• 14. Jean-Louis SCARINGUELLA, Gresteur de LISA.

· Un publiciste, un conseil en organisation, en priste.

13 à 30 CRÉATION D'ENTREPRISES : OPPORTUNITÉS?

. M. AYMARD, directour général de l'A.N.C.E.

■ M. LELOHR, chargé de mission de C.E.P.M.E.

. BE BADEN, adteur de « GUIDE DU MOUVEAU CV »

MERCREDI 24 MARS 1982-

16 h 30 LES ATOUTS D'UNE FORMATION DOUBLE

- Des directeurs d'écoles, des recruteurs.

· M. P. FUREST, directes de MÉCHA PA

• M. JOUVE, Grecteur général Vice-president de RUSSEL REYNOLDS ASS

. M. SAVOYE, responsable recrutement cadres so CREDIT LYDNINAIS

· M. B. PIOCHE, direction obtains BURKE MARKETING RESEARCH

. M. BENHAMOU, créateur d'entrestise (G.C.L. DÉVELOPPEMENT)

* M. ROYER, président commission - CRÉATION ENTREPRISE - de l'ETHIC

40 stands

convoitises d'un programme sans fioritures: "La prof d'histoire, le

Quelques années après, la guerre expose ses ainés immédiats aux sifflantes caresses des balles. Le peuvre Charles Halou recoit la sienne. « à moins que ce ne soit un obus ». vers Teboursouk. Après quel verdict ? Nous touchons là le hasard. grand thème du livre, avec la mort. Lorsqu'il regarde ces miettes humaines, errantes dans des époques elles-mêmes éparbillées en moments échémères, comme les reflets de l'oued Kroumane miroitent quelques secondes au soleil avant de partir vers l'inconnu dans les flots anonymes, Michel Jobert ne garantiralt certainement pas où les colffes alsaciennes voletalent qu'une raison intelligible et souve- comme de grands oiseaux tristes.

me le farcirale bien ! -

sonnages suivent rerement la ligne droite d'un chemin librement choisi. demler chapltre. l'arrière-petitdu jardinier François Haberi rient au Maroo pendant les vacances. Près de Volubilis. il retrouve des témoins d'autrelois, devenue vielliards sentenciaux ». récits novés dans les mêmes détails où se mélangent « les années, la guerre, l'incendie, les sauterelles ». Le temps lui-même se brise alors irrémédiablement, comme les flots de la rivière aux Grenades.

Depuis la perte de l'Algérie, peu d'œuvres parlèrent si tendrement de cette France qu'on appelait jadis d' « outre-mer ». En 1962, les accords d'Evian chassèrent pourtent vers la métropole un million de ses flis. Presque un siècle plus tôt. l'arrivée de cent cinquante milie autres fuciaprès l'abandon de Metz et Strasbourg, avait bouleversé autrement les consciences. Le respect du maiheur. le culte de l'exil inspirérent toute une littérature de la séparation.

elle, s'embourba dans de sord:des e tastidieux débats de notaires, avec des ministres méfiants, sur des indemnités légitimes après la pene d'une patrie apparemment remboursable. La sociélé de consommation dédramatisa la misère, par ses symboles commerciaux d'utilité publique : des spectacles anticolonialistes de bonne qualité. la Bataille d'Alger ou la Chronique des années de braises. selon la loi éterneile de l'histolre, d'abord livrée que que temps aux plaisirs puis à la discrétion des vainqueurs. Entre 1870 et 1914, reoré-

Sans aigreurs ni rancunes, l'ouvrage de Michel Jobert répare queiques injustices et bien des oublis. Avec Charles de Gaulle et François Mitterrand, la V° République s'illustrait délà par deux vrais écrivains. Vollà probablement le troisième.

senter l'Alsace-Lorraine à travers

l'opinion de Bismarck ne serait quand

même venu à l'esprit de personne...

GILBERT COMTE

(*) La Rivière aux orenedes, Oued Kroumane, Albin Michel éd., 59 P.

Comment s'est formée la nation algérienne

L'émergence de l'Algérie au statut d'Etat - nation moderne continue de fasciner les sciences sociales. C'est ainsi qu'un politologue algérien analyse l'Algérie en armes, où le nationalisme se fait résistance. guerre, puls indépendance.

Etayé par d'abondants matériaux historiques, auxqueis s'ajoutent des témoignages personnels et de nombreux travaux universitaires à ce jour inédits précédé d'un chapitre scruptleux aur le champ historique. l'ouvrage de Silmane Chikh n'est pas pour autant une histoire. Son ambition serait plutôt d'exposer les principes d'organise tion de la nouvelle société politique algérienne qui s'engendre par la guerre de libération.

gétique aux professionnels de l'idéologie, l'auteur ne manque iamals de confronter discours et action réelle, de mentionner les conflits politiques pour la conquête de la représentativité, les luttes d'intérêt qui soustendent le processus de construction nationale. On pourra penser que sa recherche emplrique est insuffisante mais sûrement pas qu'il ignore la nécessité de la mener sur ce terrain. De ce point de vue, le souci de n'exclure aucune source, de confronter les interprétations dwergentes, même quand elles émanent d'opposents intérieurs ou d'ennemis extérieurs, est exemplaire.

Journées Nationales du Premier Emploi

CONFÉRENCES

PLM SAINT-JACQUES, 17 boulevard Saint-Jacques, 75014 PARIS

JNPE - Association sans but lucratif liée à l'Institut Supérieur de Gestion

Ce qui est dit ici n'est iamais unliatéral. Non que l'auteur tienne une - balance égale > : il est trop engagé dans une histoire immédiatement qu'il l'a saisi dans son adolescence pour croire au point de vue de Sirius, mais il n'en manifeste que mieux ce qu'il nomme trop modestement un . minimum d'esprit critique .. Slimane Chikh pense avoir eu raison - au temps des certitudes - (soustitre de son livre), mais il ne se croit pas pour autant propriétaire exclusif de la bonne raison historique. Il est en cela représentatif non seulement de l'esprit scientifloue mais aussi de toute une génération politique.

Le meilleur de l'ouvrage nous semble en effet résider dans l'analyse d'un moment de l'émancipation algérienne qui a vu se constituer l'hégémonie d'une idéologie nationaliste révolutionnaire dont l'auteur montre les composantes populistes et modernisantes. Cette idéologie qui a su exprimer le mouvement social n'est pas d'abord une idéologie de cleres ou d'intellectuels, même s'il a încombe à ces demièrs de la formiéer explicitement. Elle n'enfarme pas le réel dans une analyse systématique qui en fournirait toutes les clés. S'est-on assez avisé que ce qu'on considère comme ses insuffisances (autoritarisme, pragmatisme, Incohérence, croyance que l'industrie nationale résoudra tous les problèmes sociaux, pas de «choix de

classe ») n'était que le revers de ses qualités ? La révolution aldérienne n'a pas considéré son ennemi comme le diable, et les références à « Satan qu'il faut combattre - se trouvent plus dans le langage qu'il convient de tenir aux Algériens selon les manuels d'action psychologique de l'armée française que dans les consignes du F.L.N. Eile a débouché de ce fait sur une fierté nationale non dépourvue d'autosatisfaction, doublée d'un réalisme un peu prosaique.

S. Chikh note que - les antagonismes sociaux se trouvent fortement atténués par les protections que chacun trouve auprès d'un proche détenant une parcelle de légitimité de par sa participation à la lutte armée -(il conviendrait d'ajouter - et par la redistribution partielle de la rente pétrolière -1 : cette formule est probablement en voie d'épuisement, et la révolution algérienne - aura à substituer au dialogue externe de la phase de revendication nationale le dialogue interne -, mais li n'est que iuste de souligner combien les conditions de ce dialogue interne (non encore réalisé) ont été ménagées par la génération du 1er novembre du fait de la modestie même de son idéo-

JEAN LECAL

Silmane Chikh Paris-Economica-Alger Office de publications universitaires.

23-24-25 Mars

20 h 30 LES SALAIRES DES DIPLOMES ET LE CLASSEMENT DES ÉCOLES

10 & 00 LES POLITIQUES ÉCOMOMIQUES ET LEURS INCIDENCES SUR L'EMPLOI

• M. REZEAU, chat de service de la délégation à l'emploi (Mansaire de Traval)

. M. Bernard MARX (Parti Communiste), réducteur en chel revez économique et palitique

• M. B. BRUNEL, respectable département « Approche directe » de Bernet RALHIET

. M. HUPPENOT, Président de la CSNCR, directour général de SVP INFURMATION CARRIERE

· M. J.-P. BACHY (Parti Secialiste), secrétaire repostel aux entrepreses

• M. P. SEAUDEUX, chal d'expeites, journalisse à l'EXPANSION

M. DESPREZ, directour général de Bereard KRIEF Consultants
 M. SOURLET, directour à Contrale

M. L. LEBEAUX; délégué au placement des logénieurs des Mines
 M. A. MADHAVY, directeur de l'ESG.

. M. D. THEBAUT, JOHNSENS ON NOTIFE DESERVATEUR

• M. B. KRIEF, président du Groupa Bernard KRIEF Sélection

M. MAYER, chef du service recrutement de RANK KEROX

. M. HOPPENDT, Grectour général SVP Ressources Homaines

. M. R. VIGUIE, woo président du cabinet Tourers, Perrin, Forster,

• M. G. CARREYROU, journeliste à EUROPE N° 1

• M. CASTAGNOU, conseiller technique à l'Elyste

· M. MARCHELLI, délègat général de la CEC

. M. MARTIN. directeur général d'ITS - QRC

• M. Parl DASSONVALE, responsable de recontement de TOTAL C.F.P.

. Mone N. CHOURAGUAL encrétaire nationale de RPR

• M O. De RINCRUESEN, journaliste à Europe Nº 1

• Un représentant national de l'UOF

13 b 30 LES TECHNIQUES DE RECRUTEMENT

PSYCOM, membre du SYNTEC

• M. LAGAME, président de l'ETHIC

16 h DO LE MALAISE DES CADRES?

• M. LASFARGUES, CFDT

Creshy Inc (T.P.F.C.)

- Des personnalités syndicales

- M. RYCLENC, directour de SUPELEC (ESE)

JEUDI 25 MARS 1982

• Mine C. CELLIER, Grecnes orientation et placement de l'IEP Paris

* L'ALGERIE EN ARMES, de

EUROPE

LE ONZIÈME SOMMET ANGLO-ALLEMAND

Bonn n'interviendra pas dans le différend franco - britannique à propos du budget communautaire

De notre correspondant

gouvernement n'ont pas les memes préoccupations. Pour le d'obtenir une diminution de la contribution nette de son pays au budget de la Communauté. Mme Thatcher a répété qu'elle refuserait toute augmentation des prix agricoles aussi longtemps qu'elle n'aurait pas obtenu satisfaction. Elle est convenue avec le chanceller qu'un accord était improbable au cours des réunions européennes, à la fin du mois. Le chef du gouvernement de Bonn a pour sa part d'autres soucis: les menaces qui pesent sur l'économie occidentale et qui créent selon lui a le plus important désordre denvis les an-

nees 30 >. Le chanceller ne veut pas « dramatiser : la querelle européenne. Il a donné l'impression de s'en désintéresser largement, en tout cas de ne pas vouloir prendre parti dans une affaire qui dewent de plus en plus francobritannique. Sa position peut se resumer en trois points :

disteur entre Londres et Paris sur la question de la «dégressivite » de la ristourne consentie : la Grande - Bretagne, a dégressivité » que refusent les Britanniques et qu'exigent les Français :

- Enfin, il y a, pour lui, plus urgent que cette dispute budgé-taire. Après tout, la R.F.A. est contributeur net au budget communautaire depuis vingt - cinq

Parmi les problèmes plus urgents, le chancelier place au premier rang les difficultés des économies occidentales et les taux d'intérêt élevés pratiqués par les Américains. Mme Thatcher et M. Schmidt sont convenus d'entreprendre des démarches auprès de M. Resgan : mais le premier ministre britannique a surlout insisté sur la nécessité de mener dans chaque pays une politique monétaire et budgétaire rigoureuse, seul moyen, selon elle, de faire baisser le cost de l'argent.

DANIEL VERNET.

Turquie

M. Tindemans a discuté avec les dirigeants des problèmes affectant les relations entre Ankara et la C.E.E.

De notre correspondant

Ankara. - M. Tindemans. mlnistre des affaires étrangères belee. a effectué un séjour de vingt-quatre heures le 19 mars à Ankara, en sa qualité de président du conseil des ministres de la C.E.E. Au cours de cette visite qu'il a qualifiée de « très productive . M. Tindemans s'est entretenu evec M. Turkmen, son homologue turc, l'amiral Ulusu premier ministre le professeur Irmak, président de l'assemblée consultative, avant d'être recu par le général Evren. Il présentera le lundi 22 mars à Bruxelles un rapport sur ces conversations. devant les ministres des affaires étrangères des Dix.

Bien que rien n'ait filtre de ces entretiens, il semble que tous les problèmes affectant les relations de la Turquie avec la C.E.E. alent été évoqués. Du côté turc, on a assuré que le calendrier du retour à un pouvoir rivil (en 1984 au plus terd) sera respecté). Les dirigeants tures ont tenu à indiquer au ministre que les pressions exercées par certains groupes de l'étranger sur Ankara sont

interprétées ici comme une «ingérence dans les affaires intérieures », produisent a des effets tout à fait contraires et rendent plus dificile la tache du pouvoir ». Ils out affirmé que le pouvoir se garde de toute intervention dans le travail des tribunaux militaires et s'efforce de punir les membres des forces de l'ordre avant recouru à la torture.

Les autorités turques ont, d'autre part, remis un memorandum à M. Tindemans dans lequel elles plaident contre les restrictions imposées par la CEE, au prix maximum du fil de coton turc et l'application d'un tarif douanier de 16 % sur ce produit. Si la C.E.E. ne revenait pas sur cette decision. Ankara imposera une taxe de 15 %, en représailles, sur les produits sidérurgiques européens. Les dirigeants turcs ont egalement protesté contre le blocage du programme quinquenna! d'aide économique européenne à la Turquie (quelque 640 millions de dollars).

ARTUN UNSAL

Italie

LE DOCUMENT DE « L'UNITA » ACCUSANT LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DE TRACTATIONS AVEC LES BRIGADES ROUGES ÉTAIT UN FAUX

De notre correspondant

communiste a reconnu. vendredi 19 mars, que le document publié per l'Unita, qui mettalt en cause deux personnalités démocrateschrétiennes pour le versement d'une rancon aux Brigades rouges, une ecorrespond pas, en tout ou en partie, à la vérité ». Dans l'après-midi. le directeur de l'Unita. M. Petruccioli, avait fait parvenir une lettre de démission a M. Berlinguer. A Naples, la journaliste Marina Maresca,

Rome. — La direction du parti

qui avait été à l'origine de cette information malencontreuse, a été Interrogée par le juge d'instruction charge de l'affaire. Ayant refusé de donner le nom de la doute très haut placée personne qui lui a remis le docu- peut dévoiler le nom ment, elle a été placée en détention provisoire.

Ce document faisait état de la visite rendue dans sa prison à Raffaele Cutolo, «boss» de la Mafia napolitalne, par un ministre et un secrétaire d'Etat pour negocier la libération, movement palement d'une rançon, de M. Cirillo, enlevé au printemps dernier par les Brigades rouges. Le texte du prétendu procèsverbal des services secrets était une vulgaire feuille comportant des références chiffrées qu'on trouve dans toutes les papeteries. La seule explication plausible est que le document a été fourni au P.C.I. par une source en laquelle il avait toute conflance et sens doute très haut placée, dont il ne

Union soviétique

MORT DU MARÉCHAL TCHOUIKOV LE HÉROS DE STALINGRAD

Le maréchal soviétique Vassili Il est alors nommé à la tête de Tchoulkov, hèros de la bataille la 62° armée : il u gagnera une de Stalingred, est mort jeudi 18 mars, a l'age de quatre-vingt deux ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris vendredi. a Moscou, dans son entourage. [Në le 12 février 1900 dans une famille paysanne de la région de les rangs de l'armée rouge en 1918; il participe que combats Au printemps 1945, il commande contre Koltchak sur le front oriental, puis contre les Polonais de Berlin, où il reçoit la reddition sur le front occidental. Après des des troupes allemandes aux côtés études à l'académie militaire, il de Joukov. Il exerce ensuite est envoyé de 1926 à 1937 en divers commandements en Alle-Chine comme conseiller militaire de Tchiang Kai Chek. Après la il est promu au rang de maréguerre de Finlande, il retourne chal, et en 1963 devient premier en Chine comme attaché mili- vice-ministre de la désense, poste taire. Au printemps 1942, on lui qu'il cumulera avec celui de chef confie le commandement de la de la défense anti-aérienne. On 64° armée, et il se distingue par- ignore quand il cessa ses activités ticulierement durant la retraite militaires. Il était membre du sur le Don, en juillet et en août. comité central]

la 62º armée : il y gagnera une renommée mondiale en tant que héros de la défense de Stalingrad. Cette première victoire importante contre les troupes de Hitler constitua le tournant psychologique de la guerre, même si ce tut la bataille de Koursk, en Toula, Vassili Tchouikov rejoint juillet 1943, qui en marqua véritablement le tournant militaire. la 8º armée pendant la bataille magne, puis en U.R.S.S. En 1955.

文/教育 維 (1) 本

THE PLANE

The see old market beat manufact THE PERSON STREET STREET, THE PARTY OF THE P 平台 全心 医动物病毒 电影神经电影 THE PARTY AND ASSESSMENT THE PARTY OF THE PA THE WAR ARE SE PARTIES. Strangering of the Stranger Berten Be

14.11 FA 中国的第一次 機能性 海峡 The case the side was sometimes · A Section of the William of THE RESERVE AND A SHARE THE PARTY. The second of th - of spice of their same and the second THE PERSON NAMED OF THE PERSON OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TO THE PERSON NAMED IN COLU more and and the second of the and the Arter's special spices. The first the series was the time the THE PROPERTY OF

THE THE SHAPEN M. M. M. CO. The second with the second of the second

The second of the second of the second which we will be the state of t THE REAL PROPERTY OF THE PROPERTY OF man friends for the second states of the second the second second second second The second of the second of the second of The same of the sa The second secon and the state of t in . Company of the name of the train of the second

to the first the state of the first than the state of the A STATE OF THE PROPERTY OF THE

and the second of the second o

The state of the s

and the second second second second second second men. der Septembel. Auffrecht feine Andresten

interviendra pas

determination of the

Thu Te

3 W2

100 Per 1

Turquis

a merate avec les dingui

es affectant les relation

Ankara et la C.E.E.

in the set of the second second

on the state of t

\$ **

-

"¶" 4

Birgi #

₹ **持**事務の基準 (1)

franco - britanniae

Les survivants

(Sutte de la première page.)

Une campagne sur l' « tatolérance » du nouveau régime se déclenche. Tandis qu'elle se dédes experts désignés - comme il se doit - pour préciser les circonstances exactes de la mort rendent des rapports contradictoires.

Le troisième temps - non le dernier — de l'alfaire Lucet débutera avec la publication tardive, le 16 mars, non d'un mendiscutable : les expertises des médecins permettent de conclure au suicide, celles des spécialistes de la balistique n'y autorisent pas. Est-ce la suspicion, l'accusation de meurtre, voire la désignation de criminals possibles? Est-ce une contre-campagne qui se dévelopoe, destinée à annuler la précédente à inverser l'impact politique d'une polémique? Ceux

« LA PAROLE EST AUX EXPERTS » nous déclare M. Badinter

Le corps de René Lucet, ancien directeur de la calsee d'assurancemaladie des Bouches-du-Rhône, exhumé, jeudi 18 mars, en début de matinée au cimetière de Fontainebleau et transporté à l'institut médico-légal de Paris pour autopate a été nouveau inhumé, vendredi 19 mars. Les six experts nommés par le procureur de la République de Marseille continuent leur travail et devraient conclure sous huitaine. Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, nous a déclaré, ce samedi 20 mars : - Au vu des discordances entre les premiers rapports de balistique et d'expertise médico-légale, il fallait que la justice mette en ceuvre une nouvelle expertise. Il n'y a pas encore d'affaire judiciaire, pas de jugo d'instruction saisi, simplement une recherche. En d'autres termes, c'est le temps des interroga-

tions. Et qualle que soit l'intensité

d'un dreme humain. Il y a des in-

terrogations auxquelles la fustice ne

peut pas ne pas a efforcer de répon-

dre. La parole est maintenant aux D'autre part, l'Agence France-Presse révèle que, quelques heures avant sa mort. René Lucet avait fait acheter un billet d'avion afin de se rendre à Paris. René Lucet, découvert mort le 4 mars, avait en effet rendez-vous le 5 mars, à dixsept heures, avec M. Michel Lucas, conseiller auprès de Mme Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité nationale, pour discuter de sa nouvelle affectation.

POLICE

dirigée contre «la gauche qui tue » transforment détà la désiaprès cette « vérification » commencée entre les deux tours des

élections cantonales. La vérité sur cette question est pourtant fort claire. Dès lors que le parquet est informé que des experts sont en désaccord sur les conditions d'une mort violente. 11 est de son devoir d'interroger de nouveaux experts. Imagine-t-on e tollė — légitime — qu'aurait suscité l'attitude du parquet et de la chancellerie si, connaissant ces contradictions. Ils avaient feint de les ignorer? Si un reproche peut être fait, c'est d'avoir attendu que la presse révèle les contradictions des experts pour distiller tradivement l'informa-

tion, à temps et à contretemps. Les experts traquent la vérité des faits et chacun - s'il a le souci de la vérité — devrait se féliciter que des doutes subsistant, on cherche à les lever.

Une partie de la presse, pourtant, est mise en accusation pour avoir publié ces faits. Aurait-on compris que la presse s'interdise de signaler — sans conclure — les éléments nouveaux et avérés, résultant de la procédure? Dans un climat passionnel, il était clair que des procès d'intention seraient faits en réplique. Bien sûr, évoquer l'existence d'un doute c'était inaugurer l'ère du soupcon. Mais que dire - là encore - de

SUCCÈS DE F.O. AUX ÉLECTIONS DE LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE - MALADIE DU

élections de délégués du perd'assurance majadie du Sud-Est (dont le siège est à Marseille), qui viennent de se dérouler le 18 mars, elle venalt d'enregistrer eun très net succès » en obtenant, avec 50,71 % des voix, la majorité absolue. influence Heu 1981) soit 36.13 % au 40.64 %. La C.F.D.T recule légè-13.06 % (13.89 %).

exposer les faits dès lors qu'on les

devrait plaider - dans tel ou tel

limiter l'affaire à un fait divers indécis dont, schématiquement, le dénouement — sous la forme d'un rapport d'experts devrait enchanter la droite ou soulager la gauche, un joue un jeu à la fois faussé et ignoble. Comme si René Lucet allait post mortem se venger des uns ou accabler les autres.

Au-delà de ce qu'en diront les experts la semaine prochaine, l'affaire Lucet gardera une autre dimension, qui dépassa de loin le drame de cet homme, les polé-

miques passées et à venir. Elle a

da volle, sur l'enjeu financier. politique et syndical de la gestion de la Sécurité sociale. Elle a déjà permis, au-delà des semplternels s'aggrave », de constater qu'il avait là pour certains un e fro mage > bien tentant, une base institutionnelle et financière où, derrière les proclamations militantes de tous bords, peuvent s'abriter quelques convoitises peu avouables. Une protection sociale qui protège les malades mais pas seulement eux. Un réseau complexe et enchevêtré d'amitiés de combines possibles, dont les bénéficiaires se recrutent dans des camps politiques parfois antagonistes en apparence. Crime ou suicide, René Lucet est mort. Ce qui ne meurt pas et appelle d'autres expertises ce sont les

dessous de cartes d'une partie qui

continue de se jouer, là ou

Qui désignera des experts-là?

ailleurs, entre les survivants.

BRUNO FRAPPAT.

Correspondance

LES MÉTHODES DU PARQUET DE MARSEILLE

Yves Lemoine, magistrats, anciens juges d'instruction, nous ont adressé la lettre suivante : L'affaire Markovic présentait - entre autres - cette particularité que le médecin légiste commis pour autopsier le cadavre ne s'était pas rendu compte que ce dernier avait reçu une balle dans la tête. Il avait fallu l'exhumer plusieurs mois après les faits pour s'en rendre compte. Une simple radiographie du cadavre aurait pourtant suffi éviter cette perle inscrite dans les annales. Il semblait acquis, depuis lors, que toute antopsie médicolégale devait être systématique et que l'expert ne devait pas s'arrêter en cours de route sur la foi

de ses impressions personnelles. L'affaire Lucet montre, hélas que la lecon n'a pas servi. Il a fallu, là aussi, procéder à une F.O. vient d'annoncer qu'aux exhumation dont on peut supposer qu'elle est en partie motivée sonnel de la caisse régionale par l'imperfection des premières Mais faut-il pour autant acca-

bler les experts ? Certainement

Das L'article 74 du code de procédure pénal réglemente l'activité du procureur de la République Tous collèges confondus F.O. en cas de découverte d'un cadaobtient 1 108 voix (1 001 en 1981) | vre. S'il semble blen que, conforsoit 50,71 % au lieu de 45,27 %. mément au deuxième alinéa de cet article, le procureur de la Republique se soit rendu sur de | place (tardivement?) en la personne d'un de ses substituts, il rement avec 284 voix (297) soit s'est autorisé, selon une pratique

MM. Dominique Coujard et à se faire « ... assister de personnes capables d'apprécier la nature des circonstances du décès » en allant jusqu'à désigner des « experts » qui ent procédé. hors de toute possibilité de contrôle, aux mesures d'autopsie. Que n'a-t-il, conformément au

dernier alinéa de ce même article requis la désignation d'un juge d'instruction pour rechercher les causes de la mort? Dans cette hypothèse seulement, les experts procèdent à leur mission sous le contrôle du juge d'instruction... > (art. 156 CPP). Cette erreur n'en est pas une.

L'histotre judiciaire est remplie de ces cadavres mystérieux et de ces enquêtes mort-nées par le seul fait que les parquets ont voulu en garder le plus longtemps possible la maîtrise. M. Vilatte, procureur de la

République à Marseille, a peutêtre retiré de son séjour au Palais de justice de Paris l'enseignement qu'il vaut mieux diligenter une enquête qui n'aboutit pas due perdre le contrôle d'une enquête qui risque d'aboutir.

Lorsque, ces dernières années, le Syndicat de la magistrature dénoncait par une phrase lapidaire. a Paris tribunal d'exception », les méthodes du parquet de ce tribunal il ne disait pas autre chose. Le tribunal de Marseille dont les pratiques du parquet ont certes un tribunal coas comme les autres » : esti-il délà devenu malheureusement trop courante, un tribunal d'exception?

La Journée internationale contre le racisme

Six gardiens de la paix sont inculpés après des < bayures >

A PARIS

M. Georges Martin, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé, vendredi 19 mars, de « violences illégitimes par agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions » trois oardiens de la paix, MM. Daniel Le Gloannec, trente-huit ans. et François Padovani, vingt-sept ans, qui ont été placés sous mandat de dépôt, ainsi que le brigadier Dantel Fessan, trente-quatre ans, laissé libre, mais sous contrôle fudiciaire.

Selon des témoignages, ces trois policiers ont fait irruption 3 mars à 1 heure du matin dans main-Pilon à Paris (18°), L'un des consommateurs, M. Jean-Hernandez, trente - huit demeurant à Marseille, de passage dans la capitale, aurait refusé d'exhiber ses papiers esti-mant qu'il n'avait rien à se reprocher. Il fut alors mis en joue par les policiers après avoir été brutalement frappé par deux gardiens de la paix qui l'auraient trainé dehors puis l'auraient abandonné sur le trottoir en le menaçant de représailles au cas où il porterakt plainte Transporté à l'hôpital Lariboisière, il devra subir une incapacité totale de travail de vingt et un jours.

Quelques jours plus tard, le tenancier du débit de boisson aurait recu la visita d'inconnus qui lu sureient conseillé, à leur tour, la plus grande discrétion vis-a-vis de l'Inspection générale des services (I.G.S.).

Les trois inculpés prétendent que M. Hernandez les avait frappes le premier, les aurait menacés avec un verre et qu'ils l'auraient maltrisé evec beaucom de difficlutés. Les policiers se seraient abstenus d'établir un procèsverbal de rébellion « dans un out humanitaire » ont-ils déclaré. afin d'éviter de lui causer du tort. D'autre part, trois autres gardiens de la paix...du commissa-

riat du huitième arrondissementa Paris, MM. Jacques trente-trois ans Albert Ventura vingt-sept ens, et Florien Bertkowiak, trente-deux ans, ont été inculpés vendredi 19 mars, par M. Georges Martin, d'attentats à la pudeur sur une mineure de plus de quinze ans « sans violence et sans contrainte, par personnes ayant abusé de l'autorité que leurconferent leurs fonctions et laissés en liberté. Les trois policiers sont accusés d'avoir, dans la du 17 au 18 mars, abusé d'une jeune fille de seize aus qui s'était enfule d'un établissement psychiatrique de Perray-Vaucluse (Yvelines).

Les trois gardiens de la paix ont expliqué que, chargés d'assula sécurité sur les Champs Elysées, ils avaient été « dyugués » par cette jeune fille qui paraissait avoir vingt ans et l'avaient emmenée dans la voiture particulière de l'un d'eux sur les quais. de la Seine, où ils ont eu des rapports sexuels avec elle sans véritablement se rendre compte de son état mental La jeune fille s'est ensuite présentée au commissariat des Champs-Elysées, où elle | medi 29 mars, à 4 h. 39 (heure fran-

a raconté ce qui s'était passé. Les tavis policiers ont été suspendus de leurs fonctions, en attendant la décision cui aera prisa après l'avis de la commission de l spécialement chargé des affaires fonte des neiges qui reconvenient le

Plusieurs manifestations sont a été reçue par M. Dajmar Najprévues en France à l'occasion de man, sous-directeur général rela célébration, le 21 mars, de la présentant M. Amadou Mahtar « Journée internationale pour M'Bow, directeur général de l'élimination de la discrimination UNESCO actuellement en visite raciale», décrétée par l'O.N.U. De en Corée du Sud. nombreuses initiatives ont été

Le P.S.-lui a remis une lettre prises par des associations, locales demandant que l'UNESCO, a sumou nationales. Parmi celles-ci onbole du droit de tous à l'enzeipeut signaler l'organisation, sagnement, devienne aussi le promedi 20 mars, à 20 h 30 à la pagateur de l'enseignement des Domus Medica (60, boulevard de drotts, et d'abord des drotts fon-Latour - Maubourg à Paris - 7°), damentoux de l'homme ». Le delegation socialiste s'est ensuite d'un colloque de la Ligue internationale contre le racisme et rendue chez Mme Nicole Quesl'antisémitisme (LICRA) sur le tiaux, ministre de la solidarité thème : Psychologie et psychonationale.

Le gouvernement français participe, pour la première fois, de manière officielle à cette célébration. C'est ainsi que M. Mauroy Georges Gachnochi, Cyrille Koupernik, Emmanuel Le Roy Ledudonné des instructions aux rie, Serge Moscovici, Ibrahima ministres pour qu'ils prennent des Sow. D'autre part, dimanche, la Initiatives a contre le racisme ordinaire », en particulier à l'égard des immigrés, mais aussi à partir de l'angle de la rue de des nomades. L'éducation nationale a demandé aux recteurs d'inviter les enseignants à lire aux élèves un texte sur ce sujet. Mme Questiaux a invité tous ses fin d'après-midi une manifesta-tion devant le siège de l'UNESCO services à veiller davantage à la qualité de l'accueil des étrangers. Enfin, le ministre des relations extérieures devait faire une intersecrétaire national du P.S. aux vention sur l'importance donnée par la France au tiers-monde.

Aux Etats-Unis **NOUVELLE ÉRUPTION**

DU VOLCAN MONT-SAINT-HELENS

pathologie du racisme ».

Parmi les intervenants annon-

cés : MM. Jean Pierre - Bioch,

LICRA organise à Paris une

marche silencieuse à 15 heures

Tilsitt et de l'avenue des Champs-

De son côté, le parti socialiste

a organisé vendredi 19 mars en

à Paris. Une délégation dirigée

par M. Michel de la Fournière.

droits de l'homme et aux libertés,

Une éruption explosive du volenn américain Mont-Saint-Helens (Etat de Washington) s'est produite, saçaise). Un panaché de cendres et de vapeur haut d'an moins 13 kilomètres s'est élevé an-dessus du volcan et se dirige vers le sud-sud-est à une vitesse évaluée à 30 kilomètres à discipline du ministère de l'inté- Phoure. Des mises en garde out été rieur. Le dossier a été confié à adressées aux riverains de la rivière M. René Feneyron, premier juge Tottle, dont on craint une rapide d'instruction au tribunal de Paris, montée des caux à la suite de la

UN ENFANT ABANDONNE MEURT DE FAIM ET DE SOIF

Venus signifier un arrêté d'expulsion à une habitante de Boulogne-Billancourt (Hauts - de -Seine), les politiers ont déconvert. le 18 mars, le cadavre d'un enfant de deril ans. Il était mort, seul, de faim et de soif. Se mire l'avait abandonné au mois de décembre.

Mme Evelyne Boutin, âgée de trente ans, mère du petit Jean-Benoît, a été arrêtée vendredi et présentée ce samedi matin an parquet de Nanterre.

FAITS ET JUGEMENTS

Les frères Boone

été remis en liberté.

lez-Lille depuis le 4 décembre 1981 pour exportation frauduleuse de capitaux, a été remis en liberté le 19 mars par M. Patrick Flevet, juge d'instruction, après versement d'une caution de 1 million de francs, Son frère François, cinquante-sept accusé de complicité a lui aussi

Les commissions rogatoires lancées par le juge d'instruction vers la Suisse, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, sont toutes demeurées sans réponse... Les douanes, qui évaluent le montant des amendes à payer par M. Boone à 56 millions de francs, ont pris des mesures conservatoires sur les blens immobiliers de l'agent de change.

Cette affaire avait connu un grand retentissement dans la région du Nord, en raison de l'inculpation et de l'incarcération le 4 décembre de trois dirigeants de l'importante entreprise de bâtiment Caroni, ainsi que de l'épouse de l'un d'eux. Ils avaient été libérés sous caution quelques jours après.

D'autre part, un ancien député U.D.F. des Hautes-Alpes, M. René Serres, cinquante-trois ans, entrepreneur, maire de La Roche-des-Amauda, impliqué dans cette affaire, écroué à Lille le 10 décembre avait été relaché le 20 décembre après versement d'une caution de 2 millions de francs (le Monde des 6, 11, 12, 16 et 20 décembre 1981) — (Cor.)

Marcel Barbeault sera rejugé.

de la cour d'assises de l'Oise, qui Me Claire et Philippe Waquet et tenwille, avocat général, remarque que, pour condammer Mercel Barbeault à la réclusion criminelle à perpétuité, la cour d'assises avait répondu affirmativement à la question des dirconstances atténuantes Mais, depuis le promulgation de la loi du 9 octobre 1981, abolissant la peine de mort l'assassinat ou le meurtre assorti d'un autre crime (le vol qualifié) est sanctionné par la réclusion criminelle à perpétuité.

Le « tueur de l'ombre », accusé de cina assassinata assortis d'un autre crime (le voi qualifié). avant donc bénéficié des circonstances atténuantes, le maximum de la peine qui tui est applicable devient celui de la réclusion criminelle à temps Les magistrats de la Cour suprême ont fait application du principe selon lequel a une loi nounelle édictant des penalités moins sévères doit être appliante nux tatts commis antérieurement lorsque ceux-ci n'ont pas donné lieu à une condamnation devenue définitive au moment où la loi nouvelle est entrée en vigueur v. La chambre viminelle a ren-

voyé Marcel Barbeault devant la même cour d'essises.

- Beneft et Luc ont la joie d'annoncer la naissance de Marie Amour. le 12 mars 1982. Doctours J. et D. SAINT PAUL

01190 Chavannes-sur-Reyssouss.

- Anne-Marie ARTAUD-MACARI

Yves COLMOU sont heureux de faire part de leur mariage qui a en lieu le 20 février 1982, à Roquebrune - Cap-

- Ses deux filles, Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 18 mars 1982, de M. Samuel BUCHHENDLER, ancien volontaire des Brigades internationales

ancien déporté à Auschwitz et Buchenwald. Les obsèques auront lieu le mardi 23 mars 1982, à 15 heures, au cimetière de Bagneux.

- Nous apprenous le décès, survenu le 8 mars 1982, à La Rochelle, du capitaine André CANTES, compagnon de la Libération. INA la 16 mai 1906 à Tours, André

Cantes s'engage dans l'aviation avant la deuxième guerre mondiale. Il est tieutenant mécanicies lorsqu'elle survient. Fait pri-sonnier, évadé, il rejoint la France libre et participe à la guerre aérienne alors que son père, sa mère et ses deux en-tents ont pèri au cours d'un bombarde-

mitralileur, à une opération de bombardement au dessus de la Crète, il est grièvement blessé pendant cette opéra-tion et au resour. Amputé de la jambe droite, il passera un an à l'hôpital de Beyrouth et y subira une dizaine d'ope-rations avent d'entrer en convaisscence. Il souhaite malgré tout reprendre sa place — comme capitaine mécanicien — jusqu'à la Liberation. Son comportement héroique dans les forces aériences françaises libres kul vaudra d'être fait compagnon de la Libération le 30 mai 1944.]

- Les familles Chaine, Akrich ont le grand chagrin de faire part M. Charles Auguste CHAINE, survenu le 15 mars 1982, à l'âge de solvante-deux ans. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. Les familles s'excusent

Chaine, Akrich, Berrih, f. rue Villians-de-Gonesse 93240 Btains.

- Mme Charles Delloye. con épouse, M. et Mme Charles Delloye-Zrim. son fils et sa belle-fille, Iris et Hélène Delloye, ses patites-filles, Mme Maurice Vandarhashen

Delloye, M. et Mme Henri Delloye-Thirlez, Mme Jean Champy-Pagniez, sa sœur, son frère et ses balles-sœurs Et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décés de

M. Charles DELLOYE, chevaller de l'ordre national du Mérite. de 1935 à 1982.

de Thun - Saint - Martin survenu le 18 mars 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année, après une longue et cruelle maladie. le lundi 22 mars, à 15 heures, en l'église de Thun-Saint-Martin (59). Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sedan (Ardennes), Mme Jean G. Laroche. Et ses enfants.

ont la douleur de faire part du docteur Jean G. LAROCHE, survenu le 14 mars 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obseques ont eu lieu dans une très stricte intimité, à Sedan, le 17 mers 1952, 2, rue de la Ferme. 08200 Sedan.

a été incinéré le mercredi 10 mans 1982, à 8 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise dans l'intimité.

- Mms Jean Perget, Le contrôleur des armées Jacques

Perget,
Mine Jean Bouscharain, Et leur famille. ont la douleur de faire part du

M. Jean PERGET, chevalier des Palmes académiques leur époux, père, beau-frère, parent survenu le 17 mars 1982,

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule (154, Faubourg-Saint-Honore, Paris-8), où l'on se réunira le mardi 23 mars 1982, à 10 h. 30. L'inhumation aura lieu dans l'in-Cet avis tient lieu de faire-part

48, rus de Berri, 75008 Paris. 2, square Racan, 75016 Paris.

— Le docteur Thérèse Zourbas et la professaur Jean Zourbas. M. et Mme Claude Paquet, Mms Nicole Levalliant-Remondon Louis enfants et petits-enfants. Mma Roger Cotterelle, M. et Mme Didier

Et toute la famille. ont la douleur de faire part du décès de Mme Henri REMONDON. nes Suzanne Hardoln. leur mère, grand - mère,

rappelée à Dieu le 17 mars 1982, dans sa quatre-ringt-unlème année. La cérémonie religiouse sera célébrés dans l'intimité familiale, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le lundi 22 mars 1982, A 14 heures. Cet avis tient lien de faire-part.

3. square du Roule. 75008 Paris. 71. boulevard Victor-Hugo 92200 Neurilly-sur-Seine. 6, villa Courtaion. 10000 Troyes.

Anniversaires

- A cour qui gardent au cour le souvenir de Daniel PHILIPPOT une pensée est demandée en ca-

sixième anniversaire de sa mort. - Le 19 mars 1981 mourait Guy de SERRES-JUSTINIAC. Que ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, se souviennent de ini!

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

- Université de Paris-III. (Sorbonne nouvelle), hundi 4 mars, à 14 h. 30, salle Greard, M. Francis, Ramirez : « Histoire du cinéma colonial au Zaire, au Rwands et au La caremonie religiouse aura lieu Burundi »,

Guerre ou paix pour l'école privée ?

II. - APOCALYPSE, DEMAIN?

Les consultations entreprises par M. Savary sur l'avenir de l'enseignement privé continuent. En attendant que le ministre de l'éducation nationale ne soumette des propositions à la négociation, ses partenaires se

préparent. Certains se mobilisent mais avec sang-froid (« le Monde » du 20 mars). De leur côté, des militants du parti socialiste ont imaginé Déjà 1983 a commence L'an-

née scolaire n'en est qu'à sa mitemps. Mais la préparation du budget pour l'an prochain ne peut plus être retardée. Pas de chance. Le gouvernement aurait préféré pouvoir prolonger son répit. Tenir l'engagement du candidat Francois Mitterrand en mars 1981 de mettre en place « un grand ser-vice public, unifié et loique, de Peducation nationale » en prenant le temps, comme il en a toujours affirmé l'intention de « convainvre sans contraindre ».

Consulter, écouter avant même de persuader. M. Alain Savary. ministre de l'éducation nationale, s'y emploie. Depuis deux mois, responsables de l'enseignement catholique, des confessions protestante et juive (1), de syndicats d'enseignants et de fédérations de parents d'élèves des deux secteurs, qu'ils scient majoritaires ou groupusculaires, tous sont reçus et parlent. Parfois, le silence du ministre, sa volonté d'entendre avant de dévoiler, décoivent l'impatience de ses interlocuteurs, et leur flèvre s'en trouve attisée.

La première phase ne s'en passe pas moins sans fracas. Début février, le congrès de la FEN, dont l'entourage de M. Savary craignait qu'il ne complique les cho-ses, qu'il n'étale des assauts de laicitė combattante, n'a pas allume de brasiers. M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), le qualifie lui-même de « congrès sans excès ». Dans les deux camps, les extrémistes restent en retrait. En réserve, peut-être.

La a récupération politique dont deux syndicats de chefs d'établissements privés dénoncaient le risque à leur sortie de chez M. Savary, le 4 mars, n'a pas pris l'ampleur que les appels de M. Chirac et de M. Alain Juppé pour le R.P.R., du P.R., du Centre national des indépendants et des paysans et de l'UNI (Union nationale interuniversitaire) auraient pu laisser prévoir. Enfin, recemment, l'arrêt du Conseil d'Etat, dont l'effet sera d'obliger la commune d'Aurillac (Cantal). subventionner, contre son gré le fonctionnement d'une école primaire privée sous contrat d'association, le jugement du tribunal administratif de Nantes dans le même sens, celui du tribunal administratif d'Amiens en sens inverse, ont moins réveillé les passions que révêlé les imperfections techniques de la loi Guermeur. Imperfections que les prochains textes sur la décentralisation accentueront, par exemple, en retirant aux successeurs des préfets le pouvoir d'inscrire d'office des dépenses au budget des com-

Le gouvernement sait donc qu'il devra bientôt quitter le port. Des échéances approchent. A ses interlocuteurs - au secrétaire général de l'enseignement catholique notamment — qui lui

● Un numéro spécial du Pèlerin sur l'enseignement catholique. — L'hebdomadaire le Pèlerin publie un numéro hors série consacré à l'enseignement catholique, «Une réalité d'aujourd'hui». En plus d'entretiens avec le secrétaire général de l'enseignement catholique et le responsable des parents d'élèves de l'enseignement libre, ce numéro présente un historique de cet enselgnement. Un sondage effectué par la SOFRESle Pèlerin, auprès de 1000 personnes, est présente dans le même supplément : Il fait état de 34 % d'opinions très favorables au maintien de l'enseignement libre, 37 % d'assez favora-bles, 12 % d'assez opposés, 8 % très opposés, 9 % des interrogés se déclarant sans opinion. (*) Le Pèlerin, 53 pages, 10 F.

■ L'Association française des journalistes catholiques organise mardi 23 mars à 15 heures à Paris, au Sénat (salle Médicis) un colloque sur le thème: « Quelle liberté pour l'Ecole? ». Les responsables de l'enseignement catholique, juif et laïque y participeront, notamment Mgr Jean Martin directeur de l'enseignement catholique du diocese de Versailles, MM. Armand Levy. vice-président du Fonds social juu muje (F.S.J.U.), ki koudi, chargé de l'enseignement au F.S.J.U., Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action lasque (C.N.A.L.); Mmes Hélène Missoffe, député R.P.R., ancien ministre, secrétaire générale de l'Association parlementaire pour la liberte de l'enseignement. Elisabeth Giraudel, responsable de l'Union départementale des associations de parents de l'enseignement libre, M. Guy Bruel, président de l'Association francaise des journalistes catholiques, animera le débat.

par CHARLES VIAL

l'an prochain, M. Savary a répondu que « le gouvernement avouent: a Il ne sera plus possi-ble en 1983 d'accepter, comme cette année, une augmentation privé (22 %) aussi supérieure à celle des crédits de l'enseignement public (17,3 %). a L'écart est dù surtout à des reclassements de personnels du privé, désormais alignés sur leurs homologues du secteur public, et à des provisions pour retraites. Mais la revue Ecole et Socialisme, qui présente ces explications, note que « la mécanique des contrats qui fait que l'Etat paie à guichets ouverts est préoccupante », et conclut : a la situation actuelle ne peut rester en l'état ». Il n'y a donc plus qu'à inventer

demandaient des assurances pour l'avenir. Les nautoniers du gou-l'an prochain, M. Savary a vernement sur ces eaux périlleuses pourraient être les élus socialistes des régions ou le problème se vit le plus au quotidien, dans les rela-tions officielles comme dans les rapports personnels: la Bretagne.
Depuis plusieurs années, ceux qui étalent ou allaient devenir en juin 1981 députes du P.S. en Vilaine et Morbihan, plus quelques-uns de Loire-Atlantique, se ler ensemble. L'un d'eux. M. Didier Chouat dénuté des Côtes-du-Nord a exposé leurs vues. il y a quelques semaines au congrès du Syndicat national des chefs d'établissement d'enseignement libre (S.N.C.R.E.L.), en présence de M. Jacques Barrot, député UDF. de Haute-Loire et president de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseigne-

souple: « Vos arguments sont

M. Chouat et les élus socia-

listes bretons mettent l'accent

sur « le franchissement de plu-

sieurs étapes étalées dans le temps ». La première serait celle

d'une réforme législative du

contrat d'association - le

contrat simple, dont le nombre

diminue d'ailleurs, étant vous à

disparaître, comme l'a annoncé

M. Mitterrand l'an dernier. Le

nouveau contrat d'association ne

remettait pas en cause les dis-

positions qui, dans la loi Guer-

meur, concernent les personnels.

Il les étendrait plutôt, sur la

parité des retraites (dont les

cotisations sont plus élevées ac-

tuellement pour les enseignants

du privé), sur les passages d'un

corps à l'autre. Il devrait aussi

a offrir des garanties sur l'exer-

cice des libertes » dans les éta-

blissements prives: libertés syn-

dicales libertés d'association des

d'un a contrôle réel par la col-

lectivité de l'utilisation des fonds

publics ». M. Chouat souligne la

e position de porte-a-jaux où

sont actuellement les communes »

à l'égard des écoles primaires.

Elles doivent leur attribuer des

crédits en vertu d'un contrat qui

les a ignorées lors de la signa-

ture, puisque les deux parte-

naires sont l'école et l'Etat (re-

présenté par le préfet). Dans le

nouveau contrat d'association.

les collectivités locales participe-

Le point névralgique est celui

les miens. »

parents.

Selon M. Chouet, le dualisme scolaire se traduit sur le terrain. a non par une emulation mais par une situation de concurrence, source de gaspillage ». Et de citer le cas de ce bourg des Côtes-du-Nord, Mur-de-Bretagne, où coexistent un collège privé de cent vingt élèves et un collège public de cent soixante élèves. Au dualisme, il conviendrait de substituer un a grand service public pluraliste ». La rémification des écoles dans ce grand service « rompant avec le carcan administratif et répondant, par le ou les projets éducatifs de chaque établissement, aux besoins de la population du secteur » ferait en sorte que « toutes les écoles de France ne soient pas toutes habillées avec le même costume ». Cet état d'esprit éclaire la carte scolaire d'un jour différent. a Indispensable moyen de la planification des équipements », elle doit éviter qu'on enseigne n'importe quoi n'importe où. Mais, en même temps. M. Chouat est formel, elle doit a devenir d'une grande souplesse dans son application », c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'affecter les enfants dans les établissements. Ce serait là une nouveauté considérable qui ferait bénéficier le secteur public d'un des atouts fondamentaux privé, comme le souligne M. Robert Ballion dans son ouvrage les Consommateurs *d'école* (3). Il resterait à préciser les modalités (instance d'appel, de régulation par exemple). Il faut noter que M. Savary aurait répondu aux représentants de l'association pour l'évolution de l'enseignement catholique qui insistaient auprès de lui en faveur de l'existence d'une carte

Les collectivités locales seraient représentées dans les organismes de gestion des établissements. Cette disposition - qui parait exorbitante à certains - et cependant en usage, dans les conseils d'administration des maisons des jeunes, par exemple, ou des centres aérès, que subventionnent les communes. C'est une constante dans la vie associative. Des formules intermédiaires ou voisines existent d'ailleurs. Début mars, le directeur de l'école Saint-Michel à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) refusait la présence d'un conseiller municipal au conseil de gestion de l'école, a ne voulant pas servir d'exemple » ; en revanche, il se déclarait favorable à la signature d'une convention avec la mairie, à l'image de celle conclue à Roanne (Loire) dont le maire est M. Jean Auroux, ministre du travail : le texte prévoit que l'association de l'école Sainte-Marie a rencontrera au moins une jois par an un représentant de la municipalité ». Le nouveau contrat d'association modifierait peu la désigna-

SPORTS

CRICKET. — Ouinze joueurs bri-

tanniques out viennent d'effec-

tuer une tournée officieuse en

Afrique du Sud ont été sus-

pendus pour trois ans par leur

de la coupe d'Europe des clubs

champions opposeront, les 7 et

21 avril, le C.S.K.A. Sofia au

raient à sa négociation et prévoiraient avec l'école le montant des subventions de fonctionnement à lui verser (forfait communal ou forfait d'externat), un minimum étant fixé par le déscoluire, mais beaucoup plus partement on la region. tion des cheis d'établissements prives. M. Chouat estime seulement qu'un contrôle, a sous une forme à déterminer », pourrait être exercé par le recteur. A propos du « caractère propre » en quoi il voit a un danger de segrégation », il souhaiteratt développer la notion de projet éducatif pour tout établissement public ou privé élaboré, « en tenant compte de la situation locale » par les enseignants et les parents, avec les chefs d'établissement dont le pouvoir serait renforcé. La seconde étape serait contrat d'intégration. Des enseignants « de haut niveau de for-

mation » (type agrègés : ils ne sont que deux cent soixante et un actuellement dans l'enseignement privé sons contrat ou certifiés : mille sept cent quarante huit, sur cent quatre mille six cents enseignants) pourraient être nommés dans le privé. Les personnels pourraient obtenir une mutation dans un établissement public ou sons contrat d'intégra-

Un autre scénario a été décrit

religieuse et sociale de mars (4). Il a été conçu par un jesuite. M. Edmond Vandermeersch, an-cien secrétaire national adjoint garantiraient le droit à la dif-férence dans le libre choix des familles pour inscrire leur en-fant dans un établissement pudes personnels serait entre public et

chefs d'établissements prives en fonction seralent maintenus et les postes vacants pourvus à partir d'une liste d'aptitude speciale, la décision étant prise par concertation entre les autorités académiques et les conseils d'établissement. M. Vandermeersch propose à l'Eglise qu'elle prenne le pari d'abandonner les centres de décision institutionnels en les conflant aux parents, enseignants, éducateurs, personnels de toutes catégories qui, « bien cudelà de l'opinion catholique, aspirent à l'amélioration du système

éducatif ». Il est bien vrai que, des élus socialistes aux fidèles de l'école privée des fédérations Andrieu ou Schleret à l'UNAPEL, de toute part des voix s'élèvent pour crier l'urgence de combattre l'échec scolaire, de ne pas étouffer les différences, de mieux permettre eux enfants et aux jeunes d'exis-

A côté de ceux qui attendent que « l'autre camp change d'abord », ou a soit réduit merci », de ceux qui proclement soit que « la liberté n'est pas négociable p, soit que « la laicité
n'est pas négociable p, n'y aurait-il pas assez de bonnes volontès pour œuvrer de pair à améliorer l'école sans blesser les enjeux philosophiques? M. Savary parviendra-t-il à empêcher tout à la fois, pour reprendre ses propres expressions, a que rien ne se passe » ou « que ce soit l'apo-

calypse >?

(1) La Fédération protestante de France a rencontré M. Savary le 36 février. On compte moins de dix établissements d'inspiration protestante en France, dont le collère cévenol, accuelliant au total 3000 lèves. Les écoles juives scolarisent 12 000 enfants.

(2) Qui regroupe cent trente-neuf députés et cent onze sénateurs de

(3) Les Consommaleurs d'école, par Robert Bellion Ed. Stock-Laurence Pernoud, 310 pages. 69 P. (4) Numéros 241-242, 14, rue d'Assas, 75006 Paris. 12 F.

m. Henri Béhar ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I

M. Henri Béhar, professeur de littérature française, a été élu vendredi 19 mars au premier tour, président de l'université de la Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) depuis le 22 octobre 1981. M. Béhar était administrateur provisoire de l'université de Paris-III

[Né le 28 mai 1940 à Paris. M. Béhar, agrégé de lettres mo-dernes, a d'abord enseigné comme professeur à l'Ecole normale d'Arras. En 1970 il est nommé mastre-assis-tant à l'université de Paris-III. De 1972 à 1977, il enseigne à l'université de la Côte-d'Ivoire à Abidjan. En 1977, il est nommé professeur de littérature française à l'université de Paris-III. Il a été directeur de l'U.E.R. de littérature française cette université. M. Béhar est un spécialiste du mouvement surréaliste et du théâtre contemporain La candidature de M. Béhar était présentée à l'élection de la présidence par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup).]

● M. Carol Heitz vient d'être réelu président de l'université de Parls-X-Nanterre par cinquantetrois voix sur soixante-treize votants, au troisième tour de scru-tin. Professeur d'histoire de l'art, M. Heitz avait été précédemment dans les Cahiers de l'actualité élu en février 1981.

son premier sialom géant de la

saison en Coupe du monde.

RECEVANT LES ÉVÊQUES FRANÇAIS DE L'OUEST

Le pape insiste sur le prix qu'il attache aux écoles catholiques

De notre correspondant

Rome. — La visite ad limina des évéques français de la region Quest, le joudi 18 mars. a été l'occala première rencontre d'un groupe de prélats d'une des neuf régions épiscopales de France avec Jean-Paul II. Cette visite, qui sera suivie de celle des huit autres regions, a lieu tous les cinq

Les évêques des douze diocèses de la région Ouest out souligné le caractère collégial, informel et fraternel que le pape a tenu à donner à leur rencontre. Selon le mot de l'un d'eux a nous sentions être venus pour rendre compte, mais non pour rendre des comptes ». L'adresse du pape aux étéques fut à leurs yeux «en pleine concordance a avec les préoccupations dont ils evalent fait état dans leur rapport de synthese.

Les évêques français ont relevé dans le discours du pape une exhortation à cette « risibilité de l'Eglise », souliguée lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat, à Lourdes en 1981. Le souci de l'Eglise d'être proche de la condition humaine, avec ce que cela suppose de prise en compte de la réalité sociale, ne devait pas faire pour autant négliger une identité chrétienne qu'il s'agit au contraire d'affirmer a Maintenez contre vents et marées la visibilité des

communautés chrétiennes p, a-t-il Le second encouragement du pape concerne a la qualité des communautés chrétiennes existantes a A co propos. Jean-Paul II a évoqué le problème de l'éducation : « Je pense encore aux multiples écoles catholiques auxquelles les parents chrétiens

tiennent avec force et auxquelles

tous: là encore, ce qui fait leur

prix, c'est l'éducation de qualité

qu'elles peuvent journir. > Cette concordance dans les préoccupations, les évêques français l'ont aussi éprouvée au cours de leur visite aux dicastères (ministères), notamment pour ce qui touche à la catéchèse, abordée moins d'un point de vue théorique que pastoral par le nouveau préfet de la congrégation pour la doctrine de la fol, Mgr Ratzinger, De leurs entretiens à la congrégation de l'éducation et des séminaires, les évêques français ont retire un sentiment d'encouragement à faire connaître les trovaux des séminaires en France. D'une manière générale, ils ont été sensibles en tant qu'a hommes de terrain a au fait que la Curie romaine ne traite pas des pro-

blèmes de l'Eglise en France sur

le seul plan doctrinal, mais dans

une perspective pastorale, et tout

en insistant sur les responsabilités

locales: d'où un sentiment de

confiance réciproque.

A LIVOURNE, BASTION DU MONDE OUVRIER Jean-Paul II a visité une usine du groupe Solvay

De notre correspondant

Rome. — - Bienvenue là où tu as travaillé »: c'est par cette phrase que les employés de l'usine Solvay de Rosignato, à 20 km du port de Livourne, ont accueilli, vendredi 19 mars, Jean-Paul II, venu leur rendre visite.

Ce n'était pas la première fois que le pape allait vers le monde ouvrier. Mais c'était la première fois depuis trente ans qu'il franchissait de nouvezu la porte d'une usine Solvay. De 1940 à 1944 en effet, alors qu'il n'avait pas été encore ordonné prêtre, il travailla comme ouvrier dans une usine de la filiale polonaise de pour vos patrons, a déclaré le pape cette société multinationale (nationalisée en 1953) proche de Cracovie.

Mais ce n'est sans doute pas à cause de ce seul souvenir que le pape avait choisi Solvay pour sa troisième visite en Italie au monde ouvrier, le jour de la saint Joseph. fête du travail de l'Eglise. A Livoume. le pape se rendait, en fait, dans une place forte de la gauche où 54 % de la population vote communiste et dont à peine 12 %, selon un récent sondage, se rend régulièrement à la masse.

Aussi pouvait-on attendre un accueil plutôt froid. Ce ne fut pas le cas, mais le dialogue entre le pape et les ouvriers de Solvay connut cependant quelques moments de flottement. La sympathie spontanée pour l'homme, son côté chaleureux et son désir. seion ses propres mots, de « serrer des mains », l'emporta sur la traditionnelle défiance envers le plus haut représentant de l'institution ecclésiastique.

Le pape a béni une entreprise dans taquelle un prêtre n'était jamals entré, à que la ues centaines de

mètres des banderoles écarlates et des drapeaux rouges des fédérations syndicales et des murs couverts d'affiches revendicatives. Peu avant l'arrivée du pape, on avait découvert une inscription anarchiste derrière l'estrade où il devait parier.

 Certes, je ne suis pas venu ici en souriant, je suis venu pour me rapprocher du monde du travail. » Au fil des questions, embarrassées et parfois maladroitement posées, le dialogue s'est cependant noue, « Saint Père, vous avez gidé la Poloane, il faut aussi aider tout le monde à travailler honnétement et à vivre en paix », s'est enhardi à dire un jeune ouvrier. « La paix et le travail sont les priorités de tous mes discours, partout et tout le temps. La Pologne a beaucoup souffert au cours des siècles passés et cela m'a permis de mieux comprendre tous ceux qui souffrent », a répondu le

Après quatre heures de visite et de dialogue, la glace était rompue et c'est sous d'intenses applaudissements que Jean-Paul II a quitté l'usine après avoir rappelé dans son ellocution finale sa fameuse phrase de l'encyclique Laborem exercens : - L'Eglisa est de votre côté, parce qu'elle est au côté de tout homme. . A l'extérieur et sur la grande place de Livourne, le pape était ensuite accueilli non moins chaleureusement par la population.

Cinq nouvelles missions d'études

Cinq nouvelles missions d'études ont été créées

viennent d'être créées par M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la recherche et de la technologie. Elles portent sur trois filières industrielles. la mécanique, les matériaux et la chimle, et sur deux secteurs à dimension principalement socio-culturelle : l'habitat et le cadre de vie d'une part, les aspects technologiques de la diffusion de la culture et de la communication d'autre part. Cette décision prolonge celle prise l'an dernier (le Monde du 20 août 1981) d'instituer six missions portant sur les biotechnologies, l'utiles énergies nouvelles, la fillère électronique, la robotique, les recherches sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail, la coopé-

ration scientifique et technique avec les pays en voie de développement. L'objectif de toutes ces missions est d'établir un inventaire des moyens de recherche disponibles. enfin de proposer les réformes instilutionnelles qui paraîtraient nécessaires. Les présidents de mission devront remettre un rapport pour

M. Chevenement a confié à M. Jean Persuy, président-directeur général de la société Saunier-Duval. la présidence de la mission « mécanique ». M. Jean-Plerra Causse. directeur général, chargé de la recherche, de la société Saint-Gobain. présidera la mission « metériaux ». La mission « chimie » sera présidée par M. Pierre Fillet, directeur scientifique de la société Rhône-Poulenc.

M. Claude Pierre, ancien déléqué à l'innovation et à la technologie au ministère de l'industrie, étudiera les besoins de recherche dans le secteur de l'habitat et du cadre de vie. MM. Armand Mattelart et Yves Stourdzé, respectivement directeur de recherches en sciences de l'information à l'université Paris - Vi de définir des objectifs à atteindre et directeur du centre de recherche et des actions à engager, qui pour- « technologie et société » à l'univerront constituer l'ossature d'un pro- sité Paris - Dauphine an imerant gramme pluriannuel de recherche et la mission « technologie, diffusion de développement technologique, de la culture et communication ».

UNE EPAP

HE WARDS THE WARDS

· 155 年。1563年 · 東京東京東京 THE RESIDENCE OF STREET ATMANA CARA MARK SHAP Complicate spident Chill

4 1 174 m \$ 1546. : 世別教 ware was a market

The second secon No. Complete the Property of the Complete to

The state of the s Committee the Committee of the Committee of THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH material gift a material con the second Care Billion and Higher Franch

- 4-1 ,

-- . . .

THE WAR SE PROPERTY. 南京中央港西北京中 市村 海州市 中華市 प्रकार करिया विकास है है है है है The same statement of the same The same of the same of the same of The state of the s

FOOTBALL — Les demi-finales

Bauern de Munich et les Anglais d'Aston Villa aux Belges d'Anderlecht. Le Ghana a gagné la treizième

lederation.

coupe d'Afrique des nations en batiant en finale la Libye qui organisait l'épreuve du 5 au 19 mars, par 1 à 1 et sept pénalités à six après prolongations. Quarante-sept mille spectateurs ont assisté à finale, à Tripoli, où la partie a dû être interrompue un moment pour jets de projectils après le but ghanéen. L'Algérie, grande javorite de l'épreuve, mais pirncipale victime du réglement qui n'autorisait pas la présence de plus de deux joueurs expairies par

équipe, a échoué de justesse en

demi-finale. C'est à la dernière seconde que les Ghanéens avaient réussi à égaliser avant de s'imposer dans les prolongations par 3 à 2. Le Ghana avait dėja gagnė trois fois la coupe d'Afrique en 1963, 1965 et 1978.

HOCKEY SUR GLACK - Le championnat du monde C. organisé à Jaca (Espagne), a bien débuté pour l'équipe de France. victorieuse de la Bulgarie par 4 a 2, le 19 mars.

NATATION. — Trois records de France ont été améliorés le 19 mars à Toulouse aux championnais nationaux d'hiver. Frédéric Delcourt a réussi 4 min. 32 sec. 81 sur 400 metres 4 nages (ancien record: 4 min. 34 sec. 79 par lui-même) et 58 sec. 22 sur 100 mètres dos (ancien record: 58 sec. 77 par lui-meme). Olimer Borios a battu de 16/100 de seconde son propre record du 100 mètres brasse en 1 min. 5 sec. 47.

SKI ALPIN. — L'Américain Phil Mahre a gagné, le 19 mars, a Kransja Gora (Yougoslavie). TENNIS. — Henri Leconie, qui a remporté sa vingt-kultième victoire consécutive en batiant l'Américain Peter Fleming, 7-5, 1-6, 7-5, sera le seul représentant français en demi-finale du tournoi de Metz, doié de 75 000 dollars. Christophe Roger-Vasselin s'est incliné devant le Sud-Africain Scholk Van der Meeroe. 6-2, 4-6. 6-3 tout comme Pascal Portes face à l'Americain Steve Denton, 6-1, 6-1. L'autre demifinaliste sera l'Américain Eric Iskersky, vainqueur du Suédois Jan Gunnarsson, 6-2, 6-0. A Strasbourg (W.C.T., 300 000) dollars), le Tchécoslovaque Ivan Lendl, vainqueur du Polonais Wojtek Fibak, 6-0, 6-4, rencontrera en demi-finale l'Américain Sandy Mayer qui a éliminé le Suisse Hetnz Gunthardt, 4-6, 6-3, 6-3. L'autre demi-finale opposera l'Américain Tim Mayotte vainqueur du Hongrois Balazs Taroczy, 6-3, 6-4, & son

compatriote Terry Moor, qui a

eliminé l'Australien John Fitz-

gerald, 6-3, 6-4.

Le Monde

L'ÉPARGNE A

Le gouvernement va-t-il accorder aux banques l'égalité de traitement que M. Barre leur avait refusée?

«La mort lente du livret de la Caisse d'épargne.» Le livret A. menacé? - Ces deux titres, récents, dans «Libération» et dans «l'Humanité», ont provoqué un certain émoi, à la fois dans le public et dans les caisses d'épargne. Ils se rapportaient aux propositions pour une réforme bancaire » elaboree par MM. Jean-Michel Bloch-Laine, inspecteur des finances, et Pierre Vaida, l'un des théoriciens du parti socialiste dans le domaine financier, qui ont été récemment soumises à M. Jacques Delors. ministre de l'économie et des finances, comme base de réflexion pour la future réforme de la loi bancaire et du crédit après la nationalisation quasi totale de ce secteur de l'économie.

EQUES FRANCAIS DE L'OUR

T+ --

-

. .

AT

i v

Apr 🏂

E person

N

SHOW IN HOUSE CITE

HE WAS TOUR OF THE PARTY OF THE

* ** The second of the second

Ander ei tienge du biege

::::

MASS TO THE STATE OF

C'est aller un peu loin, et le ministre a déjà cru bon de déclarer que les dites - propositions > n'étaient que des solutions parmi d'autres, la plus grande - prudence - s'imposant dans un domaine où tout bouleversement d'habitudes solidement ancrées dans l'esprit des gans depuis près d'un siècle peut avoir de graves conséquences pour le financement d'un certain nombre d'investissements, comme ceux de l'Etat, des collectivités publiques et locales, sans

compter le logement social. Il n'en demeure pas moins que les activités des caisses d'épargne vont, très probablement, se trouver sinon menacées de mort lente, au mieux plafonnées, au pis quelque peu réduites, sans que, toutefois, leur vocation à collecter de l'épargne disparaisse vraiment, tant s'en faut. En premier lieu, l'instauration, à partir du mois de mai prochain, d'un livret d'épargue populaire, à revenu indexé sur l'inflation, et exonéré d'impôts, va, fatalement, « mordre » sur les dépôts des livrets A, certes eux aussi exonérés d'impôts, mais dont le revenu de 8,50 % ne peut, pour l'instant, se comparer avec les 12 % à 13 % d'érosion monétaire actuels. Nul ne sait, pour l'instant, quelle sera l'ampleur des sommes collectées, voire « déplacées » par ce livret populaire, mais il est certain qu'il y aura un transfert aux dépens des

caisses d'épargne traditionnelles. Ensuite, la nature des « grands desseins » que

pourraient nourrir les pouvoirs publics, à savoir assurer un meilleur fonctionnement du « pluralisme » bancaire et rétablir une concurrence véritable entre les réseaux, peut affecter les calsses d'épargne, comme, d'ailleurs, les mutualistes (Crédit agricole de ne plus réserver à certains réseaux l'usage de certains avantages, soit liscaux, soit relatifs à la distribution du crédit. Cela reviendrait — en fait à « banaliser » de tels avantages en permettant à tous les réseaux d'y accèder, après de profondes transformations, il est vrai. C'est à ce nive au qu'intervient, d'ailleurs, le rapport de la commission Dantresme sur le développement et la protection de l'épargne, qui doit être remis au gouvernement dans le courant du mois d'avril.

Pour justifier ce « grand dessein », le gouvernement relève que de 1945 à 1980 la part des dépôts collectés par les banques inscrites est revenue de 56 à 37 %, au profit des mutualistes, qui s'adjugent anjourd'hui 24 %, et des caisses d'épargne ordinaires, qui recueillent 20 % (au lieu de 17,7 %). Bien plus, les nouveaux venus, à la faveur de ces fameux « avantages », ont pu offrir et développer une gamme de services concurrents de ceux des banques traditionnelles. Dans ces conditions, il serait difficile, estime-t-on en haut lieu, de demander auxdites hanques des efforts particuliers dans le domaine de le distribution des crédits et du traitement de l'épargne sans rétablir des conditions d'égalité dans la concurrence. C'est ce que demande, avec vigueur, l'Association française des banques depuis 1978, avec quelques résultats positifs, comme l'assujettissement des excédents des mutualistes à l'impôt sur les bénéfices, et qu'elle n'a pu obtenir du temps de M. Ray-

Parmi les propositions contenues dans le rapport Bloch-Lainé-Vaida figurent effectivement la mise hors service du livret A des caisses d'épargne et celle du livret bleu du Crédit mutuel, remplacés par des instruments nouveaux d'épargne populaire offrant des attraits équivalents, comme par exemple

mond Barre...

des « bons obligataires » affectés au financement des investissements collectifs. Mais, à ce stade de la réflexion, deux préalables s'imposent aux pouvoirs publics. Tout d'abord, il n'est pas question de priver la Caisse des dépôts, dont le rôle va être amplifié. des essources du livret A. si précieuses pour financer les fameux investissements collectifs. Ensuite, il n'est pas davantage question d'organiser le déclin du livret A sans mettre en place des produits financiers de remplacement et permettre aux caisses d'épargne. avec leurs vingt-sept millions de comptes, de continuer à jouer leur rôle, si important depuis si longtemps, que ce soit à travers la Caisse des dépôts, qui collecte la majorité des ressources, ou au niveau du concours qu'elles apportent directement aux collectivités locales dans le cadre de la loi Minjoz. L'idée serait de les transformer en banques de plein exercice, comme en Allemagne, où on connait le noids énorme des Sparkassen et de leurs émanations régionales, les puissantes Landesbanken (50 % de dépôts du pays). Parallèlement, leurs structures seraient modifiées, notamment en ce qui concerns la désignation des administrateurs des caisses. effectuée suivant une formule de cooptation très archaique, et qui seraient « démocratisées » dans un cadre régional, avec une représentation obligatoire du personnel

Evidemment, tout cela prendra du temps, cinq ans, sept ans peut-être. Dans l'immédiat, il est probable que le plafond des dépôts sur les livrets A pourrait être bloqué à son niveau actuel (49 000 F depuis l'automne 1980). Une chose est certaine en tout cas : le régime de l'épargne en France, qu'elle soit longue ou courte, est en plein chantier, la préoccupation essentielle de M. Jacques Delors étant, toutefois, de ne pas apporter de perturbations violentes dans des circuits rodés depuis longtemps et familiers aux épargnants. C'est un domaine où le changement devra être lent et progressif, sous pelne de soulever de graves problèmes de financement.

FRANÇOIS RENARD.

EPARGNE TRES LIQUIDE

T TNE des caractéristiques de l'épargne française par rapport à ses homologues étrangères est d'être très liquide, ce qui a toujours préoccupé les gouvernements, soucieux de la voir se placer à long terme dans des investissements productifs, actions et obligations Ce comportement s'explique par un trait de caractère de l'épargnant français, qui, à la fois, aime disposer de ressources immédiatement disponibles, et redoute de voir ses économies rongées par l'inflation, ce qui a été souvent le cas avec les obligations. faute d'une rémunération tenant suffisamment compte de l'érosion monétaire : son penchant pour l'investissement immobilier à usage personnel ou à celui de placement, traduit cette préoc-

cupation. Un tel comportement se reflète dans les chiffres, puisque, face à 870 milliards de francs, environ, d'obligations en circulation, et à 230 milliards de francs d'actions, dont les ménages détiendraient 30 % à 40 %, on trouve une masse de plus de 1 400 mil-

suite apparaît l'importance écrasante des comptes sur livret, près de 700 milliards de francs (48,4 %), soit environ la moitié de l'épargne à court terme. Sur cette somme de dépôts, l'essentiel, un peu plus de 500 milliards de francs (35.5 %) se situe dans les caisses d'épargne, à hauteur des deux-tiers dans le réseau de l'Ecureuil (secteur privé ou semiprivé) et un tiers dans celui de la poste, près de 90 % des somcées sur les livrets A dont le revenu est exonéré d'impôt. Le reste, 185 milliards de francs, près de 13 %, est conflé aux banques, dont un peu plus de 50 milliards de francs sur le livret

bleu du Crédit mutuel. Viennent ensuite les bons, plus de 300 milliards de francs (22 %) avec, en tête, ceux des banques (132 milliards de francs), la masse imposante, en proportion, de ceux du Crédit agricole (près de 78 milliards de francs), ceux du Trésor, environ 47 milliards de francs, ceux émis par les groupements régionaux d'épargne et de prévoyance (GRRP) à hau-

disjoint, puisque, depuis le 4 septembre 1981, leur rémunération est très différenciée suivant l'importance des sommes immohilisées et suivant la durée (actuellement de 8,5 % à un peu plus de 14 %).

Quelques remarques s'imposent toutefois. En ce qui concerne la durée, les Caisses d'épargne estiment qu'elle est de trois ans environ pour leurs livrets, dont les dépôts seraient, eux, relatirement stables. En ce qui concerne la nature des placements une caractéristique essen- finances, le principe de l'ano-

tielle des bons est la possibilité. pour leurs souscripteurs, de conserver l'anonymat, faculté précieuse pour ceux qui aiment la discrétion on dans blen des cas cherchent à « blanchir » ainsi l'argent « noir », d'une provenance fiscalement peu avouable. A cette occasion, un vieux débat oppose le Trésor, soucieux de se procurer des ressources, et la direction générale des impôts, préoccupée par la chasse aux fraudeurs. A chaque discussion annuelle sur le projet de loi de

nymat est remis en cause, sans que la législation se résolve à l'abolir, toujours pour des raisons «alimentaires»: a l'instigation de la direction générale des impôts, il se contente de la pénalisation fiscale : le prélèvement forfaltaire sur le revenu est porté à 42 % pour les bons anonymes (contre 38 % pour les bons nominatifs), et ils sont assujettis à une taxe annuelle de 1,50 % au titre de l'impôt sur la fortune, quel qu'en soit le montant. — F.R.

(Suite du dossier en page 8.)

Dépendance

PER OUS les gouvernements. queile que soit leur coloration politique, s'efforcant de présenter les statistiques de la facon la mellieure ou la moins mauvaise possible. L'actuel pouvoir socialiste ne faillit pas à la tradition, en ayant fait état d'une amélioration des échanges extérieurs de la France en fevrier. De tait, le déficit commercial a sensiblement diminué par rapport à janvier ; mais ce recul est en général classique pour le deuxlème mois de l'année, d'autant que janvier est lui, en revanche, traditionnellement lourd.

En réalité, les résultats - globalement favorables -, selon le ministère du commerce extérieur. restent structurellement mauvals. forces socio-économiques d'ur pays, et le département qui en est responsable peut pariola faire figure de ministère des soldes. Soldes dont la ventiletion révèle en fait le maintien. sinon l'aggravation, des faiblesses francaises.

Ainsi, d'un mois à l'autre, le déficit enregistré à l'égard des autres pays de la C.E.E. -- ce qui permet de situer la France - s'est creusé et, d'une année à l'autre, il a, pour janvier et fèvrier réunis, fortement augmenté. Ce résultat est, pour l'essentiel, lie à une sensible détérioration des positions francaises à l'égard de l'Allemagne fédérala.

Il ne s'agit certes pas de rechercher des équilibres bliatéraux : mais l'élargissament des écarts traduit les dépendances accrues de la France à l'égard des autres pays industrialisés. Face à un tel glissement, une dévaluation n'aurait comme résuitat que d'en accélérer le rythme, dans la mesure où elle se traduirait dans l'immédiat par un renchériasement des coûts, sans pour autant obligstoirement accroître à terme des exportations d'ailleurs pour partie beaucoup moles sensibles aux prix que dans le passé.

Le réajustement en baisse du franc efectué en octobre a parmis une reconstitution des marges sur les marchés extérieurs, plus qu'il n'a servi à gagner des parts. Les facteurs les plus importants sont le taux interne d'Inflation, la compétitivité des entreprises et leur pugnacité, le tissu-industriel luimême, sans compter un certain état d'esprit. La France disposait au niveau des échanges extérigurs d'une certaine marge de manœuvre accrue par le recours à l'endettement. Cette marge est en vole d'effritement alors même que le franc est vulnérable.

MICHEL BOYER,

UNE ÉTUDE DE L'O.C.D.E. SUR LE FINANCEMENT DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES

Comment les pays capitalistes se sont condamnés à des taux d'intérêt élevés

Dans tous les pays du monde à économie de marché, les graves questions posées par l'ampleur des déficits de la puissance publique sont désormais au premier plan de l'actualité. Aux Etats-Unis, la persistance et l'aggravation d'un déficit considérable des finances publiques sont en train de discréditer le programme économique de l'administration, même aux yeux de leurs amis « naturels ». C'est ainsi que le président de l'American Stock Exchange, l'une des deux Bourses de New-York, a déclaré que seule une diminution du déficit budgétaire pourrait rendre confiance aux investisseurs. Dans un discours qui a eu un certain retentissement, prononcé devant l'institut américain de l'entreprise, le 16 mars dernier, M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire, a notamment déclaré que « des déficits élevés et persistants ne penvent qu'avoir, à la longue, des effets pernicieux sur l'économie. Les effets peuvent se produire sous forme d'inflation, d'un déséquilibre de la balance des paiements, de taux d'intérêt élevés, d'une manvaise affectation des ressources, de faibles taux de croissance, d'une augmentation du chômage et, le cas échéant, de tensions sociales. D'un autre côté, le directeur général du F.M.I. pense qu'ail ne fait guère de doute qu'au cours des dernières années les systèmes fiscaux et les taxes de sécurité sociale ont contribué à la stagflation dans les pays industrialisés, les impôts ayant sonvent entraîné une hausse des coûts tout en décourageant les efforts de production -.

L'O.C.D.E. vient de consacrer aux aspects purement financiers du problème un rapport intitulé: « Financement du déficit budgétaire et contrôle monétaire.

CCEPTER d'importants deficits budgetaires appelés à se perpétuer sinon à s'aggraver d'année en année, e'est se condamner au maintien de toux d'intérêt élevés. Telle est l'une des principales conclusions qui se dégagent en filigrane d'un rapport de l'O.C.D.E. dont le titre est un gage d'actualité: «Financement du déficit budgétaire et contrôle monétaire ». Les auteurs du rapport posent les questions débattues parmi les économistes et dans les milieux financiers depuis quelques années : dans quelle mesure un déficit budgétaire important

est-il compatible avec la conduite d'une politique monétaire visant à limiter la progression de la masse monétaire (agrégat monétaire) ? Dans quelle mesure aussi les besoins de financement du secteur public ont pour effet d'« évincer » les emprunteurs du les auteurs du rapport sont fort prodents et se cantonnent le plus souvent dans un exposé qui à force de se piquer d'objectivité scientifique, manque parfois de clarté.

> PAUL FABRA. (Lite la suite page 9.)

«ANALYSES DE GROUPES» DAFSA a réalisé une étude comparative sur :

Dans le cadre de sa collection -

« LES GROUPES DE LA CHIMIE EUROPÉENNE » (1976-1980)

L'évolution récente des groupes chimiques européens est très marquée par les caractéristiques de leur secteur d'activité :

— d'une part, l'industrie chimique est pour l'essentiel une activité intermédiaire dépendant pour ses ventes de la quasi-totalité des autres secteurs économiques. Cela entraîne donc une grande sensibilité à la conjoncture générale mais aussi des effets e secondaires » : pression aur les prix, poids du stockage et du crédit-clients alourdis en conjoncture difficile, modification et substitution dans les productions...

— d'autres part, l'industrie chimique est pour une bonne part située juste en avai de l'activité pétrolière. Elle a donc subi directement depuis 1973 tous les chocs pétrollers et, dans une conjoncture maussade, a eu du mai à en réparcuter les effets. Elle est en particulier très atteints par l'option « tout pétrole » adoptée par l'Europe au début des années 60, au détriment d'autres matières de base (gaz, charbon).

d'autres matières de base (gaz, charbon). Le marché chimique européen est dominé par les trois groupes allemands B.A.S.F., Hoechst et Bayer, qui sont en même temps les

allemands B.A.S.F., Hoechat et Bayer, qui sont en même temps les trois leaders mondiaux. L'industrie chimique est l'un des rares secteurs d'activité où les Européens, et en particulier (cl les Allemands, dominent le marché mondial.

Sur la période 1976-1980, les groupes européens ont suivi des stratégies très différentes : deux, B.A.S.F. et I.C.L., ont adopté une politique d'intégration vers l'amont (énergie, pétrochimie) visant à assurer leur indépendance en matières de base; trois, Hoechat, Bayer et Ciba Geigy, ont poursuivi une diversification vers l'aval, en particulier vers la pharmacie et la chimie fine, la part de leurs activités de base dans leurs ventes allant en diminuant ; denx ont essayé de consolider leur position dans une activité en déclin mais où lis réalisent une bonne part de leur chiffre d'affaires, ARZ.O. pour les fibres textiles et Solvay pour les matières plastiques : deux enfin ont connu des modifications importantes de leur structure, du fait de l'abandon de leurs activités en amont, Montedison et Bhône-Poulenc.

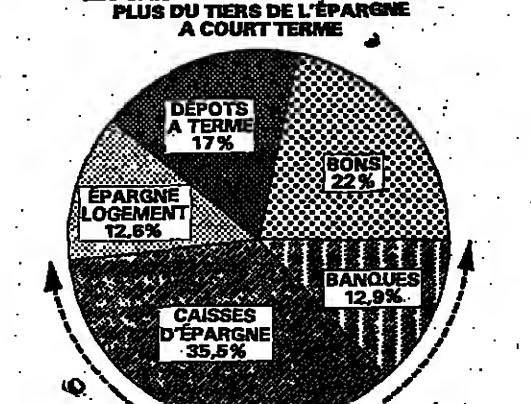
Malgré ces stratégies très diverses, les évolutions sur la période

Malgré ces stratégies très diverses, les évolutions sur la période du chiffre d'affaires ont été assez samblables, avec une croissance plus régulière pour les groupes les plus diversifiés vers l'aval, et des variations annuelles plus importantes pour les groupes les plus des variations annuelles plus importantes pour les groupes les plus intégrés en amont. Par contre, au niveau des résultats, on constate une accentuation des disparités sur la période, particulièrement sensible les années où la conjoncture générale est médiocre. Sur l'ensemble de la période sous observation, les meilleurs résultats ont été obtenus par LCL, malgré une forte baisse en 1980, Ciba Geigy très régulier et par Solvay, puis les trois groupes allemands. Toutes ces firmes ont suivi une politique différents mais blen définie. Les trois premières semblent plus vulnérables à terme que les groupes allemands; pour ceux-ci leur large diversification constitue à la fois une limite à des résultats élevés et un frein à leur dété-

Les politiques d'investissement ont été aussi très influencées par la stratégie adoptée. Dans l'ensemble le niveau des investissements a été réduit par rapport à la première moitié de la décannie, du fait des surcapacités de production apparties en Europe dans plu-sieurs secteurs et de la concurrence de pays bénéficiant de prix plus bas sur les matières de base, mais aussi de la diversification vers les activités avai à moindre intensité capitalistique. Les investissements de croissance sur la période n'ont été le fait que des trois groupes qui ont privilègié l'intégration vers l'amont LOL, B.A.S.F. et CdP

Cette réduction a parmis une melleure adaptation des investisà la période précédente. La plupart des groupes en ont profité pour diminuer leur taux d'endettement, voire même réduire leur endettement à terme (Hoschst et surtout B.A.S.F.) A l'opposé les groupes français et Montedison ont un niveau d'endettement élevé et leurs frais financiers pèsent très lourdement sur les résultats.

Cette étude comparative et les groupes chimiques C.D.F. CHIMIE, RHONE-POULENC. SOLVAY, MONTEDISON, AEZO. B.A.S.P., BAYER, HOECHST, FISONS, I.C.I., sont disponibles à DAFSA, 7, rus Bargère, 75009 PARIS (Tél. 233-21-23) au prix de 1.800 P H.T. (1.928 F T.T.C.), à 3.200 P (3.424 F T.T.C.).



LES CAISSES D'ÉPARGNE DRAINENT -

liards de francs de placements « liquides ou à court terme », selon le classement opéré dans les statistiques du conseil nationai du crédit.

Si on retient un classement par la durée, on trouve, au bas de l'échelle, théoriquement du moins, les comptes sur livret des caisses d'épargne et des banques, dont la durée d'immobilisation <u>minimum est de quinze jours.</u> Viennent ensuite les dépôts à terme, avec un délai minimum d'un mois, jusqu'à un an environ, puis les bons de deux a cinq ans, enfin les comptes et plans d'épargne-logements, d'une durée de quatre ans

Si on retient un classement

par ordre des montants tout de

teur de 43 milliards de francs. et enfin. ceux des P.T.T., 5,7 milliards de francs, et de la Caisse nationale de l'énergie, 5 milliards de francs.

Les dépôts à terme représentent un peu plus de 240 milliards de francs (17 %), une part appréciable d'entre eux (90 milliards de francs étant le fait des entreprises). Enfin, l'épargnelogement vient en dernier avec 180 milliards de francs (12,6 %)

Si on opère un classement par rémunération, en tête viennent les bons (jusqu'à 12 % à cinq ans), puis l'épargne - logement (un peu moins de 9 %), puis les comptes sur livrets (8.50 %). Le cas des dépôts à terme doit être

LA COLLECTE DE L'ÉPARGNE A COURT TERME

Le grand changement de septembre 1981

l'épargne courte, la date du 3 septembre 1981 sera à retenir. Ce jour-là M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, décida de modifier profondément le régime des dépôts à terme (près de 250 milliards de francs actuellement). L'idée était de réduire très sensiblement la rémunération moyenne de ces dépôts, avec un double objectif : obtenir des banques un abaissement de leurs tarifs en contrepartie d'une diminution du coût de leurs ressources, constituées pour une part appréciable par des dépôts à terme: rétablir une hiérarchie des taux plus rationnelle, aux dépens du court terme et au profit du long terme. Il faut dire que depuis un certain temps la rémunération de ces dépôts était très forte : au-dessus de 100 000 F, en effet, il était possible à tout déposant de négocier le taux d'intérêt directement avec le banquier, ce taux étant voisin de celui pratiqué sur le marché monétaire, 12 % à 13 % en moyenne ces dernières années,

avec une pointe à 20 % l'été dernier, lorsque la Banque de France fut, une première fois, olbigée de défendre le franc. Pour un placement qui pouvait se limiter à un mois, le déposant pouvait obtenir une rémunération brute égale ou supérieure à celle d'obligations à quinze ans, très au-dessus, en tout cas, de celle des instruments réservés obligatoirement à ceux qui ne disposaient pas des 100 000 P requis. Une limitation draconienne, analogue à celle qui était en vi-

gueur bien des années aupara-

vant, fut donc mise en place. Les effets de cette limitation ne se firent sentir que progressivement au fur et à mesure que les dépôts venaient à leur terme, un mois, deux mois, trois mois, et une série de phénomènes furent enregistrés. Tout d'abord, une chute de près de 35 milliards de francs affecta les dépôts à terme entre septembre et décembre, ce qui est bien compréhensible, puisqu'une bonne part des déposants (en dessous de 500 000 francs) se trouvaient rédults à la portion congrue (3 à 3,5 %

parfois). Où donc se dirigèrent les dépôts ainsi libérés? Une partie, d'abord, se porta vers les comptes à vue, en attente. Une autre, appréciable (plus de 20 milliards de francs), se dirigea vers les comptes sur livrets qui rapportaient 7,50 %, puls 8,50 % à partir du 24 septembre, pratiquement à vue (quinze jours). Les caisses d'épargne surent transfert : c'est ainsi que la moi-

les principales bénéficiaires de ce tié de la progression des excédents (+ 24 % à + 26 %) enregistrés dans ces établissements en 1981 a été acquise dans les quatre derniers mois de l'année Une part, enfin, de ces dépôts : terme s'est dirigée vers les obligations, notamment l'emprunt d'Etat de septembre 1981 èmis au taux record de 16,75 ‰, et surtout vers les nouveaux instruments mis à disposition par les banques, les fonds communs et les SICAV de trésorerie en obligations, qui ont dù collecter de

12 à 15 milliards de francs, sm-

vant des estimations officieuses.

Les substituts des dépôts à terme

ANS « le Monde de l'économie » du 9 février 1982, un article avait été consacré aux innovations dans le domaine des obligations et de leur marché, à savoir l'apparition de nouveaux instruments, les fonds communs et les SICAV de trésorerie. Créés par les banques à la suite des severes restrictions apportées le 4 septembre à la rémunération des dépôts à terme, ces nouveaux instruments sont en passe de prendre une place non négligeable dans les emplois de l'épargne à court terme, au détriment d'autres instruments, essentiellement les dépôts à terme et

les bons. De quoi s'agit-il? Au lendemain du 4 septembre dernier. les détenteurs de dépôts à terme au-dessus de 100 000 francs rémunérés auparavant à 15 % ou 16 % sur un mois, et désormais ramenés à la portion congrue, soit 3 % à 5 % pour les sommes inférieures à 300 000 francs sur moins de six mois, furent obligés de se tourner vers d'autres emplois. Certains étaient bien tentés par les obligations. fort alléchantes à l'époque et maintenant, avec taux de rendement de 17 % à 18 %. Mais l'idée de s'engager à long terme les rebutait. d'autant que les frais d'achat et de revente ne sont pas négligeables. Les banques — comme la nature — avant horreur du vide. et peu soucieuses de perdre eventuellement des dépôts, se préoccuperent d'imaginer de nouveaux instruments succeptibles de procurer aux épargnants une rémunération alléchante. L'idée de base fut d'utiliser ces instruments d'éparene longue que sont les obligations pour mettre en mesure lesdits épargnants d'encaisser sur quelques mois seulement des coupons détachés amuellement et calculés prorata temporis.

Il suffisait de créer des fonds dont le porteseuille serait constitué d'obligations à échèances étalées régulièrement sur les douze mois de l'année, ce qui procure un flux continu de coupons. Pour limiter le plus possible les risques de perte en capital, bien réels, hélas! depuis quelques années en raison des hrusques variations de rendement, les acquisitions étaient, et sont toujours, limitées à des fitres soit à revenu sixe mais à durée de vie courte (moins d'un an avant le remboursement). soit à taux variables, ce qui les met à l'abri des fluctuations de cours. L'autre idée était de rèduire au minimum les droits

d'entrée et de sortie pour ne

pas amputer les rendements.

chaque réseau voulait créer son

Comme chaque banque de

propre instrument, il s'ensuivit une floraison de fonds communs de placement, pres de cent cinquante à l'heure actuelle, dont trente-cing-pour les agents de change et cent douze pour les banques. Leur plafond unitaire est fixé à 100 millions de francs. le droit d'entrée est variable (souvent 0,50 %), assorti d'une commission de gestion étagée de 1 à 1.50 % par an calculée prorata temporis. Aucune publicité n'est autorisée, le ur diffusion étant assurée par les guichets des banques, de bouche à oreille. de manière fort efficace. Aucune donnée officielle n'étant disponible sur l'importance des dépôts ainsi recueillis, une estimation officieuse conduit à penser que, à raison d'un « remplissage » de 50 % à 70 %, une masse de 10 à 13 milliards de francs aurait ainsi été collectée. Les caisses de retraite se sont mises également de la partie pour employer au mieux leurs liquidités.

Depuis le 1er janvier dernier. un autre instrument est apparu sous la forme de SICAV de trèsorerie en obligations, dotées

d'un plafond très supérieur, en liaison avec l'importance de l'apport initial, assorti de droits d'entrée très inférieurs (à partir de 0.10 %) et de commissione de gestion plus réduites (0,80 % par exemple), toujours prorata temporis, avec l'autorisation de faire de la publicité. Pour l'instant, on en compte sept, la première en date, et la plus importante, étant Valréal. créée par la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Caisse des dépôts et des banques populaires, avec 700 millions de francs de dépôts pour un plafond autorisé de 1 milliard de francs. Elle a été suivie de Natio-Epargne (B.N.P.), de Sélection court terme (C.C.F.), d'Oblicour (Suez), d'Unival (Crédit agricole), de Finunion (Banque de l'Union européenne). D'autres sont en gestation, notamment à la Société générale.

On objectera ironiquement que ces nouveaux instruments, a tolérès » par le Tresor, en fait autorisës officieusement, permettent de tourner la réglementation limitant severement la remmération des placements à court terme. Mais la contrepartie d'ur tel détournement est de diriger des liquidités vers le marché des obligations, secondaire ou même primaire, pour les émissions à taux variables. Cela contribue à animer et à développer ce marche au moment où les pouvoirs publics souhaitent leur donner une ampieur en relation avec les énormes besoins en capitaux éprouvés par l'Etat et les entreprises publiques et privées. Il n'est pas douteux que, dans les années qui viennent, de nouvelles formes de placement à court terme vont « mordre » sur les formes traditionnelles dėja existentes et provoquer des déplacements de capitany auxquels les réseaux de collecte d'épargne devront s'adapter. — F.R.

La crise de l'épurgne-logement

EPARGNE-logement est en

crise. Créé en 1965, avec les comptes d'épargne, amélioré en 1969 avec les plans d'épargne, cet instrument a commence par connaître un très vif succès, arec des progressions spectaculaires pendant toute la décennie 1970 : doublement d'une année sur l'autre au départ, puis croissance de 30 %, 40 %. Depuis 1979, toutefois, cette croissance s'est nettement ralentle pour devenir presque nulle en 1981. La raison en est simple. L'épargne - logemoyennant un dépôt préslable et des versements ultérieurs d'une certaine durée (quatre ans, puis cinq ans), l'épargnant a droit, après un certain temps, à un prêt d'un montant supérieur à son épargne, et qui s'ajoute à elle en vue de l'acquisition ou de la construction d'un logement. Ce prèt est consenti à un taux préférentlel de 5,5 %, porté fin 1980 à 7 %. Outre cet avantage, non negligeable à l'heure actuelle, à un moment où les taux des prets s'étagent entre 11 % et 17 % à 185c, le titulaire d'un compte on d'un plan d'égargne-logement percoit un intérêt sur les sommes déposées, faible pour le compte (3,75%), mais plus fort pour le plan, un peu moins de 8% au départ, 9% maintenant, dont 5 % à la charge de l'établissement qui tient le compte. et 4 % à celle du Trèsor, le tout exonéré d'impôt. Ce dernier avantage a été longtemps apprécié par les déposants, qui utilisaient l'épargne-logement comme un placement plus rémunérateur que le livret A des caisses d'épargne, au point que de nombreux plans d'épargne ne donnaient pas lieu à demande de pret en sin de contrat.

Pour les établissements qui délivralent ce genre de placement, l'opération était très benéficiaire, puisqu'ils recueillaient des dépôts à très bas taux (4 %) et délivraient relativement peu de prets correspondants, à très bas taux également. Le Crédit agricole a aussi háti sur l'épargne-logement une partie de sa

Malheureusement, depuis trois ans, un double phénomère s'est produit. La hausse générale des taux d'intérêt a rendu cette formule moins attrayante, d'où un ralentissement très net des souscriptions nouvelles et les titulaires de plans d'épargne-logement souscrits au cours des années 1970 ont eu tendance à demander davantage les prets prévus aux contrats, la proportion atteignant actuellement près de 40 %, ce qui constitue pour les établissements le point d'équilibre au-delà duquel l'opération devient très peu rentable ou même déficitaire. Les pouvoirs publics s'en sont èmus, mais ils doivent également prendre en compte le coût budgétaire de la procédure qui croit très rapidement (3.4 millierds de francs en 1980 et près de 4 milliards de francs en 1981). Là encore, des projets de réforme sont à l'étude,

BIBLIOGRAPHIE

« MONDES EN MARCHE », D'ALFRED SAUVY

La vitalité des pauvres

ALFRED SAUVY poursuit sa croisade contre les infidèles. Ses infidèles à lui, ce sont les faux experts, les dogmatiques, les propagateurs de slogans. mastiqueurs d'idées reçues, les Gribouille, les sentencieux, les fabricants d'œillères etc. Il chasse cette fois sur un terrain brûlant, celui du tiers-monde, formule dont il est l'auteur, mais qui ne suffit plus aujourd'hui, il le reconnaît, à recouvrir les réalités géopolitiques de l'ensemble des pays non ou faiblement industriels. Epinglons parmi d'autres

quelques affirmations de l'auteur qui démolissent des idées fortement ancrées. Pillage du tiers-monde? N'exagérons rien, Les pays les moins avancés sont precisément ceux qui ont les échanges les moins actifs avec les pays occidentaux. Les nations pauvres victimes

de l'explosion démographique? La comparaison des statistiques montre qu'il n'y a aucune corrélation : les pays au rythme démographique de 3 % par an ont yu leur niveau de vie augmenter autant sinon plus que les pays à 1 % ! M. Sauvy voit là l'effet de la « difficulté créatrice », force qui détruit les les conséquences économiques de

pronostics d'apocalypse formules ici et là. Sans doute cette « force de vie » a ses limites : elle aurait été sans doute incapable de compenser les charges d'une croissance démographique de 5% à 6% par an. Attention egalement à l'éva-

luation des personnes qui meu-

rent de faim chaque année. Des

chiffres ont été étourdiment

lancés: 50, 60 millions. Or, sur

les 3440 millions d'habitants vivant dans les pays en développement, il en meurt actuellement pour toutes causes un peu plus de 40 millions, 15 millions de personnes peuvent mourir chaque année de sous-alimentation. Ce qui est encore atroce, hien sur. Autre jugement non fondé, la dénonciation de la «révolution verte». Les semences à haut rendement exigent des facons (irrigations, engrais) auxquelles peuvent surtout recourir les cultivateurs riches, c'est vrai, et il aurait certes mieux valu que tous les agriculteurs puissent utiliser ces semences. Mais. telle qu'elle a été réalisée, cette « révolution » a été très bénéfique, car les excédents de production out pu nourrir les ourriers de Bombay et de Calcutta. Que de bétisés écrites aussi sur la colonisation. Pas question de justifier ces conquêtes, mais les chiffres prouvent que les pays restès politiquement indépendants. Siam (devenu Thailande). Ferse (devenue Iran), Ethiopie, Turquie, etc., n'ont pas enregistré de supériorité sur les autres, non plus que l'Amérique latine, Halti, indépendant, n'a pas devancé la Martinique ou la Guadeloupe,

Débusquer les erreurs trop souvent réchauffées au four idéologique n'est pas le seul propos de-M. Sauvy. Il se demande aussi s'il n'y aura pas un mouvement plus accentué des pauvres vers les riches, et s'interroge sur la forme qu'il pourrait

La lutte pour l'espace

La lutte nour l'espace serat-elle celle du vingt et unième siècle? M. Sauvy regarde de près ces « mondes en marche». la masse des immigrés répertories ou clandestins in otamment mexicains vers les Etats-Unis) et se demande si l'implosion démographique ne va pas conduire à une explosion. La totale liberté de circulation et d'installation

est impensable, car l'afflux des immigrés se traduirait par l'apparition de bidonvilles autour des grandes cités et la formation de ghettos inexpugnables, créant à leur tour en réaction une vague de violence xénophobe. Si notre auteur ne se risque pas à prédire des phénomènes d'invasion, il a ce jugement qu'il faut méditer : « Quelles que soient les difficultés des pays pauvres. Le sont assurés de vivre, puisqu'ils jouent la carte de la vie. Combien plus sérieuse la menace qui pèse sur les Européens insouciants qui, eux, jouent la carte de la vieillesse.

On retrouve là une des idéesforces du maître de la science démographique, un écho des grands appels de M. Chaunu, une lancinante abjuration. Le plus etonnant, avec M. Sauvy, c'est qu'après tant de combats, la plume à la main, il garde cette fraicheur de ton, cette vivacité d'expression et surtout qu'il ait chassé une fois pour toutes, malgre les fracassantes erreurs de parcours des gestionnaires, la tentation si corrosive de l'a à-quol-bon ».

PIERRE DROUIN. * Mondes en marche, d'Alfred Sauvy, ches Colmann-Levy, 376 p.

LE PREMIER SALON INTERNATIONAL

DE LA FRANCHISE

«Sans capitaux, devenez propriétaire exploitant d'un magasin»

Le premier Salon international de la franchise s'est tenu à Paris, au Parc floral du bois de Vincennes, du 12 au 15 mars, Il était organisé par la Fédération française de la franchise et a été inauguré par M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. A cette occasion, celui-ci a rappelé que la France était « dans un système économique de liberté » et que le gouvernement n'entendait pas « réglementer dans tous les domaines ». Le ministre a indiqué que son rôle, comme le lui avait défini le président de la République, était plus particulièrement de « défendre le petit commerce ».

Le premier Salon a connu une très grande affluence. En quatre jours, les exposants ont reçu en moyenne, et selon les stands, entre quatre-vingts et deux cents candidats pour les franchises de distribution ou de production, et entre trente et soixante-dix candidats pour les franchises de services. Cette affluence laisse cependant perplexes certains observateurs qui se demandent si tous les candidats sauront faire le tri entre toutes les promesses qui leur ont été faites.

A franchise connaît un déreloppement important en France, où elle représente environ 10 % du commerce de détail Par ce premier Salon international, elle entendait se donner pignon sur rue et faire entrer dans le vocabulaire courant des mots que le dictionnaire ne retient pas.

D'ores et déjà, il parait impossible d'éviter ce vocable tiré de l'anglais, franchise, qui signifle privilège ou droit. Cela donne également, dans le jargon commercial « franchiseur » et ciranchise pour désigner les partenaires en présence. La franchise, en elle-même, est une méthode de collaboration contractuelle entre une entreprise désirant diffuser une marque ou des produits et un exploitant indépendant. En France, cette méthode est vieille comme les laines Pingouin, qui l'instaurérent des 1928. Coryse Salomé et Prénatal s'y lancèrent en 1948. pris Lévitan en 1956. Mais c'est à partir des années 70 que la formule a vraiment pris son essor, le nombre de franchisés passant de 7500 en 1977 à 13890

Ce développement n'est pas dû au hasard. Il s'explique à la fois par les difficultés de l'emploi et les besoins de développement des fabricants ou des distributeurs. Le fait aussi que la franchise soit très répandue aux Etats - Unis Ini confère un label apquel le commerce français aime à se référer.

en 1981.

Le système est d'une conception assez simple. D'un côté, le franchiseur, qui peut être un fabricant, un grossiste, une entreprise de commerce de détail. cède sa marque et ses méthodes pour qu'en soit assurée l'exploitation : de l'autre, un commercant indépendant, le franchisé. entre dans l'organisation du franchiseur et en accepte les principes de fonctionnement. Prooriétaire des murs, le franchisé profite du savoir-faire du franchiseur, mais il devra consentir un investissement initial pour constituer le fonds, faire les travaux d'agencement, payer éventuellement un droit d'entrée. Il devra ensuite verser, toulours au franchiseur, une redevance proportionnelle à son chiffre d'affaires pour la formation continue. l'assistance en gestion. la publicité et, bien évidemment, l'enseigne commune qui est la concrétisation de la franchise.

Souvent, le franchiseur aidera l'exploitant à s'établir, en lui consentant des prêts à faible intérêt ou en le faisant profiter de ses services. Tel est le cas de Promogros, du groupe Promodes, dont les équipes se chargent de rechercher en permanence des empiacements pour la création de nouveaux magasins, règlent elles-mêmes les transactions immobilières, fournissent des prêts au prorata de la surface et assistent l'exploitant pour l'organisation, l'animation et même l'assortiment de son magasin.

« Promogros joue les hommes »

Mais Promogros fournit aussi un bon exemple de ce que peuvent être les intentions d'un franchiseur. Cette société a été créée par Promodes, un des fervents de cette formule. C'est en rachetant des succursalistes que le groupe s'est rendu compte des avantages qu'il pouvait tirer de la franchise, en gérant, en quelque sorte, par personne interposée, cette personne montrant, dans ses activités, beaucoup plus de dynamisme qu'un salarié... et partageant une partie des risques. Aujourd'hui, les circonstances aldant, Promogros s'adresse non seulement à des professionnels de l'alimentation. mais à des salariés désireux de

se lancer dans l'entreprise individuelle ou de s'établir à leur compte. On n'est pas loin de recruter à l'A.N.P.E. « Promogros joue les hommes, dit une de ses brochures, et s'ils ne disposent pas immédiatement des 20 5 nècessaires pour acheter fonds et matériel, il leur propose une location-gérance. Au cours des cinq dernières années, prèciset-on, elle a mis en gérance libre ou vendu 130 supérettes et supermarchés, dont 70 % auprès de son personnel, » Et de conclure: «En 1982, Promogros Icta financer 27 000 mètres carrès pour un montant de 121 millions de francs. Elle aura ainsi un parc total de 205 000 mètres carrès en franchise, réalisant un chiffre d'affaires de 4,42 milliards de francs o.

Un tel effort, une telle certitude dans l'efficacité de la formule montrent bien que les franchiseurs y trouvent lenr compte. C'est ce qui explique le battage publicitaire dont le Salon a fait l'objet. La circonspection s'impose cependant, et la Fédération, à laquelle n'adhèrent pas tous les franchiseurs. a tout intérêt à se montrer rigoureuse dans le choix des slogans si elle ne veut pas affaiblir sa reputation. Il lul faut pouvoir garantir les contrats si

QUATRE TYPES DE FRANCHISE

La tranchise de production (qui a connu un grand succès en France) : le franchiseur est un producteur qui écoule ses produits par l'intermédiaire de franchisés identifiables par une enseigne commune (exemple : Rodier, plus de deux cents franchisés en Françe).

La tranchise de distribution : le franchiseur (assimilable à une centrale d'achats) se procure auprès de fournisseurs des produits qu'il revend à des franchisés, tout en leur transmettent un certain savoir-faire commercial (exemple : Pronugtia). La franchise de service :

le franchisè reproduit les prestations de services inventées et définies par le franchiseur (exemple : chaînes hôtelières. agences de voyages, location de voitures...). La franchise industrielle :

encore peu développée en France, elle associe de part et d'autre des industriels. Les franchisés produisent sous licence et bénéficient de la technologie. de la marque et de l'assistance technique du franchiseur. Parmi les cas les plus connus : Coca-Cola et Yopialt.

elle ne veut pas voir dégénérer la formule, qui peut permettre, en effet, une restructuration du petit commerce, mais peut aussi le banaliser en l'uniformisant. Le fait que les deux tiers des franchisés goient des nouveaux venus dans le monde du commerce montre bien l'influence qu'exercera le franchiseur, seul a disposer de l'expérience et des moyens de mise en œuvre.

La Fédération a établi un code de déontologie, mais comme toujours dans les associations professionnelles il ne s'impose qu'à ses adhérents. Néanmoins, ceux qui seraient tentés par la formule: « Sans capitaux devenez propriétaire exploitant d'un magasin's auraient tout avantage à consulter ce code. Les interdits qu'il contient indiquent qu'une certaine vigilance est de mise. Ce premier Salon international servira sans doute à prouver que les professionnels sont les premiers conscients de la nécessité qu'il y a à mettre de l'ordre dans leur boutique.

serrement

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The state of the s

To a street with the same of t

Control of the Contro

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE PARTY NAME AND POST OF

BOTH BEET BEET BEET The Party of the State of Stat THE RESIDENCE OF STREET, ST. S THE IS SHOULD BE AND ADDRESS OF THE PARTY OF

3 3 2 3 4 1 2 4 1 12 13

3.

Cabring and the same of the sa THE PARTY AND TH The same state of the same of - On the same same _and_and decisions are spice to the second THE PERSON WAS NOT THE WARMEN THE The state of the state of the The second seconds and second second second THE THE PERSON IN THE PERSON NAMED IN THE PARTY OF THE PARTY OF The state of the said of the said The same same same THE PARTY OF THE P

THE RESERVE THE RESERVE THE PARTY OF THE PAR AND THE PROPERTY OF THE PARTY AND 一点 我们 神经神经神经 计操作性 九八年後,持一十二年,李明明十二十二年, THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN TO STANDARD BOOK OF THE PARTY O 三日祖代 西北海南北海南北海南北海 The second of th THE RESIDENCE WHEN THE PARTY OF The same of the sa

THE SECTION ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE P THE LEWIS COURSE WHEN THE PARTY OF THE PARTY 化大学等的 海 海 海 The second of th

THE REAL PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN The second second second second THE PERSON NAMED IN THE PE THE RESIDENCE PROPERTY AND ASSESSMENT OF THE PARTY ASSESSMENT OF T · 上上文 · 李正文 · 李正文 · 李正文 15^元 上海、海水 10 美点 新水 40 年 1 年 1 the second of th

一个一种的一种。 一种种种种, The state of the s the state of the s - Louis and the second The said of the said of the said of the said and the promotion of the same

The second second second second Marie Marie Com Marie Sans THE RESIDENCE AND THE PARTY OF

a. descritz propriés.

at d'un magasin,

IA IVAN

And State of the s

SPECE .

海点... T & ... 2 3 4U 5 F-E ... A CHAPTER K ale ale **建建 通**事 / . #4 (1 - = P417 -強・サール :

建工、 -海, 千4. **≱** ≝ ஆ z. . . +. * - Z - - 1

1 15-

<u>.</u>

tantes implantations des firmes Bosch et Siemens. Le tiers de sa population active en dépend c'est moins qu'en Allemagne fédérale, mais plus qu'en France. Il est toutefois de plus en plus difficile d'y attirer des investissements nouveaux. La DATAR locale, qui s'y est essayée, en particulier pour tenter d'obtenir l'implantation de firmes japonaises, n'a pas réussi comme elle l'espérait. Si les avantages fiaccordés à ceux qui travaillent

tentement coviétiques, en se si-

lement les Allemands de l'Ouest eux-mêmes?

environ le tlers rapatriable. Technip construit de son côté une papeterie (830 millions de francs), SPIE-Batignolles participe à l'extension d'une usine d'engrais (425 millions de francs). Des sociétés françaises

Resserrement des relations économiques

entre la France et l'Indonésie

transferer leur technologie

par le biais de ces « joint-ven-

Queiques

grands contrats

caine, l'Indonésie cherche à di-

versifier ses partenaires. Actuel-

lement, le Japon est de très loin

son premier acheteur et son

premier fournisseur Il assure

Etats-Unis 15 %. Viennent en-

suite Singapour, avec 8% et

l'Allemagne fédérale (6,5 %). La

France avec 2 % du marché

indonésien, n'occupe qu'un mo-

deste treizième rang. La balance

commerciale entre les deux pays

a même été déficitaire en 1979-

1980, respectivement de 200 et de

360 millions de francs (sur un

yolume d'échanges de 24 mH-

liards de francs en 1980). Un

déséquilibre dû, pour partie, à

des achats de pétrole. Total. qui

exploite divers gisements, avant

dirigé le brut vers la France

en raison de difficultés d'écoule-

ment vers les Etats-Unis. D'autre

part, les exportations françaises

avaient sensiblement bakse. En

1981 la situation s'est rétablie,

Total orientant son brut vers

d'autres pays que la France, et

les ventes françaises augmen-

Au cours des trois dernières

années, quelques grands contrats

ont été signés entre Paris et

Diakarta, financés il est vrai

par le biais de protocoles spe-

claux, aux termes desquels Paris

a accordé des crédits annuels

d'environ 1,2 milliard de francs.

(Sainrapt et Brice, S.A.E. Rou-

tire Colas) qui construit, avec

l'assistance de l'Aéroport de

Paris et des entreprises locales.

le futur aéroport de Diakarta.

Un marché conclu en 1980, de

600 millions de dollars, dont

C'est un consortium français

tant.

des importations; les

Chasse gardée nippo-améri-

M. Mexandeau, ministra

des P.T.T., vient d'effectuer

une visite de trois jours en

Indonésie. Reçu par le pré-

sident Suharto, il a rencon-

tre plusieurs ministres du

gouvernement indonésieu.

Le développement de la co-

opération entre les deux

pays et la participation de

la France au développement

des télécommunications en

Indonésie ont été au centre

tournées ministérielles

remonte à avril 1980 - l'Indoné-

sie connaît autourd'hui un regain

d'intérêt de la part de Paris.

Avec ses cent cinquente millions

d'habitants — la cinquième popu-

lation mondiale. — sa position

stratégique en Asie, sa produc-

tion pétrolière (près de 100 mil-

lions de tonnes par an), ses

exportations d'étain, de bois, etc.,

l'Indonésie présente théorique-

ment, et depuis des années, un

potentiel de développement éco-

Les partenaires

privilégiés

pas, après le 10 mai, dans la liste

des partenaires privilégiés d'une

nouvelle politique vers le tiers-

monde. Sans doute parce que la

gauche française gardait le sou-

venir des massacres de 1965 et

était sensibilisée par les atteintes

aux droits de l'homme dans ce

pays. Bien vite pourtant, le réa-

lisme l'emportait, rares étant les

pays qui peuvent se targuer de

respecter scrupuleusement ces

Paris a donc manifeste esten-

siblement sa volonté de relancer

la coopération avec Djakarta et

de développer les échanges entre

les deux pays. Un souhait qui se

matérialise par la multiplication

des visites officielles. M. Mexan-

deau, succédent à une mission

parlementaire, et précédant

M. Chevenement, qui doit se

rendre en Indonésie du 4 au

14 avril, et M. Jobert, qui est

Cette volonte française coin-

cide, à vrai dire, avec celle des

dirigeants de Diakarta, de faire

de leur pays un des grands pôles

économiques de l'Asie du Sud-

Est. Une ambition qui se heurte

à de sérieux obstacles. Outre ses

multiples problèmes ethniques,

religieux et sociaux, l'Indonésie

doit mener de front plusieurs

L'amélioration

de la production

agricole

Il lui faut tout à la fois déve-

lopper ses infrastructures : offrir

chaque année des emplois aux

quelque deux millions de per-

sonnes qui arrivent sur le marché

du travail: former une main-

d'œuvre qualifiée, une classe

moyenne de petits cadres et de

techniciens: assurer le finance-

ment de son développement alors

même que ses revenus pétroliers

diminuent avec la baisse des prix

et l'accroissement de la consom-

mation intérieure. Pour ce faire,

le gouvernement compte certes

sur l'amélioration de la produc-

tion agricole. Ainsi, le pays a

atteint en 1981 une relative auto-

suffisance en riz. Mais il souhaite

également développer une indus-

trie capable d'exporter certains

produits finis ou semi-finis (chi-

mie, bois, textile, papier, etc.),

grâce aux apports en capitaux et

en technologie des pays indus-

M y a un peu plus d'un an,

le gonvernement a lancé une

politique de promotion des ex-

portations de produits non

pétroliers, qui revient à instituer

une sorte de compensation. Ainsi,

l'attribution de contrats à des

firmes étrangères pour la réali-

sation de projets finances par

l'Etat indonésien est désormais

liée à l'achat par le contractant

de produits locaux non pétro-

liers, pour un montant égal à

ceiui des metériaux dont l'exé-

cution du contrat nécessite l'im-

portation. Seules exceptions, en

principe. À cette règle : les

contrats bénéficiant de finance-

ments privés ou étrangers et

ceux comportant la création

Ainsi Djakarta espère « piè-

ger a les industriels étrangers

désireux d'obtenir des contrets.

Solt, ils — ou piutôt leurs gou-

vernements — offrent des finan-

cements privilégies; soit ils ac-

d'une « joint-venture ».

attendu d'ici l'été.

A vrai dire ce pays ne figurait

des entretiens.

ont obtenu l'ingénierle d'une usine de méthanoi d'une cimenterie; Dumez et SPIE-Batignolles, deux barrages ; Alsthom-Atlantique, la fourniture de turbines à gaz et de groupes Diesel. L'Indonésie a également acheté trois nouveaux Airbus pour 366 millions de francs, ce qui porte à douze exemplaires le total des commandes. En 1981, le amet de commandes de l'indu trie française a incontestable-

ment fait un bond et atteint 4.7 milliards de francs. Actuellement plusieurs contrats sont en cours de négociation dans les domaines de la sidérurgie, de la construction navale et de l'électricité (barrages, centrales thermiques, réseaux de distribution électrique). Enfin, la France nourrit de grands espoirs dans le secteur des télécommunications. Non pas tant pour le montant des marchés en cours de discussion, mais surtout pour l'impact qu'aurait une pénétration de l'industrie francaise du téléphone dans cette partie du monde et pour le modèle de coopération technolo-

raient établir à cette occasion.

gique que les deux pays pour-

Trois projets De 1971 à 1980, les entreprises françaises (Thomson, SAT, CFT-Alcatel T.R.T.) ont déjà vendu pour 800 millions de francs de matériels de télécommunication (équipement radio, radar, centraux de transit. etc.). Lors de sa visite, M. Mexandeau et ses interlocuteurs indonésiens ont évoqué trois grands pro-

jets. Le premier concerne une

liaison hertzienne et le second

l'installation de deux câbles sous-marins pour relier les lles indonésiennes (400 millions de francs). Les Câbles de Lyon (C.G.E.) sont sur ce marché en concurrence avec Nippon Electric et S.T.C. (Grande-Bretagne)

Le troisième projet, le plus important, a trait à la mise en place d'une industrie locale de commutation téléphonique. L'Indonésie est sous-équipée en téléphone, les dernières statistiques faisaient état de sept cent mille lignes installées. On compte quatre téléphones pour mille habitants dans le pays, et 36 % senlement dans la canitale. Or avec la dispersion de l'archipel indonésien un vaste réseau de télécommunication est plus que iamais nécessaire pour le développement .. de . l'économie. Un plan quinquennal d'équipement (Repelita IV) pour la période 1984–1989 Hent d'être lancé. Réaliste, il prevoit l'installation de cent mille lignes téléphoniques

Les conditions financières

Plusieurs firmes étrangères se partagealent jusqu'à présent le marché: Siemens, Ericsson, Philips, et la filiale belge d'I.T.T. Pour mener à bien Repelita IV, les autorités de Djakarta ont lancé un appel d'offres. Ils souhaitent que les propositions portent sur des technologies de commutation electronique (temporelle) et prévoient d'aider au développement d'une industrie indonésienne (transfert de technologies, formation de personnels), l'objectif étant qu'au bout de cinq ans l'usine locale soit capable de produire cent mille lignes par an. Le montant de ce contrat est estimé à 600 mil-

lions de francs environ. CIT-Akatel qui propose son nouveau central « E 10 B », est en . compétition evec NEC, Ericseon. Siemens et LT.T. Les Japonais font porter leur effort sur les conditions financières. Fort habilement. Ils indiqueraient dans leur réponse qu'ils présenteront sur ce chapitre des offres au moins égales aux propositions de financement les plus favorables de leurs concurrents. En fait, ils auraient offert des crédits sur trente ans au taux de 3 %! CIT-Alcatel, our bénéficie dans cette affaire du soutien actif des P.T.T., mise quant à elle plus sur son image de marque dans la un programme de formation par

la France du personnel indoné-On reproche souvent, à Djakarta comme ailleurs, aux entreprises françaises de ne pas faire suffisamment d'efforts en matière de crédits et de taux d'intérêt. Mais l'octrol de prêts s'apparentant à des dons peut-il aider les pays du tiers-monde se sortir de l'assistanat? L'investissement étranger dans quelques secteurs de l'activité économique aide-t-il réellement ces pays à prendre en main leurs destinées? La véritable coopération entre le Nord et le Sud ne passe-t-elle pas d'abord

et surtout, par un gigantesque effort de formation des hom-

ENTRE VENTS ET MARÉES

TIKITA KHROUCHTCHEV a dit un jour : « La ville de Berlin tombera toute seule, comme un fruit mûr » prendre en 1981 la suppression L'ancienne capitale allemande résiste Placée sous des convernements militaires, ses armes sont civiles : économiques et morales. Ne s'usent-elles pas ? Pour qui revient après phusieurs années passer encore une fois « Chek Point Charlie » entre deux pans de l'affreux e mur », la

vérité saute aux yeux : les apparences des choses se sont inversées, Berlin-Ouest ne comporte pas moins de huit mille logements abandonnés, qui contribuent à donner à certains quartiers de la ville des allures fantomatiques. Des plens trop bâtifs de modernisation inutile en sont la cause: les habitants ont été invités trop tôt à quitter les lieux, qui se sont ensuite trouvés envahis par d'autres. Le spectacle des émeutes accompagnant les tentatives d'évacuation forcée des occupants illicites de ces lleux (occupants qui réussissent d'ailleurs à faire fonctionner l'eau, le gaz, l'électricité et même le téléphone sur place...), incite très probablement les téléspectateurs de l'Est auxquels il est retransmis à une certainé perplexité: En établissant habilement la liaison avec les institutions religieuses et les organisations syndicales de l'Al-<u>lemagne fédérale qui sont partiel-</u> lement propriétaires des immeubles le nouveau maire de la ville tente aujourd'hui, pour mettre un

l'acceptation par ceux qui en bénéficient d'obligations mini-Le temps de l'assainissement est venu. Mais sera-t-il possible? La ville réussira-t-elle à reprendre un contrôle ordonné des programmes immobiliers qu'elle envisage? Son parc de logements est en manvais état et le financement de sa modernisation fait appel pour près de 30 % à la République fédérale, Celle-ci consacre environ 1,3 % de son oduit national brut a aider Berlin-dont elle a financé 54 % du budget en 1981. Ce budget augmente régulièrement chaque année. Les troupes alliées, sur place, sont aussi financées intégralement par la R.F.A. Le coût du maintien de l'activité écono-

mique de la ville est très élevé.

ceptent d'investir sur place et 76 % de la population active est

terme au problème d'autoriser

les occupations sous réserve de

employée dans un secteur tertiaire pléthorique. L'administration municipale a du entrede deux mille postes de fonctionnaires, soit environ un par service, pour faire face aux difficultes budgétaires qui se présentaient. A force d'investissements de toutes sortes, en installations en personnel et en promotions commerciales, Berlin a réussi a devenir la sixième ville de congrès du monde. On y compte

cinq cent cinquante instituta de recherche. Les investissements

nouveaux. Berlin reste encore maleré tout la plus grande agglomération andustrielle entre la Ruhr et Moscon. Avant la guerre, capitale de l'électro-technique, elle conserve dans sa partie ouest les impornanciers directs et indirects sur place pouvaient leur apparaitre suffisants, les entreprises nippones n'ont pas voulu courir le risque de déclencher inutilement des réactions de mécon-

tuant là. D'autres font comme Comment rééquilibrer véritablement un tel univers? Les impôts sur les bénéfices, sur place, sont de 20 % inférieurs à ce qu'ils sont en Allemagne fédérale : les primes de salaire sont l de 8 % pour toute personne qui accepte de travailler dans le service public à Berlin. Aux subrentions directes s'ajoutent quelque 18 milliards de deutschemarks d'indispensables encouragements indirects finances. par la R.F.A. Comment éviter que ne se développe, chez les Berlinois, une « mentalité de subventionnés », comme le leur

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Le Monde Service des Abonnements

5, rne des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 89 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 273 F . 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE -483 P 862 F 1241 F 1626 F ETRANGER (par messageries) BELGIQUE-LUXEMBOURG 522 F 731 F II. -- SUISSE. TUNISTE 667 F 949 F . 1 238 F

> Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par cheque postal (trois volets) voudront bien joindre ce cheque à Changements d'adresse défi-

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur demands une semaine au moins

Joindre la dernière bande

ou-provisoires (deux

d'envoi à toute correspondance. · Venillez aveir l'obligance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimeric.

avant leur départ.

Comment les pays capitalistes se sont condamnés à des taux d'intérêt élevés

(Suite de la page 7.) Cependant, ils font une distinction qu'ils estiment capitale et d'où ils tirent des conclusions partiellement confirmées par les faits. Pour eux, l'incidence d'un déficit budgétaire sera très différente selon la méthode d'intervention des autorités monétaires pour maîtriser la masse monétaire. Certains pays pratiquent le système qu'ils appellent de type I, en vertu duquel les autorités monétaires ques commerciales. Un tel syscrédit. Il est pratiqué, selon des modalités du reste fort différentes aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale et au Canada, Dans ces pays, la marge de manœuvre des autorités apparaît relativement importante. Au cas d'une forte augmentation du déficit budgétaire, les autorités monétaires peuvent riposter par un resserrement de la liquidité ban-

caire qui aura pour effet d'amener les banques à prêter moins au secteur privé. Il n'en est pas de même dans les pays qui pratiquent le système II, parmi lesquels se range la France. Dans ces pays, les autorités monétaires cherchent à influer sur la demande de credit, notamment en faisant varier les taux d'intérêt et en complétant souvent le dispositif par un rationnement quantitatif du crédit, comme on le pratique en France, sous le nom d'encadrement. Dans ces pays, les banques commerciales sont très lourdement endettées vis-à-vis de la Banque centrale. Il en résulte que cette dernière est amenée quasi automatiquement à satisfaire les besoins de refinancement des banques. Aussi une augmentation du déficit budgétaire ne s'accompagnera pas nécessairement d'une réduction des crédits au secteur privé. C'est précisément pour pallier cet inconvénient qu'on a recours au système de limitation quantitatif du crédit avec tous les inconvénients qu'il peut comporter (notamment sclérose de la concurrence entre les banques) Ainsi. l'encadrement du crédit apparaît-il comme le palliatif destiné à corriger, dans une certaine mesure, la tendance à satisfaire toutes les demandes de

crédits inhérentes au système

Le régime commutation électronique, et sur du faux de change Le rapport note que les contrôles sont devenus plus difficiles depuis l'abandon des taux de change fixes au profit des taux de change flottants. Lorsque était encore en vigueur le système monétaire de Bretton-Woods, une certaine régulation automatique se produisait. Onand on était en présence d'une expansion excessive du crédit ançaire, les conséquences qui en résultaient sur la masse monétaire pouvaient être au moins en partie compensées par des fuites de capitaux vers l'étranger. Au contraire, en cas de pénurle de iquidité à l'intérieur, les emprints que le secteur privé ponyait effectuer à l'étranger avalent pour conséquence d'augmenter la masse monétaire. Avec le système des taux de change flottants, les emprunts à l'extérieur ont pour effet de faire monter le cours du change, ce

> qui peut avoir des conséquences nuisibles sur la compétitivité des entreprises.

Si à court terme l'apparition

d'un fort déficit budgétaire peut ne pas avoir de conséquences dommageables, il n'en est pas de même à moyen terme. Ou bien les autorités monétaires réagissent en refusant d'augmenter la masse monétaire en même temps que s'accroît le déficit, et dans ce cas les dépenses privées risquent fort d'être affectées par la hausse des taux d'intérêt qui s'ensulvra. Ou bien le déficit est accompagné d'une expansion monétaire et on risque alors directement on indirectement

inflation. Dans son jargon mimitable l'O.C.D.E. écrit : « Le maintien de déficits budgétaires imporiants pendant plusieurs années présente l'avantage d'éviter les couts des ajustements qui auraient été nécessaires pour réduire ces déficits ». Cette phraséologie vise en réalité à désigner les mesures que les autorités monétaires seront presque inévitablement amenées é prendre pour lutter contre la croissance du déficit. Quatre mesures principales sont nommément désignées : 1°) une compression des dépenses publiques courantes, a auquel cas le cout de la réduction du déficit budgétaire se ferait sentir sur le plan de la consommation collective >; 2°) une augmentation des impôts sur les ménages, qui aura a probablement des effets déjavorables sur la consommation des particuliers »; 3°) un relèvement des impôts sur les entreprises, dont l'effet le plus probable sera de réduire l'incitation à investir ; 4°) enfin, une

diminution des dépenses d'équipement du secteur public. Mais la persistance des déficits budgétaires entraîne encore un autre inconvénient qui est d'augmenter la charge fiscale nécessaire pour assurer le service d'une dette publique qui ne cesse d'augmenter, au moins en termes nominaux. Le membre de phrase a en termes nomineux » laisse entendre qu'un pays qui tolère, plusieurs années durant, d'importants déficits budgétaires est immanquablement amené à compter sur l'inflation pour alléger la charge croissante des

emprunts contractés pour les

financer. Ce n'est pas impunément qu'un pays finance le déficit budgétaire per émissions d'obligations, comme cela est pratiqué en France depuis plusieurs années, Les appels du secteur public au marche du crédit exercent une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Cette pression est, d'après les experts, suffisamment forte pour produire un transfert de fonds en provenance du secteur prive egal aux besoins de financement supplémentaire du Trésor. Sur le plan économique. cela signifie que le financement des dépenses publiques exige une réduction à due concurrence des dépenses privées, à moins bien sûr que d'autres sources de financement ne se révêlent disponībles. Mais la hausse des taux d'intérêt aura sans donte pour effet d'attirer des capitaux en provenance de l'étranger. Ces entrées pourront provoquer une

hausse du taux de change avec les consequences déjà signalées plus haut. Pour toutes ces raisons les auteurs du rapport, tout en restent très discrets sur leurs préférences, semblent conseiller une grande prudence aux gouvernements tentés de laisser croître

le volume des dépenses publiques sans augmenter dans la même proportion les recettes perma-

PAUL FABRA.



nentes.



vous et nous

Adressez yos dons à votre Comité Départemental Det pur Burnets National: 1, Av. Stepben-Pichon 75013 Paris.

地:(1)584 14-30

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

A la petite semaine

A force de vivre dans l'incertitude, le marché international des capitaux finit par s'y habituer. Face à des taux d'intèrêt à court terme dont l'évolution paraît imprévisible, les eurobanquiers se contentent pour l'instant de vivre à la petite semaine. M. Jeffrey R. Leeds, l'un des vice-présidents de la Chemical Bank, reflétait ces jours-ci à New-York cette attitude en soulignant que le marché obligataire est raisonnablement optimiste et que, malgré la possibilité de voir la masse monétaire américaine s'enfler le mois proaméricaine s'enfler le chain sous l'effet de facteurs saisonniers, les perspectives étaient favorables pour les quinze jours à venir. La volonte délibérée d'adopter une vision à court terme a eu pour effet d'encourager le lance-

d'euro-émissions de tous types, c'est-à-dire aussi bien à taux fixes qu'à taux variables. emprunts de la première catégorie ont vu le jour cette semaine, malgre la crainte de voir les taux d'intérêt à court terme se tendre à nouveau : le marché a dans l'ensemble bien absorbé ce qui, après tout, ne représente que 550 millions de dol-

Parmi ces cinq transactions, celle qui a été le mieux accueillie est l'émission de 45 millions de dollars offerte par la Pacific Gas and Electric Company, société de services américaine, dont la dette est classée « AA » aux Etats-Unis. D'une durée de sept ans, l'emprunt a été proposé au pair avec un coupon annuel de 15,50 %. Il a été de suite très bien recu au vu de l'excellente qualité d'un emprunteur qui est également un familier de l'euro marché. Sur le marché secondaire, les euro-obligations de Pacific and Electric Compagny se sont immediatement traitées avec une prime, elles se tenaient vendredi soir à 100,75/101,25.

Amax Incorporated, pulssante société américaine dans l'extraction et le traitement des minéraux, a été un peu moins heureuse avec une euro-émission de 75 millions de dollars sur dix ans. Proposée au pair avec un coupon annuel de 16,25 %, elle s'est traitée sur le « marché gris » avec une décote de 1.50/1 en fin de semaine. Il faut dire que la classification de la dette d'Amax a été récemment abaissée par l'une des grandes agences spécialisées américaines. Reçu avec encore plus de ré-

l'euro-emprunt de 150 millions de dollars et d'une durée de dix ans du mexicain Banco Nacional de Obras (Banobras). En dépit de conditions très attrayantes pour les inpon annuel de 17,25 % et un prix au pair, c'est là le rapport le plus élevé qu'on puisse actuellement trouver sur le marché primaire, les obligations Banobras ont été délaissées. Vendredi, le « marché

gris » n'affichait aucun cours, ne consentant que sur demande expresse à reconnaître une décote d'environ 2,25. Le Mexique est maintenant tellement surendetté qu'il a ravi au Brésil la première place en devenant le pays du monde qui a la plus forte dette extérieure. Cette dernière, blen que la dette privée ne soit pas publiée officiellement, totalise l'équivalent d'au moins 65 milliards de dollars.

Cet endettement, loin de se stabiliser, continue à s'accroître très rapidement par suite de la balsse de la consommation et des prix du pétrole, qui entraîne une forte diminution des revenus du Mexique, alors que ses dépenses pour financer des projets divers no font qu'augmenter. A la recherche perpetuelle d'eurocapitaux nouveaux, les Mexicains, malgré toute la sympathie qu'ils suscitent, ont fini par lasser la clientèle des investisseurs internationaux Seul leur reste ouvert le marché des eurocrédits ban-

caires. Ils feraient bien de s'y

cantonner. La situation sur le front des taux d'intérêt à court terme demeurant néanmoins le principal sujet de préoccupation, aussi bien des prèteurs que des emprunteurs, certains parmi ces derniers ont préfére lever des fonds à partir d'euro-émissions à taux variables, La plus spectaculaire d'entre elles est celle de 250 millions de dollars proposée par la Fédération de Malaisie. Sa durée est de dix ans. Elle sera émise au pair et elle portera un intérêt semestriel qui sera l'ajout d'une marge de 0,25 % au taux d'intérêt bancaire offert à Londres sur les dépôts en

euro dollars à dix mois (Libor). Cela par contre n'a pas été le cas pour Isveimer, la banque pour le développement économique développement économique d'Italie méridionale, qui recherchait 75 millions de dollars sur sept ans, à partir d'une marge de 0,25 % venant s'ajouter au taux du Libor. En outre, le débiteur italien s'est engagé à payer un intérêt qui ne sera jamais inférieur à 11 % par an au cas. pour le moment bien improbable, où le taux du Libor s'effondrerait au-dessous de ce niveau Cet appat a été insuffisant pour retenir l'attention de la communauté des investisseurs internationaux qu'il s'agisse des banques ou d'institutionnels. Les uns et les autres ont des porteseuilles qui regorgent de papier italien et la décote de trois points qu'en fin de semaine le « marché gris » infligeait à l'opération Isveimer reflète bien le peu d'intérêt qui

En revenche, le Crédit lyonnais a brillamment terminé son euro-émission de 250 millions de que la semaine précèdente. Du début à la fin de la souscription publique, les « notes » à taux variables du Crédit lyonnais ont suscité une très vive demande. Elles se traitaient vendredi sur le

lui a été porté.

modeste décote de 0,45/0,35, par

Il y a un secteur de l'euro-marché qui, pour l'instant, est bien orienté. C'est celui libellé en deutschemark. La baisse outre-Rhin du Lombard, enfin inter-venue cette semaine après une longue attente, a été bénéfique, et les euro-emprunts nouvelle-ment lancés ont été bien accueil-lis. Tel a été le cas des 150 millions de deutschemark que pro-République de Finlande. Les annuel de 9,75 % ont attiré une bonne demande, alors que généralement la Finlande ne soulève guère d'enthousiasme sur le marché des euro-obligations. La décote de 1 point, qui est modeste par rapport à la commission de vente de 1,50 % réservée aux

banques placant le papier parmi leur clientèle, reflétait vendredi la réaction positive du marché. Le même jour la Banque mon-diale se décidait à lever 100 millions de deutschemark, dans le cadre d'un placement privé d'une durée de sept ans. Offerte à 99,50, avec un coupon annuel de 9,50 %, l'opération de ce prestigieux débi-teur a de suite été très recherchée. S'agissant d'un placement privé, elle ne faisait l'objet d'au-

cune cotation sur le « marché

Les emprunieurs français du secteur public redoutent-ils, eux aussi, une dévaluation du franc dans un avenir plus ou moins éloi-gné? Avec la chute de la devise française sur les marchés des changes, les débiteurs de l'Hexagone auraient, à supposer que le franc se redresse, la partie belle pour lever des capitaux en dollars. Une telle amélioration de la situation ne doit pas leur paraître probable puisque aucune euro-émission en dollar pour pour le compte d'un emprenteur français n'a vu le jour, en dépit des conditions de marché plutôt favorables. La Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.) s'est manifestée à l'étranger, mais c'est sur le marché intérieur japonais, celui que l'on surnomme familièrement le marché des «samourais». Sous la garantie de la République française, la C.N.T. a demandé 20 milliards de yens, sous forme d'euro-obligations à dix ans, prévoyant pour les porteurs un rapport annuel très légérement supérieur à 8,30 %, à partir d'un prix de 99,95 et d'un coupon de 8,20 %. C'est la première émission de la C.N.T. au pays de l'empire du Soleil Levant où les taux d'intérêt restent, avec la Suisse, parmi les plus bas du monde. C'est certainement pour cette raison que la Caisse nationale de l'énergie a annonce vendredi soir

CHRISTOPHER HUGHES.

qu'elle entendait lever 100 miiions de francs suisses à dix ans.

Les devises et l'or

Attaque sur le franc, grande faiblesse du franc belge et de la lire

français vigourensement attaque, le franç belge et la lire italienne très déprimés, le florin et le mark au plus haut niveau historique à Paris, s'inscrivant en vive hausse au sein d'un système monétaire européen fortement distendu, le tout dans des rumeurs de dévaluation et d'ajustements pendant le week-end. Face à tout cela, le dollar est resté ferme, notamment vis-à-vis du yen japonais, se raffermissant toutefois très modérément vis-à-vis du mark malgré la baisse des taux d'intéret allemands. Quant à l'or, son cours s'est enfonce doucement jusqu'à 315 dollars l'once.

L'événement de la semaine a donc été l'attaque générale sur le franc français, qui s'est déclen-chée en milieu de semaine après une accélération des glissements de notre monnaie au lendemain du premier tour des élections

rapide, à Paris, du cours-pivot du mark à 2,5621 F, acquis des la veille du week-end précédent, les milieux financiers internationaux prenaient peur et la Banque de France dut intensifier le rythme de ses interventions, qui passèrent de la fourchette 150 - 200 millions de dollars par jour à plus de 500 mil-lions mercredi et jeudi. Devant cette attaque, elle se résignait, en outre, à relever massivement les taux d'intérêt à Paris, et obtenait le concours des banques centrales européennes sous forme d'une réduction de leur taux nualent progressivement, la ferd'escompte spoir en rubrique

La speculation internationale

Très logiquement, le cours du dollar, qui ne progressait que faiblement à Francfort malgre la baisse de 0,5% du taux du Lombard spécial, s'envolait Paris. battant au passage record de 6,18 F établi le 12 août 1981 et s'élevant jusqu'à 6,24 F vendredi matin, avant de retomber a 6.20 F environ à la veille du week-end. Parallélement, les taux de l'eurofranc, à l'extérieur de nos frontières, se tendalent fortement : jusqu'à 30 % au jour le jour. 26 % à 28 % sur un mois et 23 % à 25 % sur deux mois : un tel phénomène indiquait à la fois que les détenteurs étrangers de francs s'inquiétaient et qu'une spéculation à la baisse se développait : pour vendre des francs dans l'espoir de les rache-ter plus bas, il faut s'en procurer auparavant, et donc les emprunter.

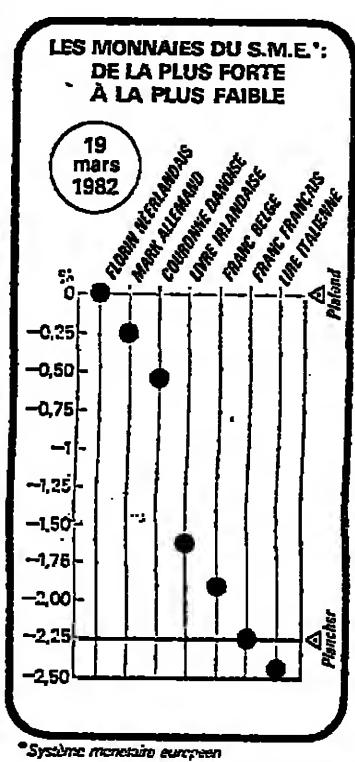
Aprés avoir atteint un maximum jeudi et vendredi matln, les pressions sur le franc s'attémete du gouvernement français

A Marché monétaire et obligaattaqué, taire n). Cela n'empéchait pas le tion du franc n'était pas pour figurent et le mark d'inscrire des le week-end décourageant la cours historiques à Paris, plus spéculation internationale. Ventu historiques à Paris, plus spéculation internationale. Ventu historiques à Paris, plus spéculation internationale. Ventu monnaie néerlandaise atteignant france n'intervenait plus beautiem moau franc vendredi matin, de même pour la couronne danoise. Tumeurs même pour la couronne danoise. Tameurs tandis que la devise allemande d'intervention. Le blian a, toutese à tout s'en approchait de fort près à ne manquera pas de laisser des ferme, 2,6175 F. pour un cours-plafond traces, quoi qu'il advienne. fois, été lourd, et cet « accident » ne manquera pas de laisser des traces, quoi qu'il advienne.

En Europe, les autres monnales faibles du S.M.E., le franc belge et la lire Italienne, ont été elles dre degré. Le cours du dollar à Milan a battu à nouveau son record, et la Banque nationale de Belgique a dû défendre sa monnale, le gouvernement belge éprouvant le besoin de démentir toute nouvelle dévaluation. Alileurs, la livre sterling est restée assez ferme, s'élevant à 11,20 F à Paris, le franc suisse a cédé un peu de terrain, battant, tout de même, son record sur notre place à près de 3,23 F, tandis que le yen continuait à s'affaiblir en raison de la baisse de régime de l'économie japonaise.

Sur le marché de l'or, toujours déprime, le cours de l'once, tombé lundi à 312 dollars, rebondissait à 324 dollars sur des rumeurs de tension au Proche-Orient, puis revenuit à 315 dollars environ, victime de la fermeté du dollar. du taux d'intérêt et des dissicultés des exportateurs de pétrole.

FRANÇOIS RENARD.



(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 19 MARS

PLACE	Livre	\$ EU.	Franc français	Franc Suisse	D. mark	Franc balge	Floric	Lire italienni
	1,3020	_	16,0901	52,7426	41.9551	2,2321	35,1533	0,07662
New - York	1,7990		16.6400	53,2481	42,0964	2.2779	38,4393	0,0777
21-11	11,1994	6,2158		327,79	260.75	13,8727	237,06	4,762
Paris ,	10,9694	6,0975	_	324,68	256,68	13,3895	234,38	4,743
	3,4165	1,8980	30,5073	_	79,5468	4,2321	72,3388	1,452
Zerich	3,3785	1,8780	30,7995	_	79,0576	4,2779	72,1891	1,460
	4.2950	2,3835	38,3509	123.71	-	5,3203	90,9385	1,3264
Franciert .	4,2735	2.3755	38,9585	126,49		5,4111	91,3127	1,8479
	80,7296	44,8000	7.2081	23,6286	18,7958		17,0927	3,4329
Bracelies.	78,9761	43,9000	7.1996	23,3759	18,4803		16,8748	3,4150
	4,7230	2,6210	42,1834	138,23	109,96	5,8504		2,0084
laisterdam .	4,6800	2,6015	42,6650	138.52	109,51	5,9259		2,0237
	2 351,61	1 385,00	209,97	688,29	547,51	29,1294	497,90	_
Milag	2 312,61	1 285,50	210.82	684,50	541,14	29,2824	494,13	
	438,96	243,60	39,195	128,48	102,20	5,4375	92,9416	0,1866
okyo	431,40	239,80	39,3275	127,68	100,94	5,4621	92,1775	0,1865

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredl 19 mars, 2,5513 F contre

Les matières premières

Baisse des métaux et des denrées

L'incertitude est la note dominante : apparition de fluctuations monétaires plus désordonnées, remous persistants sur les métaux précieux, tentative de détente da loyer de l'argent battue en breche dans certains pays.

Dans le secteur des métaux, particulièrement affecté par la crise, les réductions de production se multiplient. Mais ces pratiques malthusiennes permettront-elles de maintenir un prix minimum et de « tenir » en attendant des jours meilleurs encore lointains? METAUX. — Le marché du

cuivre a été revigore par les décisions prises par plusieurs produc-teurs de réduire leur offre de metal. Aux Etats-Unis, par exem-ple, les amputations de production vont de 20 à 35 % dans de nombreuses unités. Une société a même décide de fermer une mine au Canada. Est-ce suffisant pour stabiliser les prix à 76 cents la

Les sautes d'humeur de l'or se sont répercutées sur l'argent et le platine revenus à leurs niveaux les plus bas respectivement depuis mi-1979 et 1978 à Londres.

Dans l'attente des décisions qui seront prises par le Conseil international de l'étain réuni à Londres, les cours de ce métal ont finalement peu varie sur les différents marchés. Les exportations de pays membres de l'accord seront-elles contingentées? On parle d'une réduction de 10 %. Les opérateurs estiment que les réserves financières du directeur du stock régulateur, bien que renforcees, auraient deja subi une sérieuse ponction, afin d'empêcher les prix de trop rétrograder.

Repli des cours du plomb à Londres. Malgré une diminution de l'offre mondiale, les stocks s'accroissent tant au stable de la production que chez les utilisaicurs.

zinc a été plus sensiole car les stocks mondiaux sont supérieurs

En attendant la reprise prévue pour 1983, sous forme d'une augmentation de 13 % de la demande mondiale, pronostiquée par le président d'un important groupe américain, les cours de l'aluminium à Londres se maintiennent près de leurs bas niveaux.

sensible sur tous les marchés. Les torréfacteurs restent sur l'expectative, aussi les stocks s'accroissent-ils dans plusieurs pays, mais surtout aux États-Unis. Pour la saison 1981-1982, le surplus mondial exportable est évalué par le département américain de l'agriculture à 75,9 millions de

de 10 % à ceux d'il y a un an. sacs, en augmentation de 16,6 % par rapport à la saison précédente. Le quota du Brésil passe de 13,5 millions de sacs à 24,5 mil-Après avoir touché ses cours les plus bas depuis trente mois, le

redressement à Londres. Les négociants tablent sur une reprise des DENREES. — Les cours du café ont « décroché » de façon

achais soviétiques, car la récolte australienne atteint le niveau record de 3,45 millions de tonnes. La baisse s'est accentuée sur les cours du cacao. L'organisation internationale réunie à Londres accordera-t-elle au directeur du stock regulateur des moyens suffisants pour intervenir sur le

Cours du 19 mars

METAUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirehars), comptant, 844 (841); à trois mois, 871 (868); étain comptant, 7190 (7 140); à trois mois, 7 400 (7 240); plomb, 340,50 (351); zinc, 442 (456); aluminium, 578, (579,50); nickel, 3 110 (3 245); argent (en pence. par once troy), 391 (392,50). - New-York (en cents par -vrs) : cuivre (premier terme), 68,20 (67,10); argent (en dollars par once), 7,02 (7.03); platine (en dollars par once), 316,50 (316); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 76,50 (81,63); mercure (par bouteille de 76 lbs). 390-405 (385-395). — Penang : étain (en ringgit

TEXTILES. - New-York (en cents par livre), coton ; mal 65,31 (64.84); juil, 67,30 (68,55). — Londres (en nouvenux pence par kilo' ; laine (peignée à sec), mal, 410 (413): jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchange (263). — Roubaix (en france par kilo), jaine, 43,20

Le stéchissement des cours du CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) ; R.S.S. (comptant), 50,60-50,90 (49,5051). - Penang (en cents des Dé-

troits par klio), 204,50-205,50 (208-

sucre a amorcé une tentative de

DENREES. — New-York (en cents par lb; sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao, mai, 1 778 (1 932); juil: 1 818 (1 960); sucre. mai. 11,36 (11,15); juil. 11.68 (11,39); café, mai, 129,75 (142,90); jull, 122,70 (134). Londres (an livres par tonne) sucre, mai, 157,25 (154,25); août, 162,40 (158,25); café, mai, 1 235 (1 337); jull., 1 174 (1 280); cacao, mal, 1053 (1156); juli, 1085 (1172). - Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1189 (1 253); juil., 1 210 (1 285); café. mai, 1445 (1480); juli, (1410); sucre (en francs par tonne), mai, 1875 (1775); juil., 1892 (1797); tourteaux de sola. --Chicago (en dollars par tonne), mai, 183,40; juil., 186,50, --Londres (en livres par tonne), mai, 134,10; juil., 130,50.

par boisseau) : blé, mai. 358 1/2 à 14%, et ils peuvent « tenir » sans inflation... si un compromis (349 1/4); juil., 368 3/4 (362 1/2); le temps suffisant pour obtenir mais, mai, 270 3/4 (268); juil.,] un retour au calme. Si retour il 280 1/4 (276 1/2). Indices : Moody's, 991,80 (984,90); Reuter, 1583,70 (1590,70).

Le marché monétaire et obligataire

17 % à Paris, 9,50 % à Francfort

Contrairement à l'habitude. c'est vers l'Europe que les milieux financiers internationaux on t porté leur attention cette semaine, la situation sur le fait des taux d'intéret américains n'ayant guère changé. La faiblesse du franc et les

attaques brutales dont il a fini par être l'objet ont contraint la Banque de France à manier l'arme des taux, pour la première fois depuis l'automne. Des mardi, elle portait son taux d'intervention au jour le jour de 141/4 % à 141/2 %, puis à 15 % mercredi et, d'un coup, à 17 % jeudi, pour ne pas le modifier à la veille du week-end.

Jeudi, les banques centrales

européennes venaient à la res-

cousse et entreprenaient de soulager la Banque de France en réduisant leur taux d'escompte : à 8 % contre 8,5 % pour les Pays-Bas, à 51/2 %, contre 6 % pour la Suisse. Quant à l'Allemagne fédérale, notre principal partenaire commercial, elle abaissalt, enfin, son taux Lombard spécial, ramené de 10 % à 9,50 %. Ainsi, s'accentue le clivage entre la politique américaine de taux élevés, et celle de l'Europe, qui donne la priorité à la relance des économies par l'abaissement du loyer de l'argent. Reste le problème de la France, où le processus de détente prudent des taux se trouve brutalement interrompu. Pour l'instant, aucun relèvement du cout du crédit n'est envisagé, pas plus sur le marché du long terme, « déconnecté » à hauteur de 45 % des en-cours, que sur celui du court terme, où le taux de base des yeux des pouvoirs publics, les établissements ont bénéficié, ces d'une partie du coût de leurs ressources, avec un taux de mar-CEREALES. — Chicago (en cents ché monétaire ramene de 15 %

cent, enfin, leur marché vers des taux moins élevés. Pour l'instant, ils n'en prennent guère le chemin : la Réserve

fédérale (le Fed a laissé le loyer de l'argent au jour le jour s'élever jusqu'à 15 %, et les deux grandes banques, la Chase Man-hattan et la Morgan, qui avalent ramené, la semaine dernière, leur taux de base de 16,50 % à 16 %, l'ont releve à 16.50 %. Quant à la masse monétaire,

dont les cabrioles défraient la chronique chaque lundi et agitent les marches financiers, après avoir augmenté de 3.4 milliards de dollars il y a quinze jours, progres-sion prévue et sans grosse répercussion sur le niveau des taux, elle a diminué de 400 millions de dollars la semaine dernière. En avril, toutefois, un vif gonflement est prevu en raison de facteurs saisonniers : versements trimestriels des retraites, prestations de la Sécurité sociale, etc.

Pour les prochains mois, M. Mitterrand, de retour des Etats-Unis après son entrevue avec le président Reagan, pense que les taux baisseront en juin prochain. Mais, dans la petite guerre sur le réduction du déficit budgetaire que se livrent la Maison Blanche et le Fed, ce dernier recoit un appui grandissant des milieux financiers. Cette semaine, c'est M. Henry Kaufman, célèbre « gourou » de Wail Street, qui devant la commission du bud-get de la Chambre des représentants, s'est montré fort pessimiste, prédisant un déficit dollars en 1983 et en conséquence, banques devrait. dans l'immé- des taux d'intéret-records susdist, rester sixé à 14%: aux ceptibles de « casser » toute reprise économique. Le remède : diminuer les dépenses militaires derniers mois, d'un abaissement et ajourner les réductions d'impôts. M. Volcker, président du Fed, lui, se déclare optimiste, annonçant dix ans de prospérité est réalisé sur ce fameux déficit budgetaire entre le Congrès et le y a... Dans le cas contraire, un président. Comme ce dernier ne moins que les États-Unis n'amor- sur les dépenses militaires et les mise.

réductions d'impôts, on risque d'arriver à une impasse. Le relèvement brutal du loyer de l'argent au jour le jour sur la place de Paris a provoqué un certain flottement sur le marché obligataire, où l'on s'interroge sur la durée et l'ampieur d'un tei phénomène, susceptible de remettre en cause les orientations antérieures. Dans l'immédiat, les rendements sur le marché secondaire, au lieu de poursuivre lentement leur glissement, ont progresse, passant de 15,97 % à 16.14 %, après une pointe à 16,22 % jeudi 18 mars pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de.15,79 % à 16,10 % pour ceux à moins de sept ans, de 16,40 % à 16,48 % (et même 16.51 %) pour les emprunts du secteur public et de 17.43 % à 17,50 % pour ceux du secteur privé. Les titres les plus touchés ont été naturellement, cenx à taux fixe, avec toutefois, assez peu de transactions, les acheteurs se montrant plutôt réticents. Les émissions à taux variable ont, été aussi très recherchées, avec, jeudi, une pointe assez forte sur les D.T.L (droits de tirage internationaux), corrigée en partie des le lendemain. Sur le marché primaire, c'est le

calme plat. La seule émission observée a été celle de la Lyonnaise de dépôts : 120 millions de francs sur dix ans à 17,10 %, et 80 millions de france à dix ans à taux variable indexé sur le taux de rendement mensuel des obliga-tions du secteur public (T.M.O.). Les difficultés du franc et le relèvement des taux inctent les émetteurs et le Trésor à observer une prudente réserve. C'est ainsi que le principe du lancement d'un emprunt de 15 milliard de francs de la Caisse nationale des autoroute, à taux fixe, n'a pu être définitivement arrêté en fin de semaine, dans l'attente des prochains événements sur les marchés des changes. Le plus intéressant est qu'un taux de 16.80 %. en recul de 0.10 % sur la dernière émission du secteur public (16,90 %), avait été envisagée. A relèvement serait inévitable, à veut rien concéder, tout au moins l'heure actuelle, c'est partie re-

1137



AU FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE

Les « Boréades » et « la Flûte enchantée »

M. Louis Erio a presenté vendredi le programme du Festival d'Aixen-Provence, qu'il dingera cette année pour la première fois, programme fort brillant, qui verre le création des Boréades, la dernière tragédia lyrique de Rameau, jamais représentée en raison de sa mort : elle sera mise en scène par Jean-Louis Martinoty et dirigé par John-Eliot Gardiner. La Flûte enchantée, absente d'Aix depuis onze ans, revivra dans une mise en scène de Lucian Pintillie, sous la disection de Theodor Guschlbauer. evec notamment Edita Gruberova et Judith Blegen, tandis que la place des Quatre-Dauphins recevra le Turc en Italia, de Rossini, mis en scène per Jean-Louis Thamin.

154 . · ·

4-7

Transfer.

35 👗

A Late of the second

32A-1-

大樓 職工作品

1,14

Dix-huit concerts seront donnés par l'English Baroque Soloists, l'Orchestre national de Roumanie, le Nouvel Orchestre philhermonique. l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne dirigé par George Solti, ainsi que Jessie Norman, Charles Dutoit, Emmanuel Krivine et les solistes du Festival. Toutes les manifestations seront retransmises par France-Musique, présent de bout en bout au Festival, et les trois

opéres seront télévisés. Le Festival coproduira également Dieu de Pierre Henry, et un spectacle de Meurice Bejart avec le Centre Acanthes, dont le programme pédagogique, du 12 au 25 juillet, sera consacré à ses deux grands créateurs. Un cours d'interprétation vocale sera par ailleurs confié à Eric

On a cru longtemps que les Boréades ne pourraient être créées à Abc, car les Éditions Stil qui en détenaient les droits aux termes d'un contrat d'exclusivité passé en 1976 avec la Bibliothèque nationale fle Monde du 9 février) pour une somme assez faible, s'y opposaient : l'œuvre,n'ayant été ni jouée ni éditée du vivant de Rameau, se trouve en effet couverte avec le statut d'« œuvre posthume » per la législation des droits d'auteur, comme s'il s'anissait d'une œuvre moderne (cinquante ans). Au terme d'une longue négociation et sur l'intervention vigoureuse du directeur de la musique, les Editions Stil ont accepté, moyennant bon nombre de dizaines de milliers de francs, que l'œuvre de Rameau soit montée à Aix et enregistrée par Erato, elles-mêmes se réservant d'éditer les Boréades, de les monter à Paris en septembre 1983 et de les enregistrer ensuite sous la direction de Pierre Séchet.

On ne saurait reprocher à cette maison d'avoir utilisé une législation qui lui était favorable, mals cette dernière devra être modifiée en ce qui concerna les partitions du passé, car il serait inadmissible que notre patrimoine puisse être confisqué par n'importe quel chercheur. Autant la réalisation d'une œuvre ancienne est un travail personnel qui doit être protégé autant l'œuvre elle-même doit appertanir à tout le monde.

JACQUES LONCHAMPT.

L'Itinéraire au Centre Pompidou

RAFALES ET SÉRÉNITÉ

 Comment va Saturne ? », demandait, à l'entrée du concert de l'itinéraire, un mauvais plaisant qui se croyait spirituel. « Il tourne », lui répondit-on et c'était vrai car, depuis sa création, en décembre 1979. cette vaste composition pour ensemble instrumental d'Huges Dufourt (né. an 1943) a été enregistrée, a reçu un grand prix du disque de l'Académie Charles Cros et a tourné, selon l'expression, hors de Paris; notamment au Festival de La Rochelle où on a pu l'entandre le 11 mars.

Ce n'est pas fini, et le succès justifiait cette reprise à deux ans de distance, avec les mêmes interprètes. toujours placés sous la direction de Peter Ectvos.

Les exécutions aussi scrupuleusement fidèles sont trop rares pour qu'on ne salue pas le caractère exceptionnel de celle-ci ; dans de telles conditions on peut, réellement, apprécier la musique, ces harmonies graves et épsisses, d'un raffinement singulier, ces roulements de tambours en rafales, ces longs crescendos qui semblent s'abattre impitoyablement sur l'auditeur médusé. Il est permis d'être plus ou moins séduit par cet ouvrage magistral réglé comme une montre suisse, mais les détracteurs de Saturne, comme ses adorateurs, sont unanimes pour proclamer l'intelligence et la facture impressionnante de cette œuvre.

La première partie du concert était réservée à la création des intervalles intérieurs pour cinq instruments et bande magnétique, de Peter Ectvos (né en 1944). On n'imagine pas contraste plus radical. Sans doute regrette-t-on, également, quelques ionqueurs et une certaine monotonie à partir du moment où s'engage le processus qui se poursuivra jusqu'à la fin, mais cet entêtement dans le parti pris vaut mieux que le travail de mosalque auquel se livrent d'autres compositeurs sans propos affirmé. Le titre, Intervalles intérieurs, fait allusion à l'exploration systématique d'un intervalle de quinte à laquelle est consacré l'enregistrement réalisé en 1974, diffusé par haut-parleur. sur lequel les solistes viennent greffer ce qui - en raison de la mobilité capriciouse de l'écriture - pourrait passer pour des improvisations, mais dont la notation, comme les synchronisations, ne laisse aucune part au

Comme dans Saturne, on peut parler d'un mécanisme d'horlogerie, à cela près que cette horloge-ci se meut dans un espace plus largement aéré ; l'atmosphère est sereine jusque dans ses brusques déchirures. C'est de la musique de chambre. avec tout ce que cela implique de subtilités de timbres, d'agencements intérieurs, de fragilité aussi, et ce n'est pas le moins émouvant.

GÉRARD CONDÉ.

* L'œuvre de Peter Eôtvos sera diffusée en direct sur France-Musique, le 23 mars, à 18 heures.

UGC NORMANDIE VO DOBY - REX - UGC OPERA - BRETAGNE - UGC ODEON VO CLUNY ECOLES 40 - UGC GOBELINS - MAGIC CONVENTION UGC GARE DE LYON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE VO CYRANO Versuilles - CARREFOUR Puntin - ARTEL Nogent - ARTEL Créteil ARTEL Rosmy - FRANÇAIS Enghien - PALACE Surtrouville - 9 DEFENSE-4 TEMPS



«TERRY GILLIAM à la manière des MONTY PYTHON, ses frères, hisse le drapeau noir de la dérision.»

Claude Baignères LE FIGARO

ROCK

La vitalité des groupes français

Pour la première fois depuis son existence, l'actualité du rock français est largement aussi intéressante que celle du rock anglosaxon. Les disques de Taxi Giri, d'Octobre et de quelques autres le prouvent. Starsbooter et Orchestre rouge qui ont joné à Paris récemment le confirment

Orchestre rouge, climats noirs

On a vu Orchestre rouge au Bus Pallacium le 16 mars et c'était un chọc. Un chọc comme on en recoit rarement, celui d'un groupe qui posait là, sur la scene, ses passions, ses convictions, qui pratiquait sans maniérisme un rock urgent comme un combat de rue. Il y a dans la musique d'Orchestre rouge une violence déterminée, implacable, sans gaspillage d'énergie, juste une guitare qui cingle au bon moment, une basse vindicative ou un texte qui tranche sans appel.

Un rock teinté ici de reggee, coloré ailleurs de funk, étoffé d'un son remarquable et qui ne présente aucune faiblesse dans l'inspiration. A tout le moins ces musiciens sont habités par la vie. leur vie, et c'est cela qu'ils livrent sur scène : la vérité d'un groupe qui a des choses à dire et sa force, parce que ces choses devaient être dites.

Quatre Français de Paris -Pascal Des A (basse), Denis Goulag (guitare), Pascal Normal (batterie), Pierre Colombo (guitare)

- et un Américain de Spokene Washington State, Theo Hakola (chant), qui se sont réunis en 1980 et viennant d'enregistrer à Manchester un premier 33 tours produit par Martin Hannett. Alors si l'on doit jouer au jeu des comparaisons, pour situer l'esprit, on citera Richard Hell pour l'Américain, Marquis de Sade pour la France, Clash pour l'Angiererre. Electricité blanche, climats noirs et textes rouges, c'est là l'influence de Theo Hokala qui a rodé sa cultura américaine sur un esprit européen. Après avoir fait le baroudeur un peu partout sur la planète, et notamment en Espagne, il appartient en 1975 au Comité des U.S.A. pour l'Espaque Démocratique avant de s'installer en France en 1978.

ALAIN WAIS.

de ses moyens, efficace, vigoureux.

coloré, plus pondéré, plus musical

Avec une compréhension et une

assimilation parfaites de l'évolu-

tion du rock. Orchestre rouge ex-

prime una conscience sociale

★ Discographic chez R.C.A.

aguerrie.

Starshooter efficace

C'est d'abord en entendant le public reprendre en chœur et spontanément les morceaux qu'on a mesuré le chemin parcouru depuis quatre ans par Starshooter. Le groupe lyonnais est sans doute celui qui a le plus progressé avec une constance résolue, qui s'est remis en question dans les moments difficiles et a su chaque fois s'ouvrir aux résonances extérieures en conservant son identité. Au terme d'une tournée française qui était pour les quatre musiciens - Kent Hutchinson (quitare et chant), Mickey (basse), Jello (guitare), Phil Pressing (batterie) — l'occasion de présenter les morceaux du nouvel album. Pas fatiqué, le Palace était plein le 17 mars comme lors des grands évé-

Le disque pouvait décavoir par un caractère froid et trop modelé sur le son du moment, mais on a vu sur scène un proupe en pleine possession

cu'auparavant, fonctionnant moins à l'anaché, maîtrisant un style qui le distingue des autres formations. Style qui renoue dans les textes et même les attitudes avec un esprit spécifiquement français et qui a sans doute motivé M. Jack Lang, invité d'honneur d'Eve Ruggieri il y a quelque temps, à choisir le chanteur pour représenter et aborder le sujet du rock national. Homme de scène percutant et généreux, Kent Hutchinson a une façon bien à lui d'occuper l'espace, de bouger, de dialoguer et d'emmener avec kui ce public très jeune qui était acquis à l'avance et qui, après deux rappels délirants au Palace, était définitivement conquis.

★ Discographie chez C.B.S.

THÉATRE

Les Campaniaques

Une actrice et un acteur, mariés, quittent le théâtre, c'est-à-dire le chômage, et vont s'établir à la campagne. Sans le sou, et sans compétence, c'est Téchec, l'angoisse, les engueulades. Une camarade comédienne vient les convaincre de rentrer à Paris, mais elle tombe amoureuse d'un gardien de chèvres. On décide de créer sur place une jeune compagnie, qui montera, devant des sièges vides, devant les chèvres et les taillis, des pièces engagées (nous

sommes au Larzac) : le gardien de troupeau se révèle excellent acteur. Cette pièce de Yves Gourmelon, les Campaniaques, ne traversera

sans doute pas les siècles, mais elle est drôle, acide, d'une perversité bien portante. François Joxe est un berger ténébreux, Évelyne Guim-mara et Christine Van Dyck deux parisiennes néo-rurales. Jean-Marie Galey distancie à l'extrême, avec gareté. MICHEL COURNOT.

★ Studio Bertrand, 20 h 30.

Deux disparitions

LES COMÉDIENS BRITANNIQUES GEORGE O'FARREL ET ALAN BADEL

George O'Farrel, pionnier de la télévision britannique, est mort le 16 mars en Espagne où il s'était retiré. Il était âgé de soixante-

quatorze ans. [Acteur de théâtre, cinéaste, Georges O'Farrel rejoint la BBC en 1936. Il y produit la première émission de variérés. le premier magazine d'actualité, met en scène la première dramatique : Meurtre dans la cathédrale, de T.S. Eliot. La guerre l'éloigne du petit écran, la paix l'y ramène. Il obtient, en 1948, le premier Oscar de télévision pour son Hamlet, avec John Byron. De 1950 à 1956, le cinema l'absorbe, puis il revient à la télévision, travaille avec des compagnies privées, avant de se retirer en Espagne

D'autre part, le comédien britannique Alan Badel, interprête des rôles shakespeariens, notamment de Richard III, est décédé le 16 mars d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-huit ans.

EXPOSITIONS

La modestie maligne de Savignac

Les affiches de Savignac om une qualité de lisibilité, d'évidence et plus profondément, de modestie maligne. Savignac, tout en suivant de pres la commande, semble tenir, jovialement, un propos sociologique sur le style de produit qu'on lui demande de propulser. Par la coulcur élémentaire, mais qui a parfois la beauté des Matisse, par la simplicité graphique, il attrape le passant, et en même temps il à l'air de lui chuchoter : ne sois donc pas dupe, ne sois pas la mouche attirée par le ruban gluant, ne te laisse pas gober par l'entourloupe. Si tu es vraiment tenté de mentre les sous dans une tirelire, ne t'étonne pas de devenir un pépé pantouflard. Et n'oublie pas, si tu achètes cet apéritif, qu'il risque de te transformer en zèbre à la tête

Beaucoup d'affiches sout des jeux de mots virtuels, au pied (de nez) de la lettre, une transcription du slogan qui se mord souvent la queuc une fois visualisé : les tricoteuses finissent par se tricoter la cervelle, le bleu et le rouge du drapeau français se crépent le chignon de chaque côté du blanc. les rasages - frais du iour » vous donnent des têtes d'œuf et les épuratifs vous sont grandir le

La plupart des affiches de Savignac qu'on voit au Musée de l'affi-

che pour cette jolie rétrospective sont déjà familières, incrustées mais une fois côte à côte elles dévoilent les ficelles de la prestidigitation publicitaire, comme une mise en coupe et un épinglage de la société de consommation, des années 30 jusqu'à maintenant

D'un côté, Savignac sait vendre des autos (le chiffre d'affaires de la maison Citroën aurait singulièrement augmenté en 1981, grâce à son affiche du bonhomme qui s'envolc tiré par le sigle fléché), d'un autre côté, il vend de l'aspirine pour guérir du mai de tête causé par les pots d'échappement et par le bruit du moteur. Personne ne croit plus aux vertus adoucissantes du détergent. la tonicité de la fumée de cigarette.

Il est aussi amusant, en parcourant cette exposition, de retrouver des marques qui n'ont pas tenu : le soda Vérigoud et la chemise Résistex ont chuté, le petit guide du Savoir s'habiller édité par la propaeande du vêtement masculin n'a pas été réimprimé. En revanche, et peut être grâce à Savignac, le Duniopillo et le Bic ont survêcu, au point de devenir presque des noms propres. HERVÉ GUIBERT.

* Musée de l'affiche, 18, rue du Paradis, Paris 10°. Jusqu'au 30 avril. Cata-

FORMES

Flamboyances

Il est heureux qu'une sorte de rotation ramène sur le devant de la scène des noms naguère encensés puis occultés, plus ou moins, par d'autres engouements, où le mercantilisme avait sa part. On pense, par exemple, à cette équipe des années cinquante, Bazaine, Bertholle, Manessier. Singier, qui n'ont pourtant pas dételé. Jean Le Moal est du nombre. Il y a huit ans qu'il n'avait pas exposé. Le voici de retour plus vivant, plus flamboyant que jamais (1). On est ébloui par la sompmosité des couleurs et de leurs harmonies, par ces glissements de tons qui se terminent en fanfare. Qu'il s'agisse de la lumière bretonne ou ardéchoise, de la fusion des quatre éléments en cette fallacieuse nonfiguration, c'est la joie à l'état pur.

Autre résurgence, plus discrète : celle de Pallut (2), un des poulains oubliés de l'écurie Maeght, dont la manière rappelle, parfois, la période abstraite de de Stael, dans la Verte ou Nu gris notamment.

Pierre-Albert Jourdan (1924-1981) est, ou était, un de ces poètes silencieux qu'une vie intérieure éloigne des rumeurs du siècle. Les éditions de l'Ermitage ont superbement publié son dernier ouvrage : ses carnets tenus jour après jour du la janvier au 31 décembre 1980. La sortie des Sandales de paille est le prétexte d'un hommage posthume (3) qui rassemble, entre autres, la collection de Port des Singes, la revue de poésie qu'il anima, et quelques œuvres des artistes qui l'illustrèrent, Jean-Max Toubeau, Annie Sallard, Anne-Marie Jacottet (- impression d'un monde encore englué dans la Joie de sa naissance proche -, notait Jourdan), ainsi qu'un immense dessin de Jacques Hartmann, auteur du frontispice des Sandales de paille. et que les dessins et les huiles de jourdan. Ils ne sont pas indignes de l'écrivain, qui savait happer le réel le plus fugace, telles ces guêpes se posant sur l'eau : - Pattes étalées, ailes dressées en forme de voiles,

elles dérivent doucement puis s'envoieni. >

Rien n'est confié au hasard dans les eaux-fortes de François Houtin qui accompagnent les poèmes de Federico Garcia Lorca Cinq jardins. cing sens (4) ni le souci du détail, ni la conformité à la poésie qui débouche sur le rêve, et du rêve sur le fantastique. Un fantastique fort civilisé qui hante ces jardins à la française (Houtin, jeune lauréat du prix Lacourière 1981, se souvient qu'il fut, un temps, paysagiste) avec leurs buis sculptés au sécateur, leurs arbres taillés en couronnes, cônes, toupis, pyramides. Gravures toujours soumises aux thèmes : fleurs dûment choisies pour l'odorat, cascades pour l'ouie, fruits pour le goût, etc. Le visiteur suit la genèse de ce travail de haute précision. Et pour blen marquer les étapes d'un labeur en progrès continu, sont montrées les réalisations antérieures. Jardins. Topicires, etc.

L'estampe, c'est sa fête à Montrouge (5) où, pour faire cortège à Gustave Doré, Nicolle Besset a groupé les planches de soixante-dix graveurs contemporains.

Revenons à la peinture. Rêve et rigueur sont bon ménage dans les toiles d'Ehanno (6). Il y a des compositions claires, d'autres, les plus fraîchement peintes, sombres, et l'on plongera de préférence dans ces ténèbres diaphanes. Et j'ai aimé le charme inattendu d'un duo rose et

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie J.-L. Roque, 9, rue du (2) Galerie Coard, 12, rue Jacques-

(3) Galerie de l'Ermitage, 33, rue (4) Galerie Michèle Brontta, 31, rue

(5) Bibliothèque, 32, rue Gabriel-Péri, Montrouge. (6) Galerie Darial, 22, rue de

m Raisper Fassbinder doit venir à Paris, le 28 mars, commencer les répétitions du nouveau show d'Ingrid Caven, qui comprendra des chansons de Fassbinder lui-même et de Jean-Jacques Schulz, mises en amsique par Peer Ra-ben. Les premières représentations sont prévoes pour la seconde quinzaine du mois d'avril au pavillon Gabriel.

LE MONDE met chaque tout a la disposition de ses lecteurs des rubriques diagnostics immobilieres Vous y trouverez peut-étre L'APPARTEMENT que vous recherchez

Chaque semaine

dans le Monde Dimanche

une page

L'ACTUALITÉ

Classique - Jazz Rock - Variétés

6º Gala des «Etudiants artistes d'un soir»

GALA DES GRANDES ÉCOLES Vendredi 19 - Samedi 20 Mars Porte de Pantin à 20 h 30

Le plus grand « spectacle étudiants » d'Europe

Soyez le 100.000° spectateur

Tirage pendant le spectacle

1 voyage aller-retour Paris-New York

offert par l'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION, organisateur du GGE

et le séjour par l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

représentée par Jack FORGET, Président d'honneur du GGE

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

COULEUR TANGO, Athénée (742-67-27) (sam., 21 h, dim., 17 h). LA CHAMBRE AUX SOMMETS BLEUS, Essaion (278-46-42) (sam, 22 h).

L'OPÉRA DE QUATRE NOTES, American Center (321-42-20) (sam., 21 h). LE TINTEMENT DU BOURDON, Studio-Théaire 14 (545-49-77)

(sam_, 20 h 30). CENDRES DE BRECHT, Choisy, Théâtre Paul-Eluard (890-89-79) (sam, 21 h). MARIE TUDOR, Comédie-Française (296-10-20) (dim., 20 h 30).

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) : Bubbling Brown Sugar (Hariem années 30), (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30 et 18 h 30 der-Comédie-Française (296-10-20) : Le plaisir de rompre; Le voyage de M. Perrichon (dim., 14 h 30). Chaillot, (727-81-15) Foyer: Les Mille et Une Nuits (sam., 18 h 15). - Salle Gé-

mier: l'Orféo (sam., 20 h 30); Hippolyte (dim., 15 h). Petit Odéon (325-70-32): Vous avez dit oui ou vous avez dit non? (sam_ dim_ 18 h 15). TEP (797-96-06): Gevrey-Chambertin

(sam., 20 h 30, dim., 15 h). Petit TEP (797-96-06): Bauce Schwartz (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Centre Pompidos (277-12-33). - Musique: Ces musiciers et leurs drôles de ma-chines (sam., 19 h); Cinêma vidéo: Pollock (sam. et dim., 15 h et 19 h).

Carré Silvia Monfort (531-28-34), Cirque Gruss à l'ancienne (sam et dim., 14 h et 16 h 45); Zarathoustra (sam_ 20 h 30, dern.). Théâtre musical de Paris (261-19-83) : At-

tila (sam., 14 h 30); Ernani (dim., 20 h 30); Orchestre Colonne (Verdi) (dim., 14 h 30). Théâtre de la Ville (274-22-77); Momix Dance Théâtre (sam., 20 h 30) (an Théâtre de Paris).

American church (372-92-42), A Midsum-

Les autres salles

mer night's dream (sam. 20 h 30). Antoine (208-77-71) : Potiche (sam., 20 h 30; dim., 15 h 30 et 20 h 30). Astelle-Théâtre (202-34-31) : les Bonnes (sam., 20 h 30; dim., 16 h). Atelier (606-49-24): le Nombril (sam., 21 h; dim., 15 h et 21 h). Arts-Hébertot (387-23-23) : L'étrangleur s'excite (sam., 21 h). Bouffes-du-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmen (sam.20 h 30). Bouffes parisiens (296-60-24): Diable d'homme (sam., 21 h; dim., 15 h).

Cartoucherie, Théâtre du soleil (374-24-08) : Richard II (sam., 18 h 30; dim., 15 h 30); Epée de Bois (808-39-74); Ecrits contre la Commune (sam., 20 h 30: dim. 16 h). - Théâtre de la Tempête (328-36-36) : Ella (sam., 20 h 30; dim., 15 h 30); Théâtre de l'Aquarium (374-99-61) : De mémoire d'oiseau (sam., 20 h 30 ; dim., 16 h). Cathédrale américaine (828-45-23) : Everyman (sam., 20 h 30). Centre d'art celtique (258-97-62) : Perles à

rebours (dim., 17 h). Château de Vincennes (365-70-13) : Gerbe de blé (sam. 21 h). Cité internationale universitaire (589-38-69), Galerie: la Religieuse (sam., 20 h 30). — Grand Théâtre : la Divine Comédie (sam., 20 h 30). — Resserre :

Pierre Abelard, 1079-1142 (sam., 20 h 30). Comedie Canssartin (742-43-41): Reviens dormir à l'Elysée (sam., 21 h; dim., 15 b 30). Comédie des Champs - Elysées (720-08-24): l'Escalier (sam., 20 h 45, dim.,

15 h 30). Comédie italienne (321-22-22) : la Servante amoureuse (sam., 20 h 30; dim., 15 h 30). Comédie de Paris (281-00-11) : Joël (sam., 20 h 30). Danson (261-69-14) : La vie est trop courte (sam., 21 h; dim., 15 h 30).

Edouard-VII (742-57-49) : la Danse du

diable (sam., 20 h 30 ; dim., 17 h). Espace Cardin (266-17-30), 20 h 30 : Oratorio pour une vie (dim., 17 h). Espace Gaité (327-95-94) : Il faut que Cleo parte (sam., 22 h; dim., 17 h 30).

Essaion (278-46-42), Salle I; le Marteau des maléfices (sam., 20 h 30); l'Alpage (sam., 22 h 15). — Salle II; la Planète Shakespeare, le conte d'hiver (sam.,

20 h 15). Fontaine (874-74-40) : Kondechapo (sam., 20 h 30). Gaîté Mostparuasse (322-16-18) : l'Os de | mise en scene cozur (sam., 22 h; dim., 17 h 30 et 20 h 15).

Galerie 55 (326-63-51) : The dumb waiter (sam. 20 h 30). Grand hall Montorgueil (233-80-78):

Avez-vous des nouvelles du docteur?

(sam. 20 h 30, dim. 15 h).

Huchette (326-38-99): la Camatrice

chauve (sam., 20 h 15); la Leçon (sam.,

21 h 30); l'Augmentation (sam.,

22 h 30). Jardiz d'hiver (255-74-40) : Leçons de bonheur (sam_, 21 h). La Benyère (874-76-99) : le Divan (sam., 21 h; dim., 15 h). Lierre-Théâtre (586-55-83) : la Grande Peur dans la montagne (sam., 20 h 30; dim, 16 b).

Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir Une saison en enfer (sam., 18 h 30); Un amour de théâtre (sam., 20 h 30). - Sylvie Joly (sam., 22 h 30); Théâtre Rouge: Sans solcil on vicillit plus vite (sam., 18 h 30); Douce (sam., 20 h 30); Pour une infinie tendresse (sam., 22 h 15). - Petite salle : Parlous français (sam. 18 h 30). Madeleine (265-07-09): Du vent dans les

branches de sassafras (sam., 20 h 45; Marie Stuart (508-17-80) : la Confession d'Igor (sam., 20 h 30); Zoo Story (sam., 22 h 30; dim_, 15 h). Marigay (256-04-41) Amadeus (sam-20 h 30; dim., 15 h et 20 h 30). - Salle

Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appar-

tement (sam., 21 h). Matherins (265-90-00): Jacques et son maître (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30). Michel (265-35-02) : On dinera au lit (sam., 21 h 15; dim., 15 h 30 et 21 h (5). Michodière (742-95-22) : la Patternouille (sam., 20 h 30; dim., 15 h et 18 h 30). Moderne (874-99-28) : Trio (sam-

20 h 30 : dim., 15 h). Montparnasse (320-89-90) : Trahisons (sam., 21 h; dim., 16 h). Petite salle: Un eri (sam., 21 h; dim., 16 h). Nouveautés (770-52-76) : Folle Amanda (sam., 20 h 30; dim., 15 h). Palais des glaces (607-49-93) Gros cálins (sam_ 22 b 15). Palais-Royal (297-59-81): Pauvre France (sam., 20 h 45; dim., 15 h et 18 h 30). Poche (548-92-97): Baron baronne (sam., 21 h; dim., 15 h 30).

Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam, 20 h 45; dim., 15 h). Salle Valhubert (584-30-60): la Dorotea (sam., 20 h 30; dim., 15 h). Studio Bertrand (783-64-66) : A la rencontre de M. Proust (sam., 18 h 30); les Campaniaques (sam., 20 h 30). Studio des Champs-Elysées (723-35-10) le Cotur sur la main (sam., 20 h 45;

dim., 15 h 30). Studio Fortune: Paroles d'infâmes (sam., T.A.I.-Theatre d'Essai (278-10-79). Salle 1 : la Maison de Bernarda (sam., 20 h 30; dim., 15 h); l'Ecume des jours (sam., 22 h; dim., 17 h). - Salle II: Mr Hyde (sam., 20 h 30). Théâtre d'Edgar (322-11-02): Vampire au pensionnat (sam., 20 h 30); Nous on fait

où on nous dit de faire (sam, 22 h). Théâtre de l'Epicerie (272-23-41) : l'Ament (sam., 20 h 30 ; dim., 17 h 30). Théâtre en Road (387-88-14): Romêo et Juliette (sam., 20 h 30; dim., 15 h). Théatre du Marais (278-03-53): Henri IV (sam., 20 h 30). Théatre de Ménilmontant (366-60-60) : la Passion à Ménilmontant (sam., 20 h 30; Théâtre de la Mer (520-74-15) : Voulez-

vous jouer avec moi? (sam., dim., 20 h 30). Théâtre Noir (797-85-14) : le Boxeur (sam., 20 h 30). Théâtre de la Plaine (250-15-65) : le Dernier des métiers; l'Equarrissage pour tous (sam., 20 h 30; dim., 17 h). Théatre Présent (203-02-55) : Pantagleize (sam., 20 h 30., dim., 17 h). Théâtre des 400-Comps (633-01-21) : Joseph Kobom (sam., dim., 18 h 30); ia Folle (sam., dim., 21 h).
Theatre du Rond-Point (256-70-80): Antigone toujours (sam., 20 h 30, dim.,

15 h). - Petite salle : Virginia (sam.,

20 h 30 : dim., 15 h). Théatre 13 (589-05-99) : les Cancans (sam., 20 h 30; dim., 15 h). Théitre 18 (226-47-47): Lettre au père (sam., 22 b). Tristan Bernard (522-08-40): ia Famille Leibovitch (sam., 21 h; dim., 15 h et Variétés (233-09-92) : Chéri (sam., 20 h 30; dim., 15 h et 18 h 30).

Les cafés-théâtres Am Bec fin (296-29-35): Théâtre chez Léantaud (sam., 19 h); Tohu-Bahut (sam., 20 h 15); le Président (sam., 21 h 30); Patrick et Philomine (sam.,







Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures a 21 heures. sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 20 - Dimanche 21 mars 1982

Blancs-Manteaux (887-15-84) : Arcuir = MC 2 (sam., 20 h 15); les Démones Louiou (sam., 21 h 30); Des bulles dans Fencrier (sem., 22 h 30 et 24 h). - IL., Qui a tué Betry Grandt? (sam., 21 h 30 et 24 h); Popote (sam., 22 h 30). Cafe d'Edgar (322-11-02), 1 : Tiens, voilà deux boudins (sam., 20 h 30); Mangenses d'hommes (sam., 20 h 30). - II : J'aurais pu être votre fils (sam., 20 h 30); C'était ca ou le chômage (sam., 21 h 45), Café de la Gare (278-52-51) : Qu'est-ce

qu'il y a dedans (sam., 20 h 15): Le chasseur d'ombre (sam., 22 h 15). Cometable (277-41-40) : Un jeté et deux boucles (sam., 20 h 30); Middle Tune (sam., 23 h). Coupe-Chou (272-01-73) : Le Petit Prince (sam., 20 h 30); Feydeau - Courteline -

Labiche (sam., 22 h). Fanal (233-91-17): Innocentines (sam., 20 h); F. Blanche (sam., 21 h 15). La Gageure, (367-62-45): la Petite Cuiller (sam., 22 h); les Méfaits du tabac (sam_, 23 h). Petit Casino (278-36-50) : Douby... be

good (sam., 21 h); les Bas de Hurleveau (sam., 22 h 30). Point Virgule (278-67-03): Vincent B. ou le navigaterre (sam., 20 h 15); Du ronron sur les blinis (sam., 21 h 30 et 24 h); les Chocottes (sam., 22 h 30). La Soupep (278-27-54); Pourquoi c'est comme ça (sam., 21 h 30). Splendid Saint-Martin (208-21-93) : Papy fait de la résistance (sam., 20 h 30 et

Le Tistamarre (887-32-82) : Contre-Jour (sam., 18 h 30); Phèdre (sam., 20 h 30); L'apprenti fou, Lime (sam., 22 h, dim., 17 h). Theatre de Dix-Heures (606-07-48): Connaissez-vons cet escabeau? (sam., 20 h 15); Il en est... de la police (sam., 21 h 30); Teleny (sam., 22 h 30). Vieille Grille (707-60-93) : La mémoire et ła mort (sam., 20 h 30); 11: Vincent ou la folie d'être (sam., 22 h 30).

Les concerts Lacernaire: E. Sombart (Bach, Chopin, Schubert) (sam., 19 h 45); quatuor Enesco (Beethoven, Enesco) (dim., 18 b). Radio-France, Auditorium 106: Duo

Crommelynck (Brahms) (sam., 18 ± 30). Eglise Saint-Merri: Orchestre de chambre baroque (Les musiciens du Louvre) (Bach, Haendel, Vivaldi) (sam., 21 h); Orchestre de chambre du Val-de-Marne et quatuor d'ondes Martenot (Doury, Werner, Charpentier, Vivaldi) (dim., Chapelle des Pères du Saint-Esprit : L.

Caravassilis, L. Cabel (Mozart) (sam., 20 h 45). Sorbonne, Amphi Richelien, 20 h 30 : Duo Wells (Bach, Ziffrin, Chostakovitch) (sam., 20 h 30). Eglise Saint-Julien-le-Pauvre : Ensemble de flûtes à bec de Paris (Lejeune, Holborne, Dowland, Byrd) (sam., 21 h); Les saqueboutiers de Toulouse (Schütz,

Monteverdi, Bernadi) (dim., 17 h). Salle Pleyel: Orchestre Lamoureux, dir. J. Semkov, sol. A. d'Arco (Beethoven) (dim., 17 h 45); Orchestre des jeunes, A. Loewenguth (sam., 20 h 30).

Centre Mandapa: A. Braham, musique traditionnelle de Tunisie (sam., 20 h 30). Conciergerie: M. et P. Tortelier, M. Burtin, R. Sommer, R. Fontanarosa (Couperin, Bach, Beethoven...) (dim., 17 h 30).

Eglise Notre-Dame: L. Souberbielle (Bach) (dim., 17 h 45).

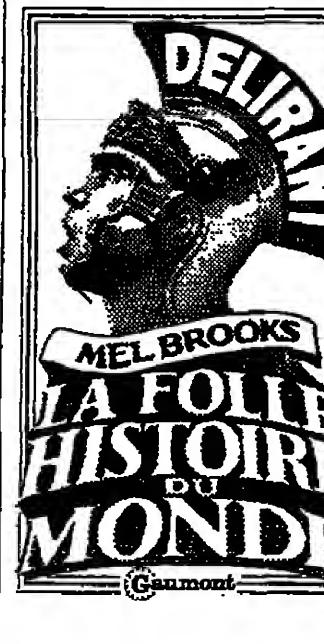
Théitre du Rond-Point : Quatuor de Cle-

veland (Mendelssohn, Beethoven) (dim., Théitre des Champs-Elysées: Solistes de l'Orchestre de Paris (Nielsen, Bruckner) (dim., 20 h 30). Eglise des Billettes: G. Tacchino, P. Bride, C. Crenne, B. Pasquier, P. Boufil (Franck, Schumann) (dim., 17 h).

Eglise Saint-Louis des Invalides : A. Fleury (Dupré) (dim., 17 h). Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois : C. Seberger, P. Sauvage (Couperin) (dim., 16 h 30). Eglise lathérienne de La Villette : B. Gabel, F. Gabel-Huchot, G. Morancon (Charpentier, Hacendel, Mozart...) (dim., 15 h 30). Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière : M. Chappuis, A. Boussard, F. Bert

(dim., 17 h). Jazz, pop, rock, folk Botinger (272-87-82) : J. Gourley, Ph. Combelle, D. Lemerie (sam., 22 h).

Caveau de la Huchette (322-65-05) : G. Badini Swing Machine (sam., dim., 21 b 30). Centre d'art celtique (258-97-62): A. Em-ler, M. Maurer, M. Goldberg, M. Sureau, O. Koechlin (sam., 20 h 30). ACTUELLEMENT -



Centre Culturel de l'Abbaye (354-30-75) : Kirjuhel (sam., 21 h). Chapelle des Lombards (357-24-24): La Perfecta (sam., 22 h). Cloitre des Losabards (233-54-09) : Night People (sam., dim., 22 h 30). Club Saint-Germain (222-51-09): Rhoda Scott (sam., 22 h 30). Dreber (233-48-44) : C. Vander (sam., dim., 22 h 30, dera.). Dunois (584-70-00) : G. Marais (sam., 20 h 20); Bekummernis (dim., 20 h 30) L'Ecume (542-71-16) : Jazz trio vérité (sam., 22 h). Eglise Salut-Germain des Près : Gospel du

ciel, Cl Luter (sam., 21 h). Fac Dauphine (505-14-10): Miss Thing (sam., 21 h 30). Feeling (271-33-41): Quartet Ph. Macé (sam. et dim., 22 h 30). Gibus (700-78-58): Nords (sam., 22 h). New Morning (523-51-41): Stan Getz (sam., 21 h 30, dim., 21 h). Palais des Glaces (607-49-93) : A. Zsimondi (sam., 20 h 45). Petit Forum (297-53-47) : Zaka Percussion (sam., 20 h 30). Petit Journal (326-28-59); Preissac Jazz Quintet (sam., 21 h 30).

Les films marqués (*) sont interdits aux

moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) Sam, 15 h : la Tragédie impériale, de

M. L'Herbier; 17 h : les Pecheurs de crabes, de S. Yamamura: 19 h: les Sentiers de la gloire, de S. Kubrick; 21 h : Jacques Prévert et le cinéma : les Enfants du paradis, de M. Carné, scénario et dialogue de J. Prévert; dim., 15 h; A travers l'orage, de D.-W. Griffith; 19 h: Jacques Prévert et le cinéma : le Voyage surprise, de P. Prévert, dialogue de J. Prévert : 21 h : Ma vie à moi, de G. Cu-BEAUBOURG (278-35-57)

Sam., 15 h : l'Homme d'Aran, de R. Flaherty; 17 h; Rétrospective Philippe Garrel : la Cicatrice intérieure : 19 h : Athanor; le Berceau de cristal; 21 h: Le cinéma et le monde de la presse : Judith Therpauve, de P. Chereau; dim. 15 h: la Folle Aventure de Charlot et Lolotte. de M. Senett: 17 h: Rétrospective Philippe Garrel : les Hautes Solitudes; 19 h : Un ange passe ; 21 h : Le cinéma et le monde de la presse : la Grande Lessive.

Les exclusivités

de J.-P. Mocky.

ABSENCE OF MALICE (A., v.o.) : Cidé Beaubourg, 3 (271-52-36); Studio Médicis, 5* (633-25-97); Paramount Odéon, 6' (325-59-83): Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23). - V.f. : Paramount Marivaux, 2º (296-80-40); Paramount Opera, 9° (742-56-31); Paramount Bastille, 12° (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount Orléans, 14 (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Murat, 16 (651-99-75); Paramount Maillot, 4 (758-24-24). ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.): Marais, 4 (278-47-86). LES ANGÉS DE FER (ALL, v.o.) : Racine, 6 (633-43-71); 14 Juillet Bastille,

11° (357-90-81). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 54 (326-79-17); George-V, 8 (562-41-46). - V.J.: 3 Haussmann, 9 (770-47-55). BANDITS... BANDITS (Ang., v.o.): Clany Ecoles, 5 (354-20-12); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Normandie, 8 (359-41-18); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79); v. f.: Rex, 2- (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2- (261-50-32); Bretagne, 6- (222-57-97); U.G.C. Gare de Lyon, 12- (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (336-23-44). LE BATEAU (All., v.o.): U.G.C. Danton, 6° (329-42-62); Biarritz, 6° (723-

69-23); v.f.: Rex, 2° (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32); Bretagne, 6 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15° (828-20-64); Tourelles, 2° (364-51-98). BLOW OUT (A., v.o.): Forum, 1= (297-53-74); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 8 (359-41-18). - V.f.; Caméo, 9: (246-66-44); Montparnos, 14:

(327-52-37). LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Gaumont Halles, I* (297-49-70); George-V, 8 (562-41-46); Athena, 12 (343-00-65). CARMEN JONES (A., v.o.) : Epéc de Bois, 2: (337-57-47). LA CHEVRE (Fr.): Capri, 2: (508-

11-69); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Ambassade, 8 (359-19-08); Gaumont Sud, 14 (327-84-50) CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-IL, v.o.) (*), Stadio Alpha, 5 (354-39-47); George-V, 8 (562-41-46). CHAQUE SEMAINE

COUP DE TORCHON (Fr.): Marivaux, 24 (296-80-40): Elysées Point Show, 84 (225-67-29); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). CUTTER'S WAY (A., v.o.) : Cine Bosu-

bourg, 3e (271-52-36); Quintette, 5 DERNIER CAPRICE (Jap., v.o.), Studio Git-le-Cour. 5 (326-80-25). NOE (A., v.f.): Napoléon, 174 (380-

DIVA (Fr.), Vendôme, 2 (742-97-52); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Pantheon, 5* (354-15-04); Pagode, 7* (705-12-15); Marignan, 8* (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8* (387-35-43); P.L.M. Saint-Jacques, 14* (589-68-42); Murat, 16* (651-99-75); Clichy Pathé, 18 (523-46-01).

LE DROIT DE TUER (A., v.f.) (**):
Paramount Opère, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14r (329-90-10). ESPION LEVE-TOI (Fr.): U.G.C. Odéon, 6- (325-71-08); Normandic, 8-(359-41-18); Helder, 9: (770-11-24); Miramar, 14 (320-89-52). LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Cinoches, & (633-10-82). LA FIEVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gau-

mont Les Halles, 1" (297-49-70); Quin-

tette, 5 (633-79-38); Marigoan, 8' (359-92-82); Olympic Balzac, 8 (561-10-60). - V.f.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montnarnasse Pathé, 14 (322-19-23). LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A., v.o.); Studio de la Harpe, 5 (354-34-83); Marignan, 8 (359-92-82); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Parmassiens, 14 (329-83-11), - V.f. : Berlitz, 2: (742-60-33); Capri, 2 (508-11-69); Fau-vette, 13 (331-56-86); Murat, 16 (651-99-75): Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96). FRANCESCA (Port. v.o.): Olympic, 14

(542-67-42).

GALLIPOLI (Aust., v.o.): U.G.C. Danton (329-42-62); Biarritz (723-69-23); 14 Juillet-Beaugrenelle (\$75-79-79); v.f.: U.G.C. Opéra (261-50-32). GARDE A VUE (Fr.): Impérial, 2 (742-72-52) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) : Ouintette, 5' (633-79-38); Ambassade, & (359-19-08) ; Espace Gaité, 14 (327-GEORGIA (A., v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6

(633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, & (359-12-15) : 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 11: (575-79-79). - V.f. : Caméo. 9-(246-66-44): U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Bienventle Montpareasse, 15° (544-25-02) E GRAND PARDON (Fr.): Richelieu. 2* (233-56-70); Montparnasse 83, 6* (544-14-27); Colisée, & (359-20-46);

Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (522-46-01). A GUERRE DU FEU (Fr.-Can.) : Impérisl, 2 (742-73-52): U.G.C Danton, 6 (329-42-62); Ambassade, 8: (359-19-08); Athéna, 12 (343-00-65); Montparmasse Pathé, 14 (322-19-23); Kinopanorama, 15- (306-50-50) HIVER LE PLUS FROID A PÉKIN (Chine, v.o.): Ciné Seine, 5: (325-

IL ETAIT UNE FOIS DES GENS HEU-REUX: LES PLOUFFE (Can.): Ganmont Les Halles, 1= (297-49-70); Saint-Michel, 5 (326-79-17); Ambassade, 6 (359-19-08); Français, 9: (770-33-88); Parmassiens, 14 (329-83-11). INCUBUS (Ang., v.o.) (**): Maxéville, 9. (770-72-86); Montparnos, 14. (327-LE JARDINIER (Fr.): Lucernaire, 6

(544-57-34)

JOSEPHA (Fr.): Gaumont les Halles, le (297-49-70); Richelien, 2 (233-56-70); Hautefeuille, 6 (633-79-38); Montpermasse 83, 6 (544-14-27); Colisée, 8 (359-29-46); Français, 9- (770-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-60-74); Gaumont Convention, 15° (828-42-27); Mayfair, 16 (525-27-06); Wepler, 18 (522-46-01). LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (All.): Saint-André-des-Arts, 6- (326-

LE LARRON (IL, v.o.) : Hautefeuille, 6-(633-79-38); Elysées Lincoln, 8: (359-36-14) : Parnassiens, 14 (329-83-11). -V.I. : Marivaux, 2 (296-80-40) ; Max6ville, 9- (770-72-86). MA FEMME S'APPELLE REVIENS (Fr.): Colisée, 8: (359-29-46).

MANIAC (A., v.o.) (a.): Gaumont Les Halles, 1" (297-49-70), Marignan, 8" (359-92-82), v.f.: Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Hollywood Bd, 9e (770-10-41), Fauvette, 13 (331-60-74), Gaumont Sud, 14 (327-84-50), Clichy Pathé, 18 (522-46-01). LA MEMOIRE COURTE (Fr.) : Action République, 11º (805-51-33); Olympic, 14 (542-67-42). MEPHISTO (Hong., v.o.) : Epée de Bois,

5- (337-57-47). MILLE MILLIARDS DE DOLLARS (Fr.): U.G.C. Biarritz, 8: (723-69-23); U.G.C. Caméo, 9: (246-66-44); Mira-mar, 14: (320-89-52). MUR MURS ET DOCUMENTEUR (Fr.): 14 Juillet Parnasse, 6- (326-NAPOLEON LE PETIT RENARD BLEU (Sov., v.f.) : Cosmos, 6= (544-NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de

28-80). la Harpe-Huchene, 5 (633-08-40). PABLO PICASSO (Fr.) : Movies, I (260-43-99); Paramount Odéon, 64 (325-59-83); Monte-Carlo, 84 (225-09-83). LE PETIT LORD FAUNTLEBOY (A. v.f.) : Marbeuf, & (225-18-45).

POPEXE (A., v.f.): Napoléon, 17- (380-41-46). LE PRINCE DE NEW-YORK (A. v.o.):
Marbeuf. 8- (225-18-45); Olympic Luxembourg, 6- (633-97-77).

LE PROFESSIONNEL (Fr.): U.G.C.

Opéra, 2- (261-50-32); Ambassade, 8-

dans **UNE PAGE**

L'ACTUALITÉ DU DISQUE CLASSIQUE - JAZZ - ROCK - VARIÉTÉS

PRUNE DES BOIS (Belg.): Banque de l'Image, 5 (329-41-19).
QUI CHANTE LA-BAS ? (Youg., v.o.):
Saint-André-des-Arts, 6 (320-48-18). RAGTIME (A., v.o.) : Cluny Palace, 5-(354-07-76) : Hanteleuille, 6- (633-79-38) : Elysées Point Show, 8- (225-67-29); Parnassiens, 14 (329-53-11).
REMBRANDT FECTI (Holl., v.o.);

Movies, 1r (260-43-99).
RICHES ET CELEBRES (A., v.o.):
Publicis Saint-Germain, 64 (222-72-80): Paramount City, 8 (S62-45-76). - V. f.: Paramount Montparasse, 14 (329-90-10). ROX ET ROUKY (A., v.f.) : La Royale, &

(265-82-66); Napoléon, 17° (380-SAYAT NOVA (Sov., v.o.), Cosmos, & LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Berlitz, **2** (742-60-33). LES SOUS-DOUES EN VACANCES (Fr.), Gaumont les Halles, 1" (297-49-70); Berlitz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Cluny Palace, 5 (354-07-76); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Biarritz, 8- (723-69-23); Marignan, 6- (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 6- (387-35-43); Nation, 12-(343-04-67); Fauvette, 13. (331-60-74): Montparzosse Pathé, 14 (322-19-23); Gaumont Sud, 14 (327-84-50): Gammont Convention, 15 (828-42-27); Victor Hugo, 16 (727-49-75); Wepter, 16 (522-46-61); Gaumont Gambetta.

STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.); Studio Logos, 5º (354-26-42). TE MARRE PAS C'EST POUR RIRE (Fr.): Rio Opéra, 24 (742-82-54); Ermitage, 8 (359-15-71); Maxéville, 2 (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13. (336-23-44): Miramar, 14" (320-89-52); Mistral, 14* (539-52-43); Magic-Convention, 15* (828-20-64); Clichy-Pathé, 18* (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

20 (636-10-96).

TETE A CLAQUES (Fr.) : Richelieu, 25 (233-56-70); Marignan, & (359-92-82); Français, 24 (770-33-88): Nation, 124 (343-04-67); Fauvette. 13° (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Convention Saint-Charles, 154 (579-33-00). TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) : Marignan, 8 (359-92-82); Paramount

Opéra, 2 (742-56-31); Montparmasse Pathé, 14 (322-19-23). un justicier dans la ville n° 2 (**) (A., v.o.) : Paramount Odéon. 64 (325-59-83) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; Paramount City, 8 (562-45-76). - V.f.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Max-Linder, 9 (770-40-04); Paramount Opéra, 24 (742-56-31) : Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparmassa, 14 (329-90-10); Paramount Oricans, 14º (540-45-91); Convention St-Charles, 15 (579-33-00): Paramount Maillot, 17 (758-24-24): Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétan, 12 (241-77-99). UNE FEMME D'AFFAIRES (Fr., v.o.)

Forum, 1= (297-53-74); Paramount Odéon, 6e (325-59-83); Paramount City, 8º (562-45-76); Publicis Champs-Elysées, & (720-76-23). - V.f. : Paramount Opera, 2 (742-56-31); Paramount Bastille, 124 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03): Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Convention St-Charles, 15 (579-23-00); Passy, 16 (288-62-34): Paramount Maillot, 17 (758-24-24). LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Marignon, 8 (359-31-97).

WOLFEN (A., v.o.): U.G.C. Odéon, 6-(325-71-08) : Biarritz, 8r (723-69-23). -V.f. ; Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (336-23-44); Mistral, 14* (539-52-43); Montparnos, 14* (327-52-37); Paramount Montmartre, 18* (606-34-25) : Secrétan, 12* (241-77-99).

LES FRIMS NOUVEAUX

ACTEURS PROVINCIAUX, film po-

lonais d'Agnieska Holland, v.o. : Olympic Entrepôt, 14 (542-67-42). KUNG-FU, film polonais de Jamesz Kijowiski, v.o.: Olympic Entrepôt, 14 (542-67-42). LA MAITRESSE DU LIEUTE-NANT FRANÇAIS, film anglo-

américain de Karel Reisz, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Gaumont Champs-Elysées, 8 (359-04-67); Hantefeuille, 6. (633-79-38); Parnassiens, 14 (329-83-11). - V.f.; Impérial, 2 (742-72-52); Nations, 12 (343-04-67); Montparnasse-Pathé, 144 (322-19-23); Gaumont Convention, 15° (828-42-27). LA NUIT DE L'ÉVASION, silm américaia de Delbert Mann, v.o.: Ermitage, 8 (359-15-71). - V.f.: Rex. 2

(236-83-93), mat.; Paramount Odéon, 6- (325-59-83); Paramount Opéra, 2º (742-56-31); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Paramount Gobelins, 13* (707-12-28); Mistral, 14* (539-52-43); Paramount Montparnasse, 15 (329-90-10); Magic Convention, 15 (828-20-64); Paremount Montmertre, 18. (606-PACO L'INFAILLIBLE, film de Didier Haudepin: Quintette, 54 (633-79-38); U.G.C. Rotonde, 6 (633-

08-22); Pagode, 7° (705-12-15); Elysées Lincoln, 8° (359-36-14); Saint-Lazare Pasquier, 8º (387-35-43); Images, 13° (522-47-94). PREND 10 000 BALLES ET CASSE-TOL, film français de Mahmoud Zemmouri: Quintette, 5° (633-79-38); Élysées Point-Show, 8° (225-67-29); Français, 9° (770-33-88); Parnassiens, 14 (329-83-11); Broadway, 16 (527-41-16); Clichy Pathe, 18 (522-46-01). LA TRIPLE MORT DU TROI-SIÈME PERSONNAGE, film

franco-belgo-espagnol d'Helvio Soto, v. csp. : Forum, 1" (297-53-74) ; Studio Cojas, St (354-89-22). UNE GLACE AVEC DEUX BOULES, film français de Christian Lara: Richelicu, 2 (233-56-70); Paramount Marivanx, 2 (296-80-40): Saint-Germain Studio, 5. (633-63-20); Mercury, 8 (562-75-90); Paramount Galaxie, 13 (580-52-43); Bienventie Montparnasse, 14 (544-25-02); Clichy Pathé, 18-(522-46-01); Paramount Maillot, 17-(758-24-24); Gaumoni Gambetta. 20 (636-10-96).

Samed 20 mars

presente oc Brunch



สดเฉบ produit lecond

Marine & Trans

** 3 WAY: 45 B 46-

A - - - All Throughout

· Song south . Bridge

District Service !

Printer de la Printe

-

ANCI CLE

Superior, the Period of their M. F.M. of Linespee The second section of the second depend & proper de 19 h PETER SERVICE 4.54.44 A STATE OF THE STA Lines some fire and a great s ALL WAS

A CARL & SAFER II BARRELLE.

The second second Si Francis

tid has the control of the land

Samedi 20 mars

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. Les lycéens face à l'école.
- 21 h 55 Série : Dallas. La promotion.
- 22 h 45 Magazine d'ectualité : Sept sur sept. De F. Bonlay, E. Gilbert et J.-L. Burgat. Au sommoire : La télévision du Canada : bataille autour d'une dote : 19 mars 1962, fin de la guerre d'Algèrie.
- 23 h 40 Journal.

MASSING !

A Section 1

1 14 · 1 · 1

à...

*** ** L

4 4 1 ---

1

全块五额 看套

والمراز والمحاطرة والمؤثر

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- 20 h 35 Variétés: Champs-Elysées. De Michel Drucker.
- Avec Sack Distel, Michel Berger, Nicolas Peyrac, etc. 21 h 40 Feuilleton: Le village sur la colfine. Réalisation Y. Laumet. Avec M. Boyer, M. Chpill, C. Bros-Louis et Marie ont un enfant. A. Chavigny la querelle entre Blanes et Rouges s'estompe, et tout le monde subit la crise économique des années 30. Tourné en plans-séquences, ce

beau feuilleton est à regarder dans son intégralité.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

- 20 h 30 On sort ce soit : « le Pirate ».

 D'après H. Robbins, réal. K. Amakin (2º partie), avec F. Nero, C. Lee, E. Waliace, etc.

 La lente ascension de Baydr, musulman élevé dans la judaité, qui, après des études aux U.S.A. et un long séjour à Beyrouth, devient un magnat du pétrole, sujet aux pressions des fedayin pour l'obtention d'armes.
- 22 h 5 Journal

FRANCE-CULTURE

- Puites de gaz, de M. Vames. Avec C. Alexs et S. Jos-
- 20 h 47, Six foriets les trois balles, de K. Szakonyi. Avec J. Topart, P. Guésan, M. Dalbret, etc. 21 h 55, Ad lib, avec B. de Breteuil. 22 h 5, Le fegue de susseil.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Saison lyrique (concert donné au Grand Auditorium de Radio-France le 3 décembre 1981). «Ariane à Naxos», opéra de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, soi. H. Christian, W. Schoue... chef de chant, M. Panhon, J. Estournet, violon solo, dir. M. Janowski.
23 h 15, La mit sur France-Musique, 23 h 15, Samedi-Minuit; 0 h 5, Haute-Infidélité.

Dimanche 21 mars

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte. 9 h 30 Orthodoxie.
- Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur. · Messe. 11 h
- Célébrée au musée de Chury. Prédicateur: Mgr J.-M. Lustiger. Télé-foot.
- Journal.
- 13 h 20 Miss en boîte. 14 h 10 Toute une vie dans un dimanche.
- De P. Sabatier (et à 17 h 15). 15 h 40 Série : Columbo.
- Le mystère de la chambre forte.

Of E servery to the first

The Cart

- 16 h 55 Sport dimanche. Automobile: Championnat du monde de cross à Rome:
- Rugby : tournoi des cinq nations. Magazine : Pleins feux. De J. Artur et C. Garbisti. - -

Benny Hill

Jac'Brunch le nouveau produit Jacquet



SUR TFI A 20h30 SUR A2 A 14h15 ET 18h45

- 19 h 30 Les animaux du monde.
- Les giseaux des terriers. Journal.
- 20 h 35 Cinéme: « l'Amour en fuite.
- Film français de F. Truffaut (1978) avec J.P. Léand, M.-F. Pisier, C. Jade, Dani, Dorothée, R. Varte, J. Berthesu. Antoine Doinel, divorcé, est amoureux d'une jeune sille qui ne se plie par à ses caprices. Le hasard le remet en présence de personnages de son passé. Sous le brio d'une comédie sentimentale et santaisiste, une émouvante et prosonde réslexion de Truffaut, cinéaste, sur la vie de Doinel-Jean-Pierre Léaud telle qu'il l'a créée depuis Les 400 Coups. Débuts à l'écran de la speakerine télé, Dorothée.



22 h 5 Élections cantonales. Voir Tribunes et débats). 22 h 55 Sports: Football

Brésil-Allemagne à Rio-de-Janeiro (en Eurovision). 0 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- Cette semaine sur A 2. 11 h 15 Dimanche Martin.
- Entrez les artistes.
- 12 h 45 Journal 13 h 20 Dimanche Martin (suite).
- Incroyable mais vrai ; 14 h 25, Série : Magmum ; 15 h 20, L'école des fans; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire;
- 16 h 25. The dansam 17 h 5 Série: Sam et Salfy.
- La chasse au tresor. Stade 2. Journal.
- · 20 h 35 Variétés : Chantez-le-moi. De J.-F. Khan.
- La chanson pamphiétaire de l'époque de la Fronde à Bruant avec Caroline Clerc et Jacqueline Danno. 21 h 55 Résultats des élections cantonales.
- 22 h 55 Document : L'homme, le singe, l'homme. Une fausse bonne idée de J.-B. de la Rochefoucauld : Pierre-Paul Grassé, fondateur du C.N.R.S. et de l'INRA, contraint,

sous convert de faire simple, de jouer la comédie face à une

fillette de neuf ans (la fille du réalisateur). 23 h 25 Journal. TROISIÈME CHAINE: FR 3

- Émissions de l'ICEI destinées aux tra-
- vailleurs immigrės : Mosaïgue. 13 h 45 Dessin animé : Mister Magoo. La soupière a des creilles.
- 15 h 15 Sèrie : Le comte de Monte-Cristo.
- D'après A. Dumas : Les scélérats. 16 h 45 Théâtre: « Electre ».
- De J. Girandoux. Mise en scène: S. Turck. Avec: H. Karaghenz, M. Ribowska, etc.
- 18 h 45 Prélude à l'après-midi : « La nuit transfigurée », d'A. Schoenberg.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOML Série : Benny Hill.
- 20 h 30 Résultat des élections cantonales (et 20 h 45 Série: La révolution romantique (11).
- Série de M. Brion. Réal. : D. Lander. Les reflets de la victoire. Bouleversement des idées : le romantisme, avec Novalis en Allemagne, Byron en Angleterre et Hugo en France, tente de se libérer des jougs de l'Église, des tyrannies politiques et
- des hiérarchies sociales. Journal
- Cinéma de minuit (cycle G. Tierney) :
- Film américain d'O. Preminger (1944), avec G. Tierney, D. Andrews, C. Webb, V. Price, J. Anderson (v.o. sous-titrée. N. Rediffusion). Un inspecteur de police enquête sur le meurtre d'une jeune semme de la haute société new-yorkaise. En recueillant les témoignages de ceux qui l'on comme, il tombe amoureux
- A partir d'une intrigue policière, la mise en scène d'une fascination et d'une obsession, rebondissant sur un étomant coup de théâtre. Gene Tierney, belle et mystérieuse, est devenue ict un mythe, il y a aussi l'étonnant Clifton Webb, dandy à la
- personnalité secrète. FRANCE-CULTURE
- 12 h 40, Le lyriscope : L'Orfeo », de Monteverdi, à Chaillot :
- « Harlem, années 30 », à l'Opéra-Comique. Som: Ouctidiennetes. 14 h 5, La Comédie-Française présente: « Des frites, des
- frites, des frites » d'A. Wesker.
- 16 h 5. Diseases rares: V.-S. Goubarento. 16 h 45. Conférence de carême: Pourquoi est-ce que je prie?, sar Mgr Coffy, archevêque d'Albà.
- 17 h 35, Rescoutre avec., C. Vasquez de Lustsky, 18 k 30. Ma non troppe.
- 19 h. 10. Le cinéma des cinéastes. 20 h 5. Athetres: Poésie danoise contemporaine. 20 h 40, Atelier de création radiophonique: Abécédaire, par
 - J.-L. Rivière.
- 23 h, Musique de chambre : Chailley, Korngold, Dvorak.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h, 5 Les après-midi de l'erchestre : Les Mahlérieus II (2 série), avec W. Mengelberg; œnvres de Rachmaninov, Kodaly, Bartok, Rontgen, Ravel, Brahms. 14 h 4, D'une oreille l'autre, œuvres de Liszt, Carissimi,
- Schoenberg, Boccherini, Bartok, Dvorak. .17 k. Comment l'entendez-vous ? par M. Brion de l'Acadénie française : œuvres de Schumann 19 h 8, Jazz. Le Quartette de H. Texter.
- Les muses en dialogne. 20 h 30, Concerts (donné le 3 octobre 1981 au Festival de Ludwigsburg) «Adaggio et Fague pour deux pianos», «Sonate pour pieno à quatre mains », « Larghetto et allegro en mi bémol », «Cinq variations pour piano à quatre mains», «Sozzate pour deux pianos», « Allegro et andante de la sonate pour piano à quatre maios » de Mozart, par P.B. Skoda, et
- A. Lonquich, piano. 22 à 36, Le suit sur France-Musique. La geste d'igor, les mémoires musicaux de I. Markévitch (6º partie) : œuvres de Markevitch, Rameau, J.-S. Bach; 0 h 5, Rupture; œuvres de

Saint-Saens, Schoenberg. Les élections cantonales

TF 1: à partir de 22 h 5, débat animé par Roger-Xavier Lantéri, avec la participation de MM. Lionel Jospin, secrétaire général du P.S., Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., et Georges Marchais, secrétaire général du

- A 2 et France-Inter: avec le concours de la C.I.I.-Honeywell-Bull, premières estimations dès 20 heures et débat à partir de 21 h 55.
- FR 3: décrochage dans les régions à 20 h 30 et 21 h 35.
- Europe 1 : à partir de 19 heures, présentation et analyses par G. Carreyrou et J.-C. Dacier.
- R.T.L : de 20 heures à minuit, soirée animée par Alexandre Baloud.
- R.M.C.: premières estimations à partir de 20 heures.

EEMONO MUES CREDIT TOTAL 42 MOIS sans versement comptant, sur les occasions garanties O.R. Les plus belles occasions du printemps AUJOURD'HUT: DERNIER JOUR... OCCASIONS RENAULT

La radio-télévision italienne décide d'acheter la moitié de Télé-Monte-Carlo

(De notre correspondant.)

Rome. - Le conseil d'administration de la RAI (service de la radiotélévision italienne) a décidé, joudi 18 mars, d'acheter la moitié de Télé-Mome-Carlo. Selon l'accord, qui s'étend sur une durée de six ans, la RAI fournira gratuitement quatre heures de programmes quotidiens provenant de ses trois chaînes. T.M.C., pour garantir le pluralisme et objectivité de la chaîne, préparera de nouvelles formules de programmes et de journaux télévisés, en accord avec la RAI. Est d'autre part prévu un versement à TV 1, société italienne de T.M.C., d'une somme de cinq milliards de lires, à titre d'option sur la constitution d'une société dans laquelle les deux parties auront 50 %

des actions. Commencées en 1981, les négociations entre la RAI et T.M.C. avaient été retardées par l'opposition de certains partis politiques, notam-

ment des républicains dits libéraux. La conséquence pour le public italien du rachat de T.M.C. par la RAI sera la perte d'une des chaines « alternatives a parmi les plus appréciées des

Solon le directeur général de la RAI, M. De Luca, a il ne s'agit pas d'un acte impérialiste de la RAI télévision, mais d'une volonté de manifester plus activement notre présence dans un Etat qui transmet en langue italianne. La RAI pourra ainsi éviter un renforcement des consortiums privés que les pouvoirs publics ne réglementent pas ».

En fait, si l'accord avec T.M.C. avait été signé par un organisme privé de radiodiffusion, celui-ci aurait Du avoir accès au satellite dont dispose T.M.C. à titre de membre de l'Union européanne de radiodiffusion.

LES SONDAGES DU CESP

Les chiffres d'Antenne 2

L'observation des écarts d'« audience cumulée journalière » des chaînes, calculée du lundi au vendredi, entre janvier 1981 et janvier 1982, faisait ressortir selon les chiffres du Centre d'étude des supports publicitaires (CESP) une baisse générale de l'écoute télévision (à l'exception de FR 3) (le Monde du 19 mars). La même comparaison opérée sur des audiences relevées, cette fois, du lundi au samedi, donne cependant des résultats légèrement différents, notamment pour ce qui

concerne la deuxième chaîne. Antenne 2 fait ainsi savoir que son andience cumulée journalière

(personnes ayant regardé la télévision à un moment quelconque de la journée) se situe à 52 %, soit une augmentation de + I %; sa durée d'écoute journalière est de 1 h 49 (+ 4 %); l'écoute au quart d'heure moyen de 18 beures à 22 heures est de 15 % (+ 2,7 %), les émissions connaissant de très fortes progressions au long de la journée. A 12 h 45, l'écoute est en hausse de 3 %; à 20 heures elle augmente de 1.8 % à 20 h 15 de 2 %, à 20 h 30, de 3 % à 21 heures de 3,3 %. A noter aussi que, pour la première fois depuis sa creation, Antenne 2 est la chaîne la plus regardée à 20 h 30.

Contestations

Avent le 10 mai, l'audience de la radio et de la télévision intéressait surtout les professionnels de l'audiovisuel et les publicitaires. Elle est devenue, comme les émissions elles-mêmes, un suiet de conversation et même davantage : un argument, presque un enjeu politique. M. Georges Fillioud, qui a hérité du plus ingrat des ministères, en sait quelque chose à Romans où certains semblent le confondre avec le petit écran.

Les trois enquêtes effectuées chaque année par le Centre d'étude des supports de publicité (CESP) ont ainsi pris catte année un relief particulier. Le CESP a toujours eu une manière contestable de communiquer ses chiffres. A l'A.F.P., qui en feit ce qu'elle paut, et aux supports les radios et les télévisions - qui retransmettent à la presse les chiffres qu'ils veulent bien : chaque vague est, pour les attachés de presse de ces supports, l'occasion de coups de téléphone enthousiastes à la presse écrite. chacun — forçons un peu le trait soulignant les prouesses de sa chaîne ou de sa station. Dans les cas trop manifestement € tragiques », il n'y a pas de coup de téléphone.

Cette année, la manière dont ant été « distillés » les chiffres du CESP (le Monde du 18 et du 19 mars) a donné, sans forcer le trait, les résultats suivants : baisse générale de l'audience. mais en fait remontée de l'audience; mauvais résultats d'Antenne 2, mais excellentes performances d'Antenne 2. Un dossier sérieux du CESP communiqué à la presse écrite en temps utile éviterait ce genre de courbes à

F.E.

LA RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL

La C.F.D.T. conteste la composition prévue pour la haute autorité

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., déplore la composition de la hante autorité qui, selon le projet de réforme déjà présenté aux syndicats par M. Georges Fillioud, ministre de la communication, coiffers l'ensemble de l'audiovisuel. Seul point de désaccord de la C.F.D.T. avec un projet qui reçoit, dans l'ensemble, son agrément, cette composition de six membres (deux nommés par le président de la République, un par le président du Sénat, un par le président de l'Assemblée nationale, un membre de la Cour des comptes désigné par son premier président, un autre du Conseil d'Etat choisi par son vice-président) risque, selon le syndicat, d'empêcher le texte

De son côté, M. Pierre Hureau, secrétaire national de la C.F.D.T. préconise un retour aux propositions du rapport Moinot qui prévoyait trois personnalités choisies en plus par les six membres sur une liste soumise par le Conseil national de la communication audiovisuelle.

qui lui apparaît fondamental.

d'être susceptible de résister à une

éventuelle alternance politique .. ce

Six heures pour la création

Les créateurs de l'audiovisuel et du spectacle organisent, lundi 22 mars, au Casino de Paris, - Six heures pour la création », une manifestation qui a déjà recueilli l'accord des organisations syndicales et professionnelles, et qui groupera anteurs, compositeurs, réalisateurs de cinéma et de télévision, artistes et techniciens.

A quelques jours de la présentation du projet de réforme de l'audiovisuel au conseil des ministres et à quelques semaines de sa discussion à l'Assemblée nationale, les organisateurs souhaitent sensibiliser le législateur aux problèmes spécifiques de la création et établir un lien entre les créateurs et les services publics.

* Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris-9. De 18 heures à

· Les Editions Bordas mettront à la disposition des radios libres, pendant toute la durée du Salon du livre, un studio équipé selon les normes professionnelles, qui leur permettra de recevoir au micro, auteurs, éditeurs, lecteurs ou libraires (Salon du livre, du 26 au 31 mars au Grand Palais).

 Gilda, la radiopolitaine {Paris, 91 MHz) reçoit M. Daniel Cohn Bendit, samedi 20 mars, à 13 heures, et le même jour, le cinéaste Luigi Comencini, de 20 heures à 22 heures.



Les reliefs de Rita Hayworth

Vous vous rappelez las films en trois dimensions qu'il fallait regarder à l'aide de lunettes en carton 7 Relancés en 1953 par Hollywood, après un premier essai peu concluant en 1935, dans l'espoir de renflauer l'industrie cinématographique qui battait de l'aile face à la télé alors en plain essor, ils avaient retenu un moment l'attention. La médiocrité des films tournés grâce à ce procédé n'a pas favorisé, hélas, l'essor d'une mode bientôt rempla-

cée par celle du cinémascope. Les « 3 D » n'ont pas été perdues pour tout le monde pourtant. C'est la télé à présent, la tėlė allemande aujourd'hui, les télés britannique, néerlandaise et autrichienne demain, qui y voient un moyen de battre le rappel de tous ces déserteurs, de tous ces tuvards de moins en moins hypnotisés par le miroir aux alouettes. Elles n'ont paut-être pas tort. On a vendu en République fêdérale huit millions de paires de lunettes, à 70 pfennigs pièce, destinées à admirer mercredi dernier la facon dont les courbes de Rita Hayworth dans Miss Sadie Thomson crevaient l'écran. La semaine prochaine ce sera au tour du Magicien fou de faire frissonner les livings, en découpant son rival en rondelles qu'on dirait prêtes à rebondir sur la moquette i

C. S.

■ R.F.M. (100,3 MHz), la station de Vélizy, brouillée sur une partie de la capitale, a lancé l'idée d'un club d'auditeurs. Le club R.F.M. dotera ses membres - contre 50 F d'une carte magnétique leur permettant d'avoir des conditions présérentielles dans les magasins de sport, les agences de voyages et pour dissérents spectacles. Un gala de sontien à la station, dont la vedette sera Johnny Hallyday, entouré d'Alain Souchon et de plusieurs autres arristes, a lieu le 21 mars, sous un chapiteau de dix mille places, dressé sur le parking du centre commercial de Vélizy. Les billets sont en vente aux trois FNAC et au centre commercial de Vélizy.

PRESSE

ACCORD AU « FIGARO » POUR L'INTÉGRATION DES RÉDACTEURS DE L'A.G.P.L.

Un accord a été réalisé au Figuro entre la direction et les syndicats ·(C.G.C., C.F.D.T. et S.N.J.), au sujet de l'intégration des journalistes de l'A.G.P.I., agence d'information

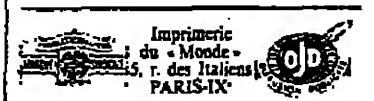
créée par M. Hersant. Cet accord permet de réunifier deux équipes qui travaillaient toutes deux au Figaro quotidien, mais avec des statuts et des conventions collectives différents: l'une, d'environ cent quarante journalistes, est issue directement de la société de gestion du journal: l'autre, dont l'effectif avait progressivement atteint soixante-douze journalistes, dépendait de l'A.G.P.I.

Créée à l'origine pour Paris-Normandie, l'A.G.P.I. ne travaillait plus, pratiquement, que pour le Figaro. D'où la procédure juridique engagée en décembre 1980 par la C.G.C., puis les autres syndicats, pour saire reconnaître l'unité juridique des deux entreprises. L'accord intervenu met fin à cette procédure.

Les suppléments du Figaro restent, cependant, sous-traités par l'agence A.G.P.I. Des journalistes de la gestion pourront être affectés à temps plein ou partiel, avec leur accord, à la rédaction de ces supplé-

• Le groupe Hachette vient de ceder les 50 % des parts détenues dans Moto-journal et devient seul actionnaire de Tennis-Magazine, aux termes d'un accord rendu public jeudi 18 mars. En même temps, Hachette cède les 50 % qu'elle détenait dans la société Moto-Journal à M. Pierre Barret et Mme Monique Helfenberger, qui détiendront ainsi 84 % du capital, M. Max Corre conservant 16 %.

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérants: Jacques Fauvet, directeur de la publication. Claude Juliers.



Reproduction interdite de tous articles. sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 437 I.S.S.N.: 0395-2037.

INFORMATIONS « SERVICES »

LUNDI 22 MARS - Hôtels de Rohan et Soubise ., 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois,

- M= Allaz. «Le Printemps », 15 heures, devant le «Welcom Service », nouveau maga-
- sin, M™ Hulor. « Palais de Justice », 15 heures, place
- Dauphine, M= Legrégeois. «Le siècle de Louis XIV», 15 heures et 17 heures, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, M^m Thibaut (Caisse nationale des monuments histo-
- Hôtel Lauzun -, 15 heures, 17, quai d'Anjou, (Appproche de l'art). « lle Saint-Louis », 15 heures, métro
- Pont-Marie (Art et Histoire). · Peinture du dix-huitième siècle », 14 h. 30, musée du Louvre, porte De-
- non, (Arcus). « La Cour des Miracles, la tour de Jean-Sans-Peur, Les Halles », 14 h. 30, 16, rue Etienne-Marcel (A travers
- La franc-maçonnerie >, 15 heures, 16, rue Cadet, M™ Ragueneau. Vestiges et souterrain de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine, Man Reynaud (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Récits des temps gothiques » 15 heures. Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).
- « Appartements royaux du Louvre », 14 h. 45, pavillon Denon, M. de la Ro-« Musée de la contresaçon »
- 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire). - Hôtels du Marais, place des
- Vosges », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «Le Sénat », 15 heures, 20, rue de Tournon (Tourisme culturel).

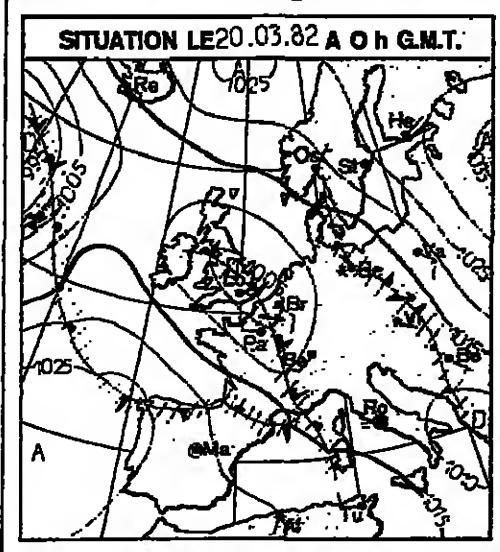
- La Mosquée -, 14 h. 30, place du

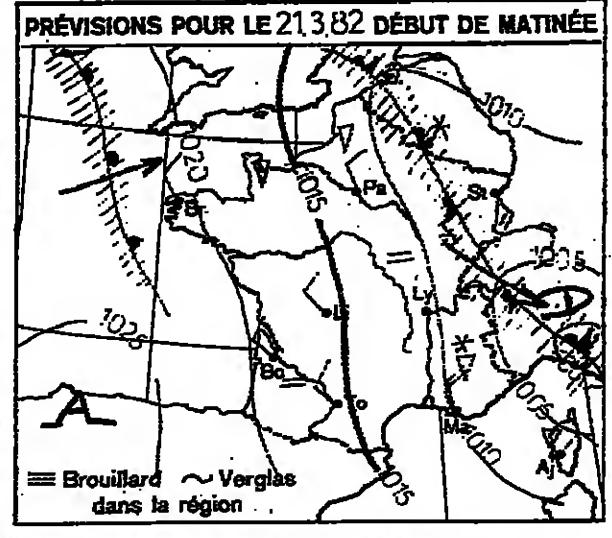
Puits-de-l'Ermite (Visages de Paris). CONFÉRENCES -

14 h. 45, 23, quai de Conti, J. Coulomb : « L'université des Nations unies, une organisation originale du système des Nations unies » (séance publique). 17 heures, et 20 h. 30, Musée des arts décoratifs, R. Percheron : « L'Empire latin d'Orient et la fin des croisades ». 18 h. 30, 109, rue de Rivoli, G. Mabille: « Les arts de la table ».

19 heures, 62, rue Madame, « Empire romain: les Antonins > (Arcus). 20 h. 30, 26, rue Bergère, A. Jodorosvski : « Le tarot initiatique » (L'homme et la connaissance).

PARIS EN VISITES — | MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 20 mars à 0 beure et le dimanche 21 mars à 24 beures :

Entre la zone dépressionnaire axée de l'Italie aux Pays-Bas, qui s'évacue lentement vers l'Est, et la dorsale du proche-Atlantique, un flux d'air maritime instable s'est établi sur la France. Au cours de la journée de dimanche, une perturbation oceanique apporters une aggravation de la Bretagne aux Pyrénées occi-

Dimanche matin, les nuages seront assez abondants des Ardennes aux Vosges, aux Alpes du Nord ainsi qu'en Corse, où des averses résiduelles seront observées (neige au-dessus de 600 mètres).

Ailleurs, le temps sera brumeux, assez nuageux de l'Aquitaine à la Bretagne, mais au cours de la journée des éclaircies se développeront, principalement sur le pourtour méditerranéen, où le mistral et la tramontane persisteront. Toutefois, au cours de l'après-midi et de la soirée il pleuvra de la Bretagne à la Normandie et à la Vendée. Les températures varieront peu.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer étnit à Paris, le 20 mars 1982 à 7 heures, de 1 009,4 millibars, soit 757,1 millimètres de mer-

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mars; le second, le minimum de la nuit du 19 mars au 20 mars) : Ajaccio, 14 et 6 degrés ; Biarritz, 12 et 10; Bordeaux, 14 et 9; Bourges, 7 et 6; Brest, 12 et 7; Caen, 10 et 6; Cherbourg, 9 et 6; Clermont-

dans l'appareil.

chez les électroménagistes.

MODE

CHRISTIAN DIOR HABILLE LES

GUIDES DES NATIONS

UNIES. - Les centaines de mil-

liers de personnes venues de tous

les pays du monde qui chaque

année visitent le palais de verre

et d'acier du siège de l'ONU à

New-York seront désormais qui-

dées par quarante-sept jeunes

femmes habillées d'un nouvel

uniforme signé et offert par Chris-

tian Dior : blazer bleu marine à

ceinture, jupe droite assortie,

blouse pastel à rayures bleues et

grises et à colleret rond ornée

d'une cravate en cordelette.

GUIRLANDES DE CARVEN. -

Cherchant à renouveler le succès

de « Ma Griffe », son parfum fa-

vori des jeunes des années 50,

Carven propose, avec « Guir-

landes », un mélange fleuri et

fruité, naturel. Présenté en flacon

ovale gravé de fleurs, coiffé d'un

bouchon en forme de « C », il

existe en parfum et en eau de toi-

LA THALASSO CHEZ SOI. - Grace

à « Body Line » d'Halena Rubin-

stein, à base d'extraits marins, la

thalasso en crêmes entre désor-

mais dans les salles de bain cita-

dines. Quatre produits : une crème

exfoliante gomme les peaux

mortes et rugueuses, le gel raffer-

missant lutte contre l'empâte-

ment, la poudre non moussante

pour le bain procure une sensation

de détente, enfin l'émulsion hy-

dratante adoucit la peau.

cedex 07, tél.: 261.50.10.

Ferrand, 8 et 6; Dijon, 9 et 4; Grenoble, 10 et 4; Lille, 10 et 4; Lyon, 10 et 6; Marseille, 14 et 4; Nancy, 8 et 4; Nantes, 14 et 7; Nice, 15 et 6; Paris-Le Bourget, 10 et 7; Pau, 12 et 9; Perpignan, 16 et 10; Rennes, 13 et 5; Stras-bourg, 8 et 2; Tours, 8 et 6; Toulouse,

To

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 6 degrés; Amsterdam, 10 et 2; Athènes, 16 et 8; Berlin, 5 et 0; Bonn, 8 et 2; Bruxelles, 10 et 3;

14 et 8; Pointe-à-Pitre, 29 et 16.

Le Caire, 21 et 10 : Canaries, 2! et 16 ; Copenhague, 4 et 0; Dakar, 23 et 18; Genève, 10 et 3; Jérusalem, 12 et 2; Lisbonne, 19 et 11; Londres, 8 et 4; Luxembourg, 6 et 0; Madrid, 19 et 10; Moscou, 3 et -5; Nairobi, 31 et 17; New-York, 6 et 6 : Palma-de-Majorque, 18 et 10; Rome, 13 et 1; Stockholm, 1 et 0; Tunis, 16 et 6; Tozeur, 23 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

STAGES

PRISE DE SON ET MIXAGE MUL-TIPISTE. - Le Monde de la musique organise deux sessions à Paris, les 3 et les 17-18 avril prochains dans un studio d'enregistrement 16 pistes, entierement

* Renseignements et inscriptions. exclusivement par correspondance au Monde de la musique, stage de prise de son, 89, boulevard Sébastopol, 75002 Paris. Prix du stage

BREF

ANCIENS COMBATTANTS

AFRIQUE DU NORD : LA RE-TRAITE. - Les anciens combattants en Afrique du Nord sont informés que, sur proposition de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, la date limite pour bénéficier de la majoration d'Etat de 25 % sur les retraites mutualistes des anciens combattants d'Afrique du Nord a été reportée au 31 décembre 1982. Les ∢ retardataires » sont invités à se renseigner auprès des associations regroupant des ariciens militaires d'A.F.N. pour obtenir les imprimés nécessaires à la constitution d'un dossier. Citons parmi ces associations : l'U.N.C. A.F.N., 18, rue Vézelav. 75008 Paris. Tel.: 561.17.30; la FNACA, 37-39, rue des Gâtines, 75980 Paris. Tél.: 797.13.79: F.N.C.P.G.-C.A.T.M., 46, rue Copernic, 75782 Paris :Tél. : 500.18.19.

BOURSES

VOYAGES AU JAPON. — Le ministère des affaires étrangères du Japon organise de nouveau cette année un concours d'essais destiné aux jeunes Européens et un voyage d'études au Japon. Cinquante personnes seront sélectionnées parmi les participants au concours et invitées au Japon par le ministère pour étudier sur place les divers aspects du Japon contemporain dans les domaines politique, économique, industriel, social et culturel.

* Pour tous renseignements concernant les modalités du concours et le programme du voyage, s'adresser à l'ambassade du Japon, service de presse et d'infor-

MAISON

TABLES EN LAQUE. - Castelli vient de créer une collection de tables de repas en laque. Leurs coloris subtils sont inspirés par Venise: blanc brume, ocre Grand Canal, vert lagune, beige, noir ou rouge. Qu'elles soient rondes. ovales, carrées ou rectangulaires. ces tables existent en plusieurs dimensions. Leur piétement, en acier laqué assorti au plateau, peut être à fûts droits ou terminés par une étoile à cinq branches. Les prix de ces tables « Brio » s'échelonnent entre 2 900 et 6 700 francs.

* Galerie Castelli, 28, rue de Berri, 75008 Paris.

CONFFURE CHEZ SOI. - Un nouveau sèche-cheveux, aussi puissant que ceux utilisés par les coiffeurs, permet des « brushings » à domicile et le séchage des cheveux longs et épais. De forme pistolet, cet appareil de 1 500 watts

P.T.T. est à température modulable : il fonctionne sur deux vitesses et CABINES A LA CARTE. - L'expérichacune d'elles sur trois tempéramentation des cabines téléphonitures. De teinte ivoire, ce secheques à paiement par cartes holocheveux est vendu avec une buse graphiques continue à Paris. Après qui concentre l'air chaud; il est la gare Montparnase et la Cité unidoté d'un filtre qui empêche les versitaire, une vingtaine sont endémêlures de cheveux de pénétrer trèes en service, début février. dans la rue de Rennes, les boulevards Saint-Germain et Saint-* Rush, Babyliss, 220 f eaviron. Michel. Cette carte holographique En vente dans les grands magasins et est en vente dans les bureaux de poste et chez les commercants des quartiers concernés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3150

L Celui qu'on attend. - II. Qu'on ne trouve donc pas aux extrémités. Lieu de rencontres. Possessif. - III. Baie du Japon. Pris avec plaisir par ceux qui aiment négocier. - IV. Grande quand il n'y a pas de cinéma. Esclave... noir.

tribu. Vieille vache. VI. Colère. Entre pas à pas. Siège d'un concile. - VII. Pas fin. Un mot qui prouve qu'on n'a ricn inventé. Pronom. - VIII. Des gens qui aiment les bêtes. - IX. Mot d'enfant. Était porté par un oiseau. Armée d'autrefois. - X. Peut percer un Bon

détacher. - XI. Fut envoyée paître. S'éprit d'un drôle Pas d'oiseau. original. - XII. Un mauvais pli. Qu'on

peut traiter de corrompu. Conjunction. - XIII. Celle de la république ne dura pas longtemps. Regarda comme un œuf. Vraiment forts. – XIV. Adverbe. Peuvent être mis dans le bain. Prend l'air. - XV. Où il n'y a donc rien à prendre. Pronom. Souvent pris dans les estuaires.

- 10. Une bonne pomme. Faire un

ORIENTATION **VERTICALEMENT** les métiers de l'informa-

1. Aimeraient que les gens soient TION. - Le Centre d'études et de moins gentils. - 2. Certains portent recherches sur les qualifications. des pompons. Partie d'une balance. organisme public, publie (à la Do-- 3. Ce que sont les paresseux. Loin cumentation française) deux d'être comblé. - 4. Est souvent sur tomes consacres a divers metier la planche. Démonstratif. Certains se rapportant à l'information, à la la présèrent ondulée. Pronom. - 5. communication et au spectacle. Peut trancher quand elle est Dans le premier tome sont étudiés blanche. Quand elle est bleue, il y a les différents métiers de la presse beaucoup de papillons. - 6. Note. (rédaction et fabrication techni-Objet de culte, autrefois. Nom que), de l'édition, de la publicité : qu'on peut donner au ciel. - 7. Sont dans le second, ceux de l'audioparfois des gens qui ne veulent pas visuel et des spectacles vivants attendre d'être remerciés. - 8. Fait (photographes, monteurs, souvent un pli. Pronom. Serre bien étalonneur-filtreur, etc). quand elle est anglaise. S'attrape souvent à la main. - 9. Est parfois * La Documentation française. 29-31 quai Voltaire, 75340 Paris, tendre. Donner de quoi se défendre.

exposé. - 11. Met dans de mauvaises dispositions. Prouve qu'il y a eu un acquittement. A une forte tête. - 12. Circule en Espagne. Sans voiles. Qui n'aura donc aucune suite. - 13. A son siège dans un palais. Est plus plate qu'une vieille. Prononcé. - 14. Sont plus pratiques que des pieds. Pronom. Sans bavures. - 15. Bien ennuyée. Endroit où l'on voit le jour. Qui n'a donc pas besoin de compter.

Horizontalement

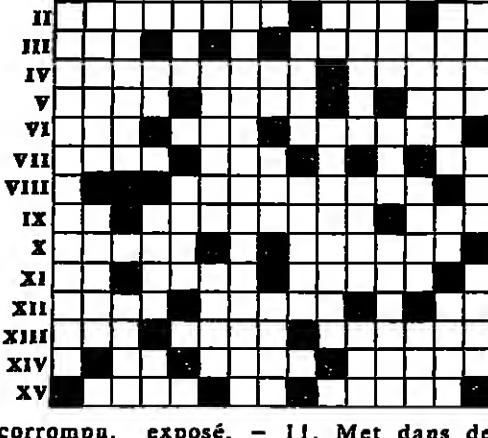
I. Couronne. - II. Oblat. Art.

Coureur. E.N.A. **GUY BROUTY.**

750 F, hébergement non compris.

HORIZONTALEMENT

- V. Port de 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 l'Hérault. Chef de



JOURNAL OFFICIEL du samedi 20 mars 1982 : DES ARRÊTES cables aux usagers scolaires sur les services réguliers routiers de voyageurs pour l'année scolaire 1981-

Solution du problème nº 3149

III. Usé. Envie. - IV. Remariage. -. Esati. Ale. - VI. Us. Tc. Erc. VII. Rigolo. - VIII. Or. Abcès. IX. Energic. - X. Vautour. -XI. Arête. Sus!

Verticalement

. Obsession. - 3. Uléma. Grève. -4. Rå. Auto. Rat. – 5. Oter. Elague. - 6. Nia. Obit. - 7. Navale. Ceos. - 8. Eriger. UU. - 9. Tee. Essors.

AUTOMOBILE

Deux étrangères de prix

d'une nouvelle légende

diversifie sa production de voitures sportives. Entre la 911, qui aura vingt ans l'an prochain, les 924 et les 928, le client a le choix entre une demi-douzaine de modèles auxquels il faut ajouter aujourd'hui la 944 annoncée comme devant être le point de départ d'une nouvelle légende

Ce coupé 2 + 2 ressemble à la 924, dont elle reprend la conception générale (moteur place à l'avant, boîte de vitesses sur les roues arrière motrices), les dimensions et même un peu la ligne. Elle en diffère par son moteur, qui n'est plus le 2 l Audi, mais un gros 4 cylindres en ligne fabrique chez Porsche.

Ce 2,5 l à injection est particulièrement souple grâce à un couple important à tous les régimes et à un équilibrage sophistique.

Il développe 163 ch. à 5800 t/mn et il permet à la 944 d'atteindre 220 km/h et d'accélèrer de 0 à I 000 m en 29 secondes.

Comme toutes les Porsche, la 944 est conçue pour recevoir deux adultes et leurs bagages. On peut aussi placer deux petits enfants sur les sièges arrière, mais il faut alors savoir qu'ils détesteront toute leur vie les voitures de sport.

La 944 est confortable et sacile à conduire; elle n'est pas très nerveuse, mais son équilibre, sa souplesse, sa très bonne boite de vitesses et son freinage en font une voiture efficace et sûre.

Sur petite route, elle accepte très bien de rouler à 90 km/h en cinquième et (sur autoroute), elle

che on de B.M.W. - autres alle-

mandes - les SLC de Mercedes ont

laissé la place aux SEC (1). Sous

ces signes sibvllins se cachent en

réalité le tout haut de gamme des

voitures de la célèbre firme d'outre-

Rhin. Avec le zest de tempérament

sportif que les ingénieurs de Stutt-

gart ont su préserver à une-deux

portes qui reste, comme pour les

grosses berlines de la marque, tour

née surtout vers le confort, les

coupés SEC sont essentiellement des

voitures bonnes à conduire à haute

vitesse. C'est que toute l'expérience

technique et les derniers résultats de

la recherche en matière automobile

s'v trouvent réunis pour faire de

cette énorme machine à rouler non

seulement des véhicules de très

grande élégance mais aussi des chefs

d'œuvre de mécanique. Toutes ces

belles qualités coûtent, selon la ver-

300 000 francs. Il vaut mieux le sa-

Mais il faut savoir aussi qu'en ma-

tière automobile les véhicules les

plus chers ne sont pas, dans une

gamme, forcément ceux qui se ven-

dent le plus mal. Le raffinement, le

confort, le fini, la fiabilité et pour si-

nir, le luxe, sont des caractéristiques

encore recherchées. Certains mar-

chés restent d'autre part très ouverts

économiquement, fiscalement -

Sont publiés au Journal officies

• Relatif aux prix et tarifs appli-

• Relatif à la répartition entre

les sections professionnelles des

caisse nationale d'assurance-

vicillesse des professions libérales au

par la loi du 24 décembre 1974.

sécurité sociale.

la campagne 1980-1981.

titre de la compensation instituée

Relatif à l'application des dis-

positions réglementaires prèvues par

l'ordonnance du 21 août 1967 rela-

• Fixant le prix d'achat des bet-

betterave, mélasse et divers, du

contingent et hors contingent, pour

sion choisie (380 SEC

500 SEC), de 280 000

Depuis quelques années, Porsche, garde son cap, à grande vitesse, à l'image des grands constructeurs, même avec un fort vent latéral.

Porsche insiste particulièrement sur la sobriété de sa dernière-née. Voici done les consommations que nous avons relevées au cours de notre essai :

- sur petite route, à 80 km/h de moyenne environ: 11 laux 100 km. - sur autoroute, à grande vitesse (320 kms en deux houres) : 16,2 1

- sur autoroute touiours mais à allure plus raisonnable (320 km en 2 h 15. soit 142 km/h de moyenne): 10 laux 100 km. Ça vaut la peine de perdre un quart d'heure! - en parcours urbain, 17 I aux

100 km. La 944 est donc une voiture très agréable, rapide et sobre... à certaines vitesses, mais elle ne nous fait pas oublier l'ancienne légende : la

911 et son 6 cylindres. Rappelons qu'il y a dix ans, une 911 S 2,41 - plus bruyante et moins facile à conduire il est vrai - roulait plus vite, accélérait mieux et consommait elle aussi environ 16 litres (d'ordinaire) aux 100 km à grande vitesse.

Pour l'instant, la 944 manque de puissance. Dans l'avenir, pour en obtenir, son moteur dont la cylindrée et le régime ne pourront guère être augmentés aura probablement recours à un turbo sans temps de réponse, on l'espère, si cela existe.

La 944 est vendue entre 130 000 et 140 000 francs sans compter de nombreuses et coûteuses options possibles. Ce qui, sans être excessif en fait malgré tout une voiture peu adaptée au marché d'un pays à sortunes et à vitesses limitées.

LAURENT FABRE.

Mercedes 500 SEC et 380 SEC : sommets



Etats-Unis, (2) Suisse, Allemagne Après neuf ans d'un règne partagé sur le marché des coupés de fédérale et autres émirats - à ce luxe avec quelques modèles de Porsgenre de véhicules. L'autre aspect des choses est que de telles voitures produites en série

constituent une sorte de somptueuse vitrine ambulante à travers laquelle chaque futur client trouvera, penset-on, des raisons supplémentaires de faire le bon choix. Sorti de ces considérations, les

nouveaux coupés Mercedes se présentent soit avec un moteur V8 de 3,8 litres (218 ch. DIN à 5500 t/mn, soit avec 5 litres (240 ch DIN à 4750 t/mn) ceux-là même qui animent les berlines 380 et 500 SE et SEL. Ces deux groupes sont à injection. L'allumage est bien entendu transistorisé et commandé sans contact. La boîte automatique est à quatre rapports - trop longs pour être vraiment sportifs - avec convertisseur de couple et l'on peut faire installer un régulateur de vitesse, système qui programme pour les longs parcours sur autoroute une allure constante de circulation qu'une pression sur frein ou accélérateur peut débrayer.

La ligne générale est coulée, les glaces sont sans montant fixe. A l'intérieur, climatiseur d'ambiance, ceintures et sécurité à présentation automatique, places avant orientables électriquement, silence total dans la cabine où la ronce de noyer triomphe sur un tableau de bord sobre et complet. La tenue de route est à l'unisson et un système A.B.S. évite tout blocage des roues lors d'un freinage brutal.

Il reste la consommation. En fait, Mercedes n'a pas négligé cette préoccupation du jour, même pour ces modèles de haut prix. A vitesse constante et plus que raisonnable pour de telles mécaniques (130 km/h, pour une pointe possible 225 km/h), le réservoir de 90 l permettra aisement de saire ses 700 kilomètres. L'appétit vient avec les ruelles et encombrements urbains. Mieux vaut alors ne plus consulter acomptes incombant en 1982 à la l'aiguille délatrice de l'économètre. plantée comme une mauvaise conscience au cœur du bois précieux.

CLAUDE LAMOTTE.

(1) Classe S, E pour Einsprintzung, tive à l'organisation financière de la | C pour coupé.

(2) 53 790 véhicules Mercedes ont été vendus aux Etats-Unis en 1980, dont 27 153 voitures de haut de gamme. En teraves de distillerie, des alcools de 1981, 63 059 unités ont été vendues, dont 28 191 voitures de haut de gamme. En 1982, 150 coupes SEC vendus en

THE PERSON NAMED IN

The state of the s 不理如 等 支持 清解 海绵 一年一年 中华中 美国 The state of the s

The same of the sa

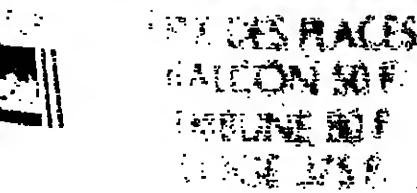
A MARCHANIA MARINE

CHAMPIONS

COUBERTIN

NOAH / FIBAK)

MEDECINS DU MONDE HAMES HALLONSON



The street of th

the second second second

• ----

500 SEC et 380 SEC:

n e

4F

جائي جائي د

T

la première fois que la direction d'une centrale syndicale siégerait, an grand complet, dans les locaux

d'une entreprise. La direction a e enregistré » le souhait de la C.G.T., précisant qu'elle ferait connaître prochainement sa réponse. Elle fait remarquer que la C.G.T. a présenté trois demandes différentes : une visite de l'entreprise, une réception des dirigeants de la confedération par la direction, et une réunion du bureau confédéral. La C.G.T. qui envisage de faire du 14 avril « une grande journée syndicale», a prévu aussi l'organisation d'un forum de la jeunesse et n'exclut pas de brefs débrayages sur les chaînes lorsque, au cours de la visite de l'entreprise, les membres du bureau

confédéral s'entretiendront avec

démocratiques pour préparer 🗜 quarante et unième congrès. Nous voulons augmenter le taux de syndicalisation. Nous considérons la jeunesse comme un moteur du changement. Et nous choisissons le lieu où sont les travailleurs et les travailleuses. Est-ce bien ei bon quand d'autres imaginent de elles initiatives et mal lorsque C'est la C.G.T.? (_) Quant à l'entreprise choisie, nous avons amorce avec la direction générale une négociation et la première discussion engagée s'est déroulée dans un climat calme, qui tranche avec les vociférations de certains. Done soyous clairs: nous proposons de réunir le bureau confédėrai dans l'entreprise, mais

Des changements se préparent au sein de la commission exécutive de la C.F.D.T.

nerait is secteur - action revendil'emploi et l'action économique à M. Pierre Höritler.

avec le P.S., qualifiée de part et d'autre de - positive - maigré des divergences sur certains points nonnégligeables, la C.F.D.T. est sortie de sa réserve sur les élections cantonales. Comme l'avait fait la

aucune Indication. Quelques chan- au 1th evril 1982 ») et les droits gements notables sont cependant nouveaux des travailleurs. Le bureau en vue. M. Albert Mercier abandon- national a adopte. à l'unanimité. une déclaration sur la nécessaire cative - pour prendre en charge un solidarité face au chômage. La nouveau secteur - société et poli- C.F.D.T. réltère sa position en favaur tique ». L'action revendicative revien- d'un prélèvement de solidarité pour drait à un nouveau membre de la les salariés du secteur public à commission exécutive. M. Jean Kas- condition que leur garantie d'emploi par. Les droits nouveaux seraient ne solt pas mise en cause, que la attribués à M. Jean-Paul Jacquier, solidarité soit étendue à l'ensemble des non-salariés et que la revalorisation des bas salaires soit pour-

> • Les chauffeurs d'autocars des transports urbains de Mete ont fait grève, vendredi 19 et samedi 20 mars, pour appuyer, à l'appel de la C.G.T., des revendications portant sur la réduction de la

dans les projets de loi de M. Au-

roux, toujours aussi conteste par

F.O. et surtout par le C.N.P.F.

EN HAUTE-SAVOIE

Une centaine de petits patrons ont bloqué la circulation pendant huit heures

Une centaine d'adhérents du Syndicat national des petites et moyennes industries (S.N.P.M.L.), dont une très forte majorité de décolleteurs de la région de Cluses (Haute-Savoie), ont interdit pendant huit heures, vendredi 19 mars, toute circulation routière et ferroviaire dans la vallée de l'Arve, en plaçant des poids lourds en travers de la route nationale 216. Après avoir été reçus par le sous-préfet de Bonnéville, nous signale notre correspondant à Grenoble, ils out levé les barrages, non sans avoir rappelé leurs revendications à propos de la taxe professionnelle, des « risques » suscités par le rapport Auroux et de la politique des banques.

Des classes moyennes qui se rebiffent

Il faut battre le fer quand il à lui des cadres dirigeants, des est chaud... A peine sa représen- membres de professions libérales. tativité comme organisation pa- des agriculteurs, des artisans... tronale lui a-t-elle été officielle- eux-mêmes déjà regroupés dans de petits syndicats ou des unions que le Syndicat national des petites et moyennes industries marginales.

Face à la s montée des périts n ment reconnue par M. Mauroy qui e menacent l'économie du (S.N.P.M.I.) entend occuper sepays » et aussi pour lutter contre rieusement le terrain. la e politisction des entreprises v Considérant que les organisaqui se précise, ce Rassemblement tions patronales traditionnelles. veut « reconquerir » ses droits, et a trop souvent engluées dans une pour cela il veut s'organiser en défense partisane catégorièle»,

son projet il lui resterait — pour

ne pas perdre la face — à laisser

le libre choix, ou s'il choisit la

manière forte, de renoncer à fi-

nancer - comme il le fait actuel-

lement — ladite garantle de res-

sources. Un difficile débat en

En Grande-Brefagne

LES PRIX DE DÉTAIL

N'ONT PAS AUGMENTÉ

EN FÉVRIER

(De notre correspondant.)

Londres. — Les prix de détail

n'ont pas augmenté en Grande-

Bretagne de janvier à février.

C'est la première fois depuis

douze ans qu'un tel phénomène

se produit. Aussi le rythme annuel de l'inflation a-t-il di-

minue d'un point le mois dernier

par rapport à janvier : 11 % au

lieu de 12 7. Un résultat encou-

rageant pour le gouvernement

qui espère qu'une inflation à un

chiffre pourra être obtenue avant

l'été. L'augmentation de la pro-

ductivité, la diminution des couts

unitaires de production, l'effet

peu inflationniste de l'accroisse-

ment des impôts indirects expli-

Cependant, la hausse des prix

du pétrole qui pourrait indirecte-ment résulter des décisions prises

à Vienne par les pays de l'OPEP.

l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité pour les mêna-

ges, la croissance des impôts locaux et la baisse de la livre

par rapport au dollar rendant

plus chère une partie des impor-

tations, tous ces facteurs négatifs

risquent de peser sur l'indice des prix. — D.V.

quent cet optimisme.

JEAN-PIERRE DUMONT.

perspective.

sont a impuissantes à défendre l'essentiel », le S.N.P.M.L vient de l'outil de travail. Il ne s'agit pas pour lui de lancer le Rassemblement natiorestremdre le droit de greve, mais du patronat indépendant de s'opposer aux occupations (R.N.P.L.). Sont venus se joindre d'ateliers, aux sequestrations de personnes. Cela dans un premier

Des manifestations

le 24 mars

a mourement d'autodésense » de

Plus qu'aucune autre organisation patronale, le S.N.P.M.I. connaît depuis quelques mois un étonnant succès auprès de petits et moyens entrepreneurs qui ne se sentent guère à l'aise parmi les « grands » du C.N.P.F. De quatorze mille sept cents qu'elles étaient en octobre adhérentes au SNPML, ces petites firmes sont aujourd'hui plus de trente et un mille. Une force qui se compte. Et dont, semble-t-il, la peur de l'avenir serait l'un des moteurs de l'action. Le S.N.P.M.I., à qui le président de la République a ecrit une lettre lui confirmant sa representativité, sera reçu

prochainement à l'Elysée, Dès le mercredi 24 mars — le lendemain de la journée des agriculteurs à Paris. — elles organiseront des manifestations aux portes d'une dizaine de villes : Angers. Rennes, Brest, Angouleme, Toulouse, etc.

Le R.N.P.I. sera-t-il tenté demain par la politique? Non, retorque son président, M. Gérard Deuil. Il precise qu'il n'apprecie pas le pouladisme quel qu'il soit. Le Rassemblement s'en tient. assure-t-il, à la reconquête des droits du patron dans son entreprise. Un point, c'est tout.

ALPHONSE THELIER.

• Les greves dans la distribution de l'eau à Paris. — La C.G.T. a appelé l'ensemble des travailleurs du service municipal des eaux et de l'assainissement de la capitale à une grève de 24 heures, le lundi 22 mars, pour réclamer l'ouverture de négociations avec la Ville de Paris sur la réduction de la durée hebdomadaire du travail qui devrait, selon ce syndicat. passer de 37 heures 24 a 33 heures 36.

Olivier FRANC

JAZZ QUINTET

Concerts * Bale * Animation 2, RUE DU DR-HEULIN - 7507 PARIS Táleph. : 228-67-46

nous n'exigeons rien. Nous négocsons et nous accuestlerons la réponse en militants responsa-

Au lendemain de sa rencontre

C.G.T., elle a appalé à voter su durée du travail.

La mise au point des réformes sociales

(Suite de la première page.)

Reste cependant à définir les modalités de l'élection et la notion du cadre, c'est-à-dire finalement l'électorat. Il semble bien qu'on s'oriente vers la définition d'un collège semblable à celui prévu pour les élections professionnelles — le troisième collège — ce qui exclut les agents de maîtrise et techniciens: Il s'agit donc bien des cadres et non de l'encadrement comem le conçoit la C.G.C.

Quant à l'élection des administrateurs salariés, le ministère confirme — en dépit des oppositions de la C.G.T. et de F.O. et comme M. Le Garrec l'a déclaré au Monde, que celle-ci ne sera pas fondée sur le monopole syndical : les listes de candidats devront être parrainées par des membres de comité d'entreprise ou par des délégués du personnel ce qui permettra aux elus dits e non syndiqués » de présenter des listes. Le nombre nécessaire de « parrains a n'est pas encore décidé. La confirmation de ce type d'élection va dans le sens de la

C.F.D.T. qui n'entend pas meler trop étroitement le syndicat à la gestion. La loi devrait d'ailleurs préciser que l'administrateur salarie qui — disposant d'un cre-dit d'heures devra continuer à travailler dans l'entreprise - ne pourra cumuler cette esponsabilité et un mandat syndical. Pour le ministre cette distinction est une invitation faite aux salarlés, et surtout aux administrateurs élus, de faire évoluer le « statut salarial » afin que le personnel s'associe davantage à la gestion, s'habitue à « arbitrer entre progrès

et ne se limite pas à la défense

des intérêts uniquement personnels. Une antre faveur confirmée par le ministère, concerne à la fois la C.G.T., F.O. et indirectement le patronat. Il s'agit des consells d'ateliers dont les pouvoirs publics ne veulent pas faire

un instrument de cogestion ou un épouvantail mais au contraire un a exemple » sur le droit à l'expression a qu'on aimerait voir s'étendre dans le secteur privé. Amorcant des réformes dans le sens inverse de celui préconlsé par le rapport Sudreau, c'est-àdire en voulant démocratiser d'abord le secteur public, le goutème productiviste des japonais. Mais il s'agit là d'un vœu puisque ce seront les syndicats et la

vernement veut avancer à pas prudents, La loi rendra obligatoire le conseil d'atelier, sans qu'il y ait ancun seuil prévu. Mais pas question, comme le veut la C.F.D.T. de lui accorder un pouvoir de négociation. La loi donnera une définition minimale de ces conseils d'atelier consultatif et concus comme un lieu d'expression — y compris avec la hierarchie — sur les conditions et l'organisation du travail. Mais le nombre, la composition et le rôle de ces nouvelles institutions devront être precises par negociation. Selon M. Le Garrec, il ne s'agit donc — ni d'aboutir à de la co-gestion ou de l'autogestion, ni de créer des conseils à l'italienne court - circuitant la maitrise et encore moins de copier les soviets ou à l'inverse, le sys-

Ce projet qui provoque l'opposition toujours aussi ferme de social et contrainte économique », F.O., ne comprend pas, contrairement à certaines informations

direction qui fixeront le menu.

données par d'autres journaux, que la démocratisation du statut système de garantie de ressourde droit aux réunions politi- syndical et salarial doit figurer ces. Si le gouvernement tient à ques ... du moins dans l'état actuel du projet. Car le projet Le Garrec ne porte - indiquet-on au ministère — que sur la M. Gattaz venant de rappeler démocratisation de l'entreprise — au ministère que « les désaccords

entité économique. Il est visi restent entiers ».

Retraite et cumul : une mesure de solidarité Les ordonnances sur les re-Par cette mesure, le gouvernetraites soulèveront-elles moins ment entend tout d'abord respecd'émoi ou de contestation après ter le droit au travail : il est s la concertation menée il y a dix bien précisé, dans l'exposé des 🚅 motifs, que le droit à la retraite ETRANGER jours à Matignon? Le texte sur le cumul emploi-retraite risque à soixante ans n'est pas une obligation et que le droit à un nonde provoquer quelques remons. Dans le projet actuel — sous veau travail « reste garanti après réserve de l'avis du Conseil le départ en retraite ». Mais au nom de la solidarité et de la d'Etat, qui doit se prononcer en nécessité à la fois de lutter contre début de semaine, et d'éventuelles modifications sur le champ d'aple chômage et d'apporter une aide à ceux qui sont dans cette situaplication. -- le gouvernement a tion, le gouvernement veut renoncé à toute pénalisation du a pénaliser » toute activité rémucumul par la voie fiscale. Toute néfée du retraité par une « contripersonne (salariée du régime général ou agricole et fonctionbution > qualifiée « de solidarité »: « La situation de l'emploi impose naires) qui prend sa retraite à une obligation de solidarité natiopartir de soixante ans -- les militaires et autres retraités prénale », peut-on lire dans les coces sont exclus, sauf lorsou'ils atteignent l'âge de soixante ans -En outre il est précisé qu'il s'agit de dispositions e à caracdoit abandonner « toute activité tere exceptionnel; lie à la situaprojessionnelle exercée dans l'ention de l'emploi et à l'abaissement treprise où (elle) travaillatt antérieurement ». En revanche, le de l'age de la Tetraite ». retraité qui a droit au travail Observera-t-on, comme cela a et éle cas pou ria compensation peut exercer une autre activité. Dans ce cas, son employeur et de la semaine de 40 à 39 heures. lui-même devront « à parts égales » verser à l'UNEDIC une cotisation totale, egale au maximum à 10 % sur la seule rémuque « le montant total des pen-

nération, mais à une condition : sions perçues a — le salaire n'est pas pris en compte — « soit supé-rieur à un niveau jué par décret, variable en fonction du nombre d'enfants à charge ». Ce dispositif, applicable d'avril 1983 au 31 décembre 1990, ne devrait pas trop pénaliser les nombreux re-traités qui ont des pensions réduites, car, selon l'exposé des motifs, « ce niveau devrait être celui du SMIC, majoré d'une fraction du SMIC (1/4) par en/ant à charge ». En outre, la contribution pourrait être fixée entre 5 % à 10 % selon les

de l'UNEDIC (3).

une levée de boucliers ? Le seuil fixé pour cette contribution est assez éleve et ne devrai toucher que les pensionnes de la haute maîtrise et des cadres. L'attache-ment des salariés aux acquis est pourtant si vii que des réactions corporatistes semblent inevitables. Mais les plus fortes contestations pourraient porter sur l'au-tre projet d'ordonnance, celui de la retraite à solvante ans. Saisissant l'occasion que lui donnent les critiques de plusieurs syndicats, inquiets de voir instituer une retraite au rabais, le C.N.P.F., vient de prendre une initiative

retraite aux non-salaries.

qui tend à torpiller le projet Questiaux : celui de proposer aux syndicats la prolongation d'un an - d'avril 1983 à avril 1984 - le besoins de l'UNEDIC, mais elle touchers tous les retraités du régime général, même s'ils ont (3) Avant le le avril 1983, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance, un projet de loi devrait étendre une activité qui ne dépend pas cette penalisation du cumul emploi-

CHAMPIONS

POUR LA POLOGNE STADE PIERRE DE COUBERTIN

JEUDI 25 MARS 1982 A 20 H

AVEC NOAH / FIBAK

MATCH EXHIBITION ORGANISÉ PAR MEDECINS DU MONDE



PRIX DES PLACES BALCON 50 F TRIBUNE 80 F **LOGE 375 F**

Location: Diners Club (agence) 18, rue François 1º75008 Paris. L'Equipe (agence) 10, Fg. Montmartre 75009 Paris.

(Publicité)

STAGE D'ANGLAIS INTENSIF CET ÉTÉ A VANNES

Le Service de Formation Continue de l'Université de Houte-Bretogne (RENNES II) organise à VANNES, sur le Golfe du Morbihan, un cycle d'ANGLAIS en enseignement intensif de 90 heures du 5 au 23 juillet 1982. Ce stage s'adresse à toutes les personnes désirant acquérir

rapidement une pratique efficace de l'anglais parlé. La formation est assurée par une équipe d'enseignants de l'université spécialistes de l'éducation permanente. L'accent est mis sur toutes les formes de la communication : méthodes audio-visuelles, circuit fermé de télévision, laboratoire de langues, travaux en groupes restreints, etc.

Un hébergement pourra être assuré pour tout participant qui en fera la demande. Trois stages organisés selon la même formule auront lieu à

- dn 2 au 22 juin 1982, - du 4 au 22 octobre 1982,

Ju 20 marshar and 17 discouring 1982 Les inscriptions peuvent être prises soit ou titre de la For-.. mation Continue, soit à titre individuel. Pour tous renteignements s'adresser au :

SERVICE DE FORMATION CONTINUE HAUTE-BRETAGNE

PARTEZ EN AVRIL! **CROISIERE "JUSQU'EN EGYPTE"** EN MEDITERRANEE ET MER EGEE DE 4,120 F A 15,300 F du 12 au 24 avril à bord du TARASS CHEVTCHENKO ESCALES A HERAKLION, ALEXANDRIE, PORT-SAID, KOUSSADARI, MYKONOS, mais aussi PATMOS et SANTORIN. 64,0 CROISIERES TRANSTOURS 49, ov. de l'Opéra - B.P. 487, 75067 PARIS Codex 02. Tel.: 261.58.28. et dans toutes les agences AR YOYODES

Détente sur le franc

Comme nous l'avions annoncé dans notre édition datée du samedi 20 mars, les pressions sur le franc se sont nettement atténuées à la veille du week-end, le cours du mark revenant en dessous de 2.61 F et celui du dollar retombant à 6.20 F, record absolu, il est vrai, après une pointe, vendredi matin, à 6,2475 F. Les ventes des spéculateurs se sont taries, d'autant que certains d'entre eux, estimant à juste titre que toute dévaluation était exclue pour le week-end, commençaient même à racheter du

Anatomie d'une crise

brutalité de l'attaque sur le franc. si on y ajoute le milliard de dollars la plupart des opérateurs, qui voyaient le franc se maintenir alsément après la dévaluation du 4 octobre demier, ne se méfiaient pas. renvoyant au pis à l'été prochain. au mieux à l'automne, toute offensive sur la monnaie française.

franc.

En fait, l'analyse qu'ils font après coup les condult aux conclusions suivantes. Tout d'abord, la dévaluation, le 21 février, du franc belge, lanterne rouge du S.M.E. et « monnais malade de l'Europe », a piscé le franc français en première llane. au cas où une tension se manifesdes capitaux arabes, pas énormément, ont quitté la France au lenen Israël, et cela maigré les dénépart, la conjonction d'une série de conflance des milieux financiers internationaux. La fameuse lettre de M. Fabius aux ministres dépensiers pour leur recommander la rigueur, agitant le spectre des 200 milliards de francs de déficit budgétaire, avait sene doute pour but, très louable, d'imposer la rigueur, mais elle a inquieté à l'extérieur : plus de discrétion s'imposait

Le cours pivot du mark

Citons, pour mémoire, la forte augmentation du déficit de la balance des paiements française en 1981, la Jimitation à 4% des augmentations de salaires en R.F.A., sans oublier les 0.2% de hausse des prix dans ce même pays en février dernier : le ralentissement indéniable de l'inflation en France et la diminution, peut-être passagère, de notre déficit commercial, ne pesaient pas très lourd, du moins

dans l'immédiat Par-dessus tout, if semble qu'un phénomène caractéristique se soit produit sur le plan technique. A tori ou à raison, le franchissement du cours pivot du mark à Paris, 2,5621 francs, était considéré, à l'étranger, comme un signal d'alarme et comme le prélude à une dégradation rapide de notre monnale. Voyant que la Banque de France laissalt le cours du mark « filer », les détenteurs étrangers de france, notamment les industriels qui, depuis le 4 octobre, conservaient le produit de leurs exportations à destination de la France, se hâtèrent de le liquider.

La réaction de certains non-résidents, qui avalent placé récemment des capitaux dans notre pays, fut la même. Ces demiers iours, on observe également des ventes assez Importantes (plus de 2 milliards de francs) d'obligations indemnitaires de sociétés nationalisées, détenues par des porteurs étrangers, qui prirent peur devant le risque de change. Ajoutons que, en France même, malgré la riqueur du contrôle des changes, il est encore possible à certaines sociétés, notamment à celles de négoce, en céréales dit-on, de se couvrir contre la hausse des devises étrangères, c'est-à-dire la baisse du franc : à l'Elysée, on soupconne une vingtaine de grosses sociétés françaises d'avoir délibérément joué contre le franc, et on évoque à nouveau le « mur d'argent ». Certains rétorqueront qu'il ne s'agissalt que de bonne gestion... Si l'on réalise que le Banque de

ENVIRONNEMENT

● Agence de l'air: les écoloaisies mécontents. - La composition du conseil d'administration de la nouvelle agence de l'air. que vient de mettre en piace M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, soulève les proestiment que «la protection de la nature a été purement et simplement oubliee. Le Federation française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.) souligne ainsi que, sur ses quatorze membres, le conseil ne comprend qu'un seul représentant d'association. Cette situation est d'autant plus regretteble, selon la F.F.S.P.N., que les « inquictudes s'aggravent quant aux consé- satisfait » de cet entretien. quences de la pollution atmosphé- M. Jacques Blanc, secrétaire rique due notamment au bioxyde | général du parti républicain, a de soufre et au fluor, sur les exprime quant à lui « sa profonde pâturages, les forets et les lacs ». | déception ».

dépense mercredi 17 et 18 mars, on arrive à près de 3 milllards de dollars (environ 18 milliards de francs), dont 1 milliard pour la France, 1 milliard pour les

capitaux de non-résidents placés en

France et 1 milliard pour les soldes

en francs à l'êtranger. La facture est lourde, mals subportable par rapport à nos réserves et à nos capacités de mobilisation auprès de la C.E.E., d'autant œu'une partie de ces capitaux reviennent une fois l'alerte passée. Certains se demandent, toutefois, si l'accélération rapide de la baisse du franc. au lendemain des élections cantonaies, n'a pas décienché un phénomène de « boule de neige », auralt pu être évité si la Banque de France avait maintenu plus longtemps le franc à son cours central par rapport au mark. Rue de La Vrillère, on pourra répondre qu'il vaut mieux ne pas gaspiller ses munitions et laisser la spéculation s'enferrer. Question de point de vue.

Après cette alerte, il est probable qu'un calme précaire reviendra. « Le tranc est en sursis », estiment les opérateurs. En fait, ce qui est en sursis, c'est la situation du mark. notoirement sous-évalué par rappor aux monnales faibles du S.M.E. franc français, franc beige, lire. Si dans les mois qui viennent, le dollar baisse, renforcant le mark, ce dernier montera si haut que le S.M.E. manquera en éclater et qu'un réajustement général s'ensulvra.

FRANÇOIS RENARD.

Deux mille gardes forestiers en

tenue ont manifesté vendredi

19 mars à Paris et défilé depuis

l'esplanade du château de Vin-

cennes jusqu'au siège de l'Office

national des forêts, près de la

L'acifation dans le Midi

DES MANIFESTANTS

DÉVERSENT DU VIN...

DE L'AUDE

L'agitation persiste dans

commission européenne n'est pas

de nature à apporter des apaise-

ments Celle-ci a décidé d'enga-

ger une nouvelle procedure con-

tre la France, à la suite de la

décision au préfet de l'Hérault,

prise en janvier, d'interdire l'ac-

ces au port de Sète de deux

pinardiers italiens. Ceux-ci, rete-

nus cinq jours en rade de Sète

avaient pu décharger ensuite leur

cargaison. Cette plainte, destinée

à éviter le précédent d'une res-

triction a l'importation pour rai-

son d'ordre public, est la troi-

sième procédure entamée par la

commission contre la France, a

le suite du blocage du vin italien

Dans la nuit de jeudi à ven-

dredi 19 mars, deux cents viticul-

teurs ont interrompu le trafic

ferroviaire entre Montpellier et

Sète pendant trois heures. A Bé-

ziers, des viticulteurs ont vide le

contenu de sept wagons-citernes

soit près de 2000 hectolitres de

vin, sur les voies du centre de

M. Jean Huillet, ports-parole

du comité régional d'action viti-

cole, a précisé au cours d'une

reunion dans l'Hérault qu'il

s'agissait de vin en provenance

de l'Aude et de diverses régions

du midi de la France. Il a

dénoncé cette corme d'action

isolėe qui peut contraindre —

bavures de ce type ». Vendredi,

dans l'après-midi, quelque mille

bouteilles de vin, de provenance

étrangère selon les manifestants,

ont été brisées, près de Béziers.

D'autre part. M. Mitterrand a

recu vendredi matin une déléga-

tion du conseil régional du Lan-

guedoc-Roussillon. M. Edgard

Tailhades (P.S.). président de ce

conseil, s'est déclaré « pleinement

triage du Capistol

Midi viticole, et l'action de

AGRICULTURE

LES GARDES FORESTIERS ET LE RAPPORT DUROURE

Une nouvelle politique de la filière bois

sera définie avant l'été

annonce M. Mauroy

a bois s.

DE LEUR ACCORD SIGNÉ A VIENNE

Les pays de l'OPEP ramènent leur production à 18 millions de barils par jour

Les pays membres de l'OPEP réunis à Vienne sont parvenus à un accord, samedi 20 mars, aux termes duquel ils sont convenus de ramener leur production à 18 millions de barils par jour. L'Arabie Saoudite devait annoncer, pour sa part, une diminution de sa production de

Vienne. - Pour continuer d'exister, l'OPEP se devait de manifester sa volonté de repren-

dre en main la maitrise de la

fixation des prix du brut. Plus en-

core que le niveau de production

plafond accepté par les pays membres — guère différent après

c'est cette volonté qui est impor-

tante dans l'accord realisé. Tous

les pays ont en effet accepté de

discuter en commun de leurs

piafonds de production dans les

circonstances actuelles d'un ex-

cédent de l'offre sur la demande.

marche L'Arabie Saoudite elle-

même, qui s'était toujours op-

posée à une négociation sur les

niveaux de production, n'appa-

raît certes pas dans le commu-

nique. Mais nul n'ignorait, des

vendredi soir, que Cheikh Yama-

ni annoncerait dans une confé-

rence de presse, à l'issue de la

réunion, une réduction du pla-

fond de production de son pays,

vraisemblablement de cinq cen

mille barils par jour (de 7,5

jusqu'à un pallier de 6 millions,

consacrée à des consultations

informelles dans la suite du pré-

sident en exercice de l'Organisa-

tion dans un grand hôtel vien-

nois — a finalement consiste en

un veste marchandage sur le

niveau maximum de production

admissible pour chaque pays

« Cela a été très dur, précisait

un chef de délégation. Nous nous

sommes battus pour cinq cent

mille barils par jour. » A ce jeu

il semble que le ministre vene-

zuélien ait fait grise mine.

M. Calderon Berti, qui était

arrivé à Vienne en claironnant

que son pays produisait 1,95 mil-

lion de barils par jour, s'est fait rappeler par ses collègues à un

Nation. Le manifestation était

précédée d'un cercueil symbolisant « l'enterrement » du rapport Du-

roure (le Monde du 9 mars) et

d'une grande banderole portant

l'inscription « Non à la forét usine

A l'appel du Syndicat national

unifié des personnels des forêts

et de l'espace naturel C.F.D.T., les

agents de l'O.N.F. dénoncent ce

qui constitue selon eux les concin-

savoir la réunion dans un seul

ministère de la forêt des aspects

écologiques et économiques de la

gestion forestière. Ils craignent

que la nouvelle politique de la forêt ne privilégie l'exploitation

du bois, au détriment de l'équili-

bre biologique à long terme du

petrimoine forestier. Ils récla-

ment pour leur part un grand

ministère des forêts et de l'espace

naturel, ne comprenant pas les

Le même jour, M. Duroure,

député P.S. des Landes, remettait

officiellement à Matianon le rap-

tion de la foret française dont

port des propositions pour la ges-

l'avait chargé le premier minis-

tre. M. Duroure, à sa sortie de

chez M. Mauroy, a sculement

indiqué que la polémique ouverte

sur un éventuel regroupement des

fonctions économiques et d'envi-

ronnement de la forêt « ne

concernati pas » sa mission et

qu'il n'en parlait pas dans son

rapport. Les services du premier

ministre soulignent pour leur

part dans un communiqué une

des principales recommandations

richesses et d'emplois dans de

nouvelles zones rurales et fores-

tières. » Le premier ministre a

précisé qu'une nouvelle politique

pour la forêt française et pour

la filière hois serait définie par

le gouvernement avant l'été pro-

Les cinq négociants français

de faux certificats vétérinaires, et

emprisonnés à Bonneville (Haute-

Savoie), ont été libérés, vendredi

19 mars. La Fédération nationale

des commercants en bestiaux a

décidé, en conséquence, de cesser

vivant vers l'Italie, grève entamée

le 15 mars. Le parquet d'Annecy

(Haute-Savoie) a décide de

maintenir l'inculpation pour faux

et usages de faux. L'arrêt de la

grève devrait permettre une re-

prise des cours du veau qui

avaient chuté sur le marche fran-

la grève des exportations de bétai

chain.

rapport, a la création de

industries du bois.

sions du rapoprt Duroure,

si cela se révélait nécessaire).

La journée de vendredi

millions de barils quotidiens

jusqu'au rééquilibrage du

tout de la réalité actuelle,

500 000 barils, ce qui ramènerait le total à 17,5 millions de barils par jour.

Le niveau maximum de production de l'OPEP qui résulte de l'accord de Vienne devrait permettre, selon les ministres, de

De notre envoyé spécial

peu plus de réalisme. L'extrac- qu'elle renonce à réduire ses prix, tion vénézuellenne ne dépasse « Dans le contexte actuel, souli-guère il est vrai 1,7 million de gne M. Nabl, il n'y a que deux barils quotidiens. Le représentant de Caracas a donc retardé l'accord pour prendre des directives de son gouvernement.

L'effet psychologique Si l'on admet que la production de l'OPEP, au cours de la première quinzaine de mars, était de 18.2 millions de baris par jour - et non de 19 millions comme l'affirment certains délégues pour embellir la décision prise, - l'effort accompli pour parvenir à 18 millions hors l'Arabie Saoudite ne paraît pas considerable. Mais apparemment, les ministres de l'OPEP comptent sur l'effet psychologique de cette décision. De plus, les experts de l'Organisation estiment que certains éléments leur seront favorables dans les mois à venir : le destockage des compagnies qui au premier trimestre de 1982, atteint 4 millions de barils par jour, devrait se ralentir au second trimestre pour ne plus être que de 1.5 à 2,9 millions. Ensuite les pays consommateurs pour-

prévision de l'hiver 1982-1983. Enfin, selon l'OPEP, les pays petroliers non membres de l'Organisation ne sont pas en mesure de se substituer aux pays membres bien au-delà de ce qu'ils font actuellement. «La décision prise par l'Organisation, ajoute le ministre algérien. M. Nabi. est une direction

raient accroitre leurs achats en

de travail. Si une production de 18 millions de barils par jour ne permet pas de a dépolitiser » les stocks, alors il y aura d'autres diminutions. >

Les difficultés du Nigéria

Seul le marché—et la réaction des pays de l'OPEP à son évoiution — permettra de voir dans les semaines à venir si l'accord de Vienne a effectivement permis de mettre un terme à la chute des prix officiels nominaux du brut, voire aux offres de rabais qui se multipliaient ces derniers mois (avec un gel des prix décide pour 1982, et même peut-être pour les prix réels continueront en revanche de décliner). Mais la crainte la plus importante de l'OPEP était de voir le Nigéria annoncer dans les jours qui viennent une baisse de ses prix de 5 dollars par baril pour les aligner sur les cours pratiqués pour les bruts concurrents de la mer du Nord. Si une exception est tolérée pour l'Iran — dont le prix est inférieur de 4 dollars au brut de référence, - un second cas particulier mettrait immédiatement à mal la décision de Vienne. Or, ce pays africain, fortement peuplé, aurait reperdu une bonne partie de ses clients après la décision de la Grande-Bretagne et de la Norvège, au début du mois, de réduire leurs prix. Déjà déficitaire en 1981. Lagos connaît de nouveau de graves difficultés financières. Plusieurs pays membres ont donc fait pression sur la délégation nigériane pour

AFFAIRES

NOYOTEL ET JACQUES BOREL YONT FUSIONNER LEURS ACTIVITÉS D'HOTELLERIE ET DE RESTAURATION

Eiroftement liées depuis que Jacques Borel International (J.B.L.) a cédé, en septembre 1988, sa branche hötelière Sofitel-U.T.H. & Novotel les dirigeants de cette dernière ayant été ultérieurement appeiés aux commandes de J.B.I. (1), — les deux sociétés ont décidé de concrétiser leur rapprochement.

A cet effet, le conseil d'administration de Novotel SIEH et le conseil de surveillance de Jacques Borel International ont donné leur accord pour que soit étudié un projet de fusion sur la base d'une parité « à définir avec trois actions Novotel pour 20 à 25 actions J.B.L. b.

La chaîne Novotel, classée au neuvième rang mondial avec un paro supérieur à trente-cinq mille chambres, avec de nombreuses implantations à l'étranger, va accèlerer l'expansion de Jacques Borel à travers ses trois principales activités : restauration publique (aéroports, autoroutes...), collective (entreprises. administrations...) et émission du z Ticket restaurant » (premier émetteur français de titre-repas). - S. M.

(1) MM. Paul Dubrule et Gérard Pélisson, tous deux présidents de Novotel, ont été nommes respectivement président du conseil de surveillance et du directoire de JEI.,

en mai 1981.

maintenir le prix du pétrole de référence

niveau de production et alors les prix chutent ou sauvegarder les prix par une diminution de la production. Un pays qui veut s'en sortir seul, ajoute le ministre algérien, remet en cause la position de tous les autres. » Et M Nabi d'affirmer que l'Organisation devra prendre des sanctions si jamais certains pays ne respectent pas lears engagements. Mais l'argument déterminant pour le Nigéria aura sans doute été l'appui financier que lui a promis l'Arabie saoudite.

(l'arabe léger saoudien) à 34 dollars le baril. Le Nigéria s'est, en effet, engagé à ne pas baisser ses prix comme il l'avait pourtant annoucé à ses clients.

Les prix des pétroles lègers vont baisser de 1,50 dollar.

> Ryad détient plus que jamais la clé des difficultés de l'OPEP. Sa volonté manifestée à Vienne de défendre le prix de 34 dollars le baril est de nature à raientir, voire peut-être à arrêter, le moqvement qu'ont connu pétroliers depuis six mois. pays industrialisés, et surtout le premier d'entre eux les Etats-Unis, qui ont investi des sommes considérables dans le développement d'énergies de substitution et sans la recherche de pétrole dans des zones de plus en plus inhospitalières et couteuses, ne seront pas forcement mécontents de cette évolution.

> > BRUNG DETHOMAS.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT FRANCO-ALGÉRIEN

Le méthanier « Ramdane-Abane » a déchargé 125 000 mètres cubes de gaz au terminal de Montoir

grand jour pour le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire puisque le grand navire méthanier de 125 000 mètres cubes Ramdane-Abane, battant pavillon algérien, a livre au terminal de Montoir la première cargaison Importante de gaz naturel liquéfié, en provenance d'Arzew.

L'arrivée de ce navire marque la première phase de l'exécution concrète du contrat gazier conclu entre la France et l'Algèrie le 15 févner (le Monde du 17 levrier).

La décision de construire ce terminal avait été prise en juillet 1976 par M. Giscard d'Estaing mais, depuis avril 1981, il attendait un accord politique entre les deux pays pour entrer réellament en service. Les quantités de gaz qui seront importées par Montoir (dont le coût, quand le troislème réservoir sera achevé, dépassera i milliard de francs) représenleront plus de 20 % de l'ensemble de la consommation française (1). Pour affectuer ce trafic, Gaz de France a affrété deux navires, l'un français (du groupe Louis Dreyfus). l'autre algé-

De la sorte, la Basse-Loire apparaît comme un pôle énergétique très important puisque, en outre, la raffinerie de pétrole de Donges vient de

Le vendredi 19 mars a été un faire l'objet d'investissements de modernisation considérables (2,5 milliards) et puisque à Cordemais (cantrale E.D.F.), le même volume d'investissements aura été réalisé pour mettre en service en juillet 1983 et 1984 les tranches 4 et 5. Au total. les responsables du port escomptent un trafic énergétique global de 16 millions de tonnes (8 pour le pétrole 4 pour le gaz naturel et 4 pour le

> La mise en service du terminal méthanier a été l'occasion aussi d'améliorer les conditions de havigation dans l'estusire : balisage, radar, aides radio-électriques.

Entin, autre événement attendu : la mise en service en mai prochain d'un quai aussi à Montoir pour les marchandises diverses (conteneurs). Les responsables du port comptent notemment dévalopper les lignes régulières vers la côta occidentale d'Afrique et les îles britanniques et espèrent pouvoir = récupérer = 300 300 ou 400 000 tonnes (destinées à la Loire-Atlantique ou produites dans ce département) qui transitent actuallement par Rotterdam, Anvers ou Le Havre.

(1) Mis à part celui de Tokyo, le terminal de Montoir est le plus grand du monde. Soixante-quinze personnes y sont employées.

Questions...-

Le mécontentement des hôteliers-restaurateurs

Menus inflationnistes?

Plusieurs centaines de patrons de l'hôtellerie et de la restauration ont manifeste le 16 mars devant les grilles de la préfecture de Troyes. A l'appel de la Confédération française des hôteliers restaurateurs et cafetiers-limonadiers (C.F.H.R.C.L.), qui tenait son congrès dans cette ville, ils voulaient ainsi marquer leur mécontentement après les poursuites engagées contre certains d'entre eux par le ministère de l'économie et des finances. M. René Gaillot, président de la Confédération, explique ci-dessous leur point de vue.

« Pourquoi votre organisation a-t-elle refusé, en janvier, de signer l'accord de regulation des prix que proposait le ministère des finances?

— Nous avions décidé de signer cet accord à une condition : que le ministère s'engage à ne pas autoriser des augmentations de nos charges supérieures à ce qu'il nous accordait en matière de prix. Autrement dit, nous demandions que le fuel, les loyers et les salaires ne croissent pas plus vite que nos additions. Le ministère s'y est rejusé.

> Dans ces conditions, nous avons refusé de signer l'accord. d'autant plus qu'une totale liberté des prix nous avait été promise par le candidat François Mitterrand et. plus tard, par M. Jacques

- Quelles procédures ont été engagées contre vos adhérents?

— Quatre présidents des federations du Cher, du Finistère, du Maine-et-Loire et du Morbilian sont poursuivis, et le président de Loire-Atlantique est inculpe, parce que leurs adhérents ont dit en assemblée générale qu'ils refusaient d'appliquer les accords de régulation et qu'ils calculeraient librement leurs

» Le ministère des finances s'est appuyé sur l'ordonnance de 1945 pour les accuser d'incitation a la pratique de prix Micites.

> Nous allons nous mobiliser pour faire de l'audience du tribunal de Nantes, prévue prochainement, une manifestation de défense de la liberté patronale. - Vos adhérents n'avaientils pas, au cours de l'été 1981.

exagéré l'augmentation de

leurs charges et majoré de façon abusive leurs tarifs? — Toutes les enquêtes réa-lisées depuis le mois d'août 1981 ont jatt apparaitre que les dérapages étaient très limités. Certains professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés des zones littorales avaient abuse de leur liberté. Nous les avons d'ailleurs désapprouvés. » Toutefois, cela ne pouvait justifier un retour à une réglementation qui fabrique elle-même de l'inflation. Prenons l'exemple du menu promotionnel, dont le ministère a demandé que le prix soit librement établi. mais qu'il reste immuable s'est-il passe? Dans l'ignorance où 11 se trouvait de l'évolution future des prix, le restaurateur a déposé un barème de prix elevé, ajin de se prémunir contre tout

» Qui est responsable de l'inflation, dans ces conditions? n Propos recueillis por

ALAIN FAUJAS.

•

risque.

The Market San Land THE RESIDENCE OF PERSONS ASSESSMENT ASSESSMENT ASSESSMENT ASSESSMENT ASSESSMENT ASSESSMENT ASSESSMENT ASSESSME

> --- * A water a manufacture . Total and the second net same beet miles

with deposit of the second

manage # # The state of the s Paraling

A the state of the

・・などの語りゅう · 7.3 **売の作品は、2000年**

* * *

......

LA REVUE DES VALEURS

Hausse bruiale du napoléon

The state of the s Le cours du napoléon s'est Sievé de 12 % vendredi 19 mars à la Bourse de Paris, passant de 613 F à 686 F, et retrouvant ainsi son niveau du 25 ianvier dernier. Les échanges out porté sur 4000 pièces contre 1560 en moyenne ces derniers jours, un chiffre the représentant qu'un solde, puisque les officines spé-Por effectuent deil leur propre compensation entre les achats et les ventes. La « prime » de la nièce sur le lingut, « c'est-iport au prix du métal contena,

MIGNIE A VIENNE

gradie de la marie cesta de la marie della marie della

Market

ALC: N

inflations.

d'achat émanant de la province, dans un réflexe caractéristique des périodes troubles. La pro-Aression du cours du lingot de I kilo a été beaucoup plus mo-66 995 P, soit l'équivalent de 335 dollars l'once environ, soit 6 + au-dessus du cours pratiqué le 19 mars à Londres (316 doilars), les transactions, pièces et linguts passant de 13,9 millions de france à 31 millions de france.

Métallurgie, constructions

mécaniques

Alsthom-Atlant .. 172,50 + 8,90

Mach. Bull 32,75 — 0,65 Matra N.C.

Mines, caoutchouc, outre-

Kieber 26,59 — 0.49

Union minière 129 + 5

19 mars DHL.

les moteurs électriques.

Imetal

Alsthom-Atlant. 177,58 + C.E.M. 38,60 + CFT-Alcatel 832 + Electricité (C. Gle) 507 + Cronzet 195 - Thomson-C.S.F. 186 - Gén des Eaux 296 + Legrand 1548 + Lyonn. des Eaux 417 in 22,75

Mot. Leroy-Somer . Mouliner

P.M. Labinal 184 Radiotechnique 277

19 mars Diff.

le 12 octobre dernier. Ce brusque indexé sur l'anité de compte conflement de la demande a attaques dont le franc a été tion ne jouerait qu'eu cas où l'objet à partir du milieu de la le franc sortirait du Système semaine, de nombreux ordres monétaire européan.

Valeurs à	revenu	fixe	01
indexées			•

	P/1				•
ENUM CHINE	A A TOTA	6 050	Diff. + 65 + 250	La société Facon en 1981, une progre de son chiffre d'a	ession de 13 %
DU CONTRAT FRANCO-AG	P.M.E. 11 % 1977 8.80 % 1977 10 % 1978	83,50 81,60	- 0,19 - 0,05 - 0,41 - 0,49 + 1,85 + 0,19 inch.	Aispi Avions Dessault-R. Fives-Lille Chiers-Chaffillon Creusot-Loire	95 fnch. 530 + 10 149,50 + 0,50 12,35 + 6,25 71.50 - 1,59
The de gar au terminal de	9,45 % 1978 8,89 % 1973 9 % 1979 19 % 1979 10,80 % 1979 12 % 1980 C.N.E. 3 %	76,80 74,25 76,60 79 88,70	+ 0,16 - 1,40 - 9,20 - 0,45 - 0,30 - 0,80 + 2	Da Dietrich P.A.C.C.M. Valéo Fonderia (Gale) Marine-Wendel Métall - Nermandia Penhoët	370 inch. 552 + 9 218 + 6,50 71 - 4 44,60 + 1,90 19,10 - 0,50 350 - 9

Banques, assurances. sociétés d'investissement

Banques, assurances, sociétés d'investissement	Penholt 350 — 9 Peugeot S.A. 173 — 3 Poclain 191 + 9 Pompey 184 + 1 Sacilor 5,60 — 0,30 Segem 818 — 7 Sauines 36,40 + 2,78 Saunier-Duval 68,29 + 2,40 Usinor 5,60 — 0,65 Vallourec 127,20 + 1,29
Bail Equipment . 168 + 3 B.C.T	atteint 721 millions de francs et dont 20 % environ ont été réalisés à l'étranger. Matériel électrique, services bublics

Alimentation

L'action Radar est retombée à
1145 F vendredi 19 mars, alors
qu'elle s'inscrivait encore a 1345 F
en milieu de semaine. Parallèle-
ment, les Galeries Lafayette, qui
affirmalent détendre une parti-
cipation « modérée » dans le
capital du succursaliste, viennent
d'annoncer qu'elles ont finale-

B.S.NG. Danone 203 Carrefour 1508 - Casino 1217 Occidentale (Gaie) 389 Guyenne et Gase. 399 - Martell 729 Moët-Hennessy 645 - Mumm 289	
Olida Caby 212 Pernod-Ricard 328 + 328 Source Perrier 181,90 + Radar 145 Et-Louis-Bouchon, 167 C.S. Sappiquet 278 Vve Cliquot 880 Viniprix 780 Nestié 12 500	17,50 francs (59,47 millions pour la mai- 18,80 son mère). Les efforts du plan de 25 redressement engagé en 1981 ont 4 été contrariés par la forte contraction de la demande de

ment acquis plus de 10 % de Radar. Conformément à la réglementation boursière. la société n'est tenue de publier un nouveau communiqué que si sa particination dépasse le seuil de 33 %, et tout le problème est de savoir quei pourcentage détiennent en fait les Galeries Lefayette pour jouer les arbitres entre le groupe Remillon, d'une part, et l'alliance C.C.F.-famille Gompel et U.A.P., d'autre part, tous deux actionnaires de Radar.

Bâtiment et travaux publics

	19 mars	Diff.
Auxil. d'entreprise.	851	+ 1
Bouyenes S.C.R.E.G.	736 126	‡ 11 5,90
Cimenta Franc Dumer	147,50	+ 113
L'Efebrie Gén. d'Entrepe.	248	5 + 6
G.T.M.	472	— 13
Lafarge Maisons Phénix	245,59	+ 0.60
Pollet et Chausson	353	+ 18

Z.C.I. 2,40 - 0,03

•			2 511 0153		
nxil. d'entreprise. ouygues C.R.E.G. iments Franc. anner Lefebyre én. d'Entrepr. Afarge laisons Phénix oliet es Chausson	472 245.50	Diff. + 11 + 11 + 5,90 - 2,50 + 113 - 5 - 13 + 6,50 + 15	Elf-Aquitains Esso Pétroles française Pétroles B.P. Primages Raffinage Sogerap Baron Petrofina Boyal Dutch	281,50 77 270	DH

-	15 mars	16 mars	17 mers	18 mars	15 maps
Terme Comptant	180 247 225	431 950 757	280212144	313 235 032	277 056 400
	407 207 234	718679352	535 082 615	482 152 546	887 784 258
Actions	147 165 196	122420518		169 523 128	
Total	784 619 655	1278 050 527	1070816118	944 910 708	817 232 779
	The second secon	ENS (INSE			
Franc.	103,6	104.4	104,5	104.6	104.6
Etrang.		99.5	100	102.7	100,7

•	Chas	e 100, 31 de	cembre 19	81)	
Tendance.	112,5	114,4	114,3	114,1	113,6
_		e 100, 29 de	scembre 19	31)	
Ind. gen	98	98,5	98,9	98,8	98.9

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 15 AU 19 MARS 1982

Contraste

EN décidées à laisser passer l'orage monétaire qui s'est abattu sur Paris, les actions françaises se sont prudemment tenues à l'écart tout au long de la semaine, ce qui ne les a pas empêchées pour autant de tirer indirectement parti de la situation puisqu'elles se sont finalement adjugées plus de 1,5 % de hausse d'un vendredi à l'autre.

Ce contraste s'explique aisément dans la mesure où les opérateurs ont cherché avant tout à se protéger couire une éventuelle dépréciation du franc, en opérant un rapide transfert sur les titres susceptibles de bénéficier du bond en avant du dollar, voire sur les pièces d'or qui ont su mériter. endredi matin, leur vocable de « valeur-refuge » lorsque le

franc français ployait l'échine au plus fort de la bourrasque. Dès lundi, au lendemain des élections cantonales, les cambistes prevoyaient quelques tiraillements sur la monnaie nationale, mais nul n'escomptait qu'ils surviendraient aussi brutalement et, surtout, aussi vite. La sanction des urnes, si elle ne modifiait pas profondément le paysage politique aux premières beures de la matinée, avait au moins le mérite d'entretenir l'éternelle querelle au sujet de la « bouteille à moitié vide ou à moitié pleine ».

A la corbeille, on se contentait de compter les points et les professionnels avaient déjà fait leur religion sur les calculs alambiqués de M. Gaston Defferre : la majorité avait bel et bien perdu la première manche, sans que cela ait, il est vrai, de répercussions sensibles sur la cote, où Radar faisait encore des siennes, gagnant plus de 7 % en une senie seance et entrainant dans son sillage sa filiale Paris-France (+6,2%)

Au cours de cette première séance de la semaine, marquée par une hausse de 0.6 % en termes d'indicateur instantané, nombreux étaient les professionnels à faire valoir l'affermissement des cours à l'approche du son de cloche final, une amélioration qui devait largement se concrétiser le lendemain, puisque les actions françaises gagnaient alors plus de 1,5 % en dépit d'un environnement économique peu propice à inciter les investisseurs à prendre position, notamment en raison de l'aggravation du déficit

de la balance française des paiements annoncé pour 1981. Ce redressement des valeurs françaises, qui survenait après une baisse évaluée à quelque 8 % pour les quinze jours précédents, bénéficialt, mardi, à quantité de titres (Saumier-Duval, Bic...), tandis que la palme revenaft une nouvelle fois à Radar (+ 12 %) et qu'apparaissait sur la scène boursière Jacques Borel International avec une hausse de 11 %, laissant présager le rapprochement avec Novotel que devaient annoncer les deux sociétés en fin de semaine

(voir par ailleurs). Mercredi, en revanche, les remous monétaires occupaient une place prépondérante dans l'esprit des boursiers déclenchant, comme toujours en pareil cas, une série d'achats de précaution, à la fois sur les D.T.L, ces anciennes actions de sociétés naitonalisées, et sur les valeurs tournées vers les marchés à l'exportation, qui doivent normalement engranger les bénéfices de la hausse du « billet vert ».

Cette orientation s'est poursuivie jusqu'à la fin de la semaine, marquée par un regain d'intérêt très sélectif et par une véritable ruée sur l'or, qui a propulsé le napoléon à 686 F (voir encadré), à cette différence près que les D.T.I. faisaient rapidement marche arrière, vendredi, sous l'effet de ventes réalisées en partie pour le compte de l'actionnariet étranger le plus représenté dans ce type de titres (Suez, C.C.F., notamment), tandis que les indices d'ensemble n'évo-

A travers cas ajustaments sur les D.T.L. constatés entre feudi et vendredi. Il était manifeste que certains opérateurs. au-delà de l'Hexagone, continuaient à tabler sur un réalignement monétaire et sur la baisse des taux qui allait en resulter.

Pendant ce temps, Rue de Rivoli, M. Delors opposait le plus farouche des démentis à toute idée de modification de la parité du franc, manifestant la volonté des pouvoirs publics de jouer de la seule arme des taux, lesquels avaient été relevés, dans l'intervalle, à 17 % sur le marché monétaire, jusqu'à ce que la spéculation consente à baisser les bras. De fait, des vendredi après-midi, on constatait une accalmie tant chez les cambistes que dans les charges d'agents de change, mais rendez-vous était tout de même donné au lundi 22 mars, après le second acte des élections cantonales.

SERGE MARTL

Mi	185	do	r, di	2111.6	nis		
T.trl	SDE	once	Conse	lex	ercic	e 19	181
1137).	ben	efice	AVAI	rt .	mpö	ts ·	de

	13 Mars	ע	Щ.
W. D. Land		_	—
Amgold	394,60	-	5,4
Angio-American	62,50	Ţ	1,4
Buffelsfontein	204	+	11.5
Proe State	30,60	Ŧ	6
Goldfields	51.78	·I	1.84
Harmony	75,10	‡	1,80
President Brand	201	÷	6
Randiontein	276,50	'	17
Saint-Relena	162	_	1
Gencor	104,50	+	1,8
Driefontein	148	+	12.1
Western Deep	167,50	+	18,3
Western Bolding	243	+	4,50
489 millions de r		uler	nen
		-	

contre 978 millions l'année pré-

Filatures, textiles, magasins La chaine de magasins populaires Prisunic, filiale du Prin-temps, a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires (T.T.C.) de 9 milliards de francs sous cette enselgne en France, de 1,5 milliard francs à l'étranger et de 1.2 milliard de francs an niveau des petits hypermarchés Escale. An total, le chiffre d'affaires global a atteint 11.7 milliards de

francs, en augmentation de 14 % sur le précédent exercice.			
	19 mars	Diff.	
F. F. Agache-Willot	86,50	inch.	
RAY.	118,10	- 3,50	
C.F.A.O.	569 775	+ 12 + 29	
D.M.C.	36,50	+ 8,58	
Galeries Lafayette.	139 864	- 5.59	
La Redoute	146.59	2,58	
André Mondière	100	+ 5	
S.C-O.A	.39	inch.	

Afin de marquer son cinquantenaire. Prisunic lance à partir début d'avril prochain une gamme de cinquante produits alimentaires sélectionnés par un jury de spécialistes gastronomi-

Valeurs diperses Le Club Mediterranée fait état d'un résultat consolidé en hausse de 27.4 % en 1981, à 142.13 millions de francs (part du groupe),

	_	19 mars	Ē	ML.
	A.D.G.	172,50	+	1,50
	L'Air Liquide	445,10	÷	3,10
	Ariomari	118.80		1,20
)	Bic	447	4	37
	Club Méditerranée.	544	#	13
	Egglior	465	+	14
	Europe L	563		15
	Gle Ind. Park	165,80	+	2,40
	Hachette	414	+	27
	J. Botel Int.	149	#	13,90
	Oreal (L')	838	+	33
)	Marigation Mixto	164		1
	Nord-Bet	46,10	+	0,16
	Presses de la Cità.	632 100 Me	$\overline{}$	0.00
•	P.U.K.	127,78	+	0,80
	St-Gobals Pa-M.	178,78 5 29	+	0,10
	Skis Rossignel	328		ż
	Sanoti	149.58	4	ā.

le resultat d'exploitation progressant de 28,50 % à 187,6 millions de francs, après 79.8 millions de francs d'amortissements (+29,8%).

Produits chimiques

Le président du groupe chimique italien Montedison, M. Mario Schimberni, a déclaré que le licenciement prévu de 1770 sala-

	19 mars	.Diff.
Institut Méricus	731	+ 1
Laboratoire Belion	AAM .	- 4
Nobel-Bosel Rhous-Poulenc		+ 0.30
Roumei-Uclas	N.C.	
BASE	418 375,19	- 7 - 6.34
Hosehat	364	8
Nersk-Hydro	45 384	→ 18,50

riés était indispensable pour le succès de l'œuvre de restructuration que le numéro six mondial de la chimie a entrepris depuis

Bourses étrangères

NEW-YORK

Léger mieux Les investisseurs sont restés tirail- trielles s'est contenté de finctues contradictoire qu'exerçaient un certain nombre de statistiques économique jugées favorables (notamment dustion industrielle eméricains en février) et la grave incertitude qui continue à planer sur l'évolution des taux d'intérêt et sur des déficits budgétaires que les milieux financiers conheitent comprimer.

Alcon 24 1/4

l'activité bebdomadaire ayant porté

sur 243.5 millions d'actions contre

305,4 millions la semaine précédente,

détérioration du climat de l'inves-

tissement. La chute a été particu-

De son côté l'indice général a

le matérial électrique, les produits

pharmaceutiques et l'alimentation

figurant parmi les secteurs les plus

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS

2 899,60

1 361 750 3 148

eprouvés.

	Boeing	
LONDRES	Dn Pont de Nem. 33 1/8 Eastman Kodak . 67 5/8 Exxon	
Morositē	Ford 19 1/2 General Electric 59 1/4	:
Le relèvement des taux d'intérêt : américains en début de semaine a encourage les ventes et la cote n'a	General Foods 32 General Motors 38 1/4 Goodyear 29 1/4 LB.M. 57 7/8	
pas trouvé de réconfort suffisant dans les derniers indicateurs écono-	Mobil Of 25 1/4	
miques (salaires, masse monétaire ou encore inflation) en dépit de	Ffizer 51 1/2 Schlumberger 42 1/2 Texaco 30 1/2	
l'amélioration qu'ils tradulant, pour redresser suffigurment le tir au cours des dernières séauces.	U.A.L. Inc 17 5/8 Union Carbide 43	
Indices < F.T. > : industrialles : 562,7 contre 568,9, fonds d'Etat :	U.S. Steel 23 1/4 Westinghouse 22 3/4 Kerox Corp 35	
68,45 contre 68,30; mines d'or : 234,4 contre 219,6.	TORYO	
Cours Cours	Faiblesse	

	12-3	19-3	r axolesse	
Bowater Brit. Petroleum Charter Courtanids De Beers Free State Geduid Gt. Univ Stores Imp. Chemical Sheil Vickers War Loan (*) En dollars.	244	296 290 223 83 4,95 21 1/2 363 325 364 167 29 3/4	Akai	

FRANCFORT Fermeté

lièrement sévère mercredi, lorsous l'indice Nikkel Dow-Jones est tombé L'irrégularité de la semaine précédente a laissé la place à un net å 6724,26 yens, son plus bas nivesu affermissement de la cote, la chidepuis vingt mois avant de se reprendre uitérieurement pour achever mie et les bancaires figurant parmi le semaine a 72065,38, en recul de les titres les plus recherchés 60,03 points, Le marché obligataire a favorablement réagi à l'abaissement de un régressé à 592,09 (moins 5,78 points).

dami point du taux lombard espécial > et l'indice de la Commerzbank s'est finelement établi à 712.20 contre 708,70 le vendredi précédent.

	Cours 12-3	Cours 19-3
	_	
ARG	44,50	42,60
BAST.	130,38	134
Bayer		121
Commerzbank	141	144,70
	117,18	128
Man pesman	144.50	148.70
Siemens	226.90	213,40
Volkswagen	145,90	148

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT Pièce française (20 fr.)

TRAITÉES	A TERME	Pièce suisse (20 tr.) Pièce latine (20 tr.) • Pièce trais. (20 tr.) Sporerain
	More de Val. en titres capit. (F)	Seuverale Elizabeth II. • Demi-seuverale Pièce de 20 dellars
aribas	572 796 102 907 004 322 300 99 625 466	— 10 dollars • — 5 dollars
bône Ponienc G.E. U.K.	784 608 85 412 470 165 325 83 963 150 653 100 83 597 880	- 20 marks
5 % 1973		• — 5 recibles

Douze actions à la resconsse

C'est au lendemain de la prochains liquidation, le 24 mars 1982 très exectement, que les actions et obligations convertibles des sociétés nationalisées disparatiront du marché sà terme » pour être reléguées « au comptants en attendant lenr radiation définitive du marché des valeurs à revenu variable. Celle - ci devrait intervenir le 13 avril prochain, le jour même d'ouverture de la procédure d'échange des actuels D.T.L (droits à titres indemnitaires) contre les futures obligations remises aux actionnaires.

Dans cette perspective, la Chambre syndicale des agents de change a décidé de faire a remonter p sur le marché à terme, à compter du hindi 5 avril 1982, douze actions de zociétés françaises négociées jusque - là an comptant et sélectionnées en fonction de leur activité sur ce dernier marché et de la spécificité de l'entre-

Au total, ce sout 12,92 milliards de francs de capitalisation boursière (estimation de la valeur d'une entreprise en multiplient son cours de Bourse par le nombre d'actions constituent le capital) qui viendront revigorer le marché à terme à travers les sociétés suivantes - Compagnie générale de géophysique, société spécialisée dans l'étude du soi et du sonssoi, introduite en Bourse le 22 octobre 1951 et l'une des plus

(4,38 milliards de france); - Bongrain, I'un des premiers producteurs de fromace en Enrope (1,39 milliard de france) : - Promodès figure parmi les mineipaux distributeurs (1,21 milliard de francs);

fortes capitalisations de la cote

- Euromarché, Pun des grands de l'hypermarché, détenu en majeure partie par Vinipriz (52,7 %) et par le Printemps (25 %) (1,07 milliard de francs) ; - Immenbles de la plaine Moncean, société immobilière d'investissement (1,04 milliard

de francs); — Omnium financier de Paris.

société de gestion de participations bancaires, industrielles et immobilières, filiple à 66 % de la Compagnie française des pétroles (995 millions de france) : - Cedis. Pun des plus importants succursalistes (704 millions de francs).

- Damart-Serviposte, entreprise de vente par correspondance et par un réseau propre de sous-vêtements triboélectriques (652 millions de francs) : — Merlin Gérin, spécialisé dans la production et la distribution d'énergie électrique (groupe Empain Schneider)

(647 millions de francs); - Compagnie parisienne de réescompte, première maison de réescompte sur la place (pensions d'effets, prêts, rôle actif sur le marché monétaire et le marché de l'or) (580 millions de

francs); - Francarep, recharche et exploitation d'hydrocarbures (498 millions de francs). - Amrep, spécialisée dans l'in-

génieria pétrolière et minière (478 millions de francs). Dans un second temps, sans doute à la fin du mois d'avril. la cote du terme sera à nouveau ratouchée pour admettre quelques valeurs étrangères tout en radiant des titres dont le

flottant (nombre d'actions en circulation) est devenu particulièrement réduit : entreprises sidérurgiques passées sous le contrôle de l'Etat, sociétés Radar et Paris-France, une fois la situation clarifiée sur ces deux titres, on encore Roussel-Udlat des la matérialisation de l'accord concin avec l'allemand Hoechst qui prévoit une participation de 34 % de l'Etat francais, voire de 50 % ultérieure-

Enfin, parmi la vinetaine de sociétés françaises pressenties pour faire leur entrée à la Bourse, d'eux d'entre elles, la firme Benson (machines à dessiner et imprimantes électrostatiques) et Bertrand Paure (matelas Epeda) ont achevé in constitution de leur dossier d'admission.

2 AMERIQUES 2. DIPLOMATIE

Un rapport du Conseil mondial de

de Beer.

3. PROCHE-ORIENT 4. AFRIQUE - Comment s'est formée la nation

4. EUROPE Le onzième sommet anglo-alle-

SOCIÉTÉ

algérienne,

5. L'AFFAIRE LUCET. 6. EDUCATION

- Guerre ou paix pour l'école privéa = (II), par Charles Vial.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

7 et 8. La collecte de l'épargne court terme. — Le premier Salon international de

la franchise. 9. Resserrement des relations économiques entre la France et l'Indo-

10. Crédits, changes et grands mar-

CULTURE

11. MUSIQUE : les Boréades et la Flûte enchantée au Festival d'Aixen-Proyeace.

- ROCK : la vitalité des groupes - EXPOSITIONS : la modestie ma-

ÉCONOMIE

ligne de Savignac.

15. SOCIAL: en Haute-Savoie, une centaine de petits patrons ont bloqué la circulation pendant huit heures. 16. ÉNERGIE.

- MONNAIE : détente sur le franc. 17. La semaine financière.

RADIO-TELEVISION (13) INFORMATIONS - SERVICES - (14) Météorologie; - Journal officiel -: Mots croisés. Carnet (6); Programmes spectacles (12).



lait pas un chambardement. » Le président du R.P.R. affirme que le pouvoir a refuse de regarder en jace la réalité » et il poursuit : « Si les agriculteurs

voulait un changement, il ne vou-

sérieux depuis la Libération. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti commu-niste, analyse ainsì, dans une interview publiée le 20 mars par le Matin, l'évolution de l'électorat communiste depuis la libération «On s'aperçoit que, par paliers successifs depuis près de vingtcinq ans, le P.C.F. a subi des reculs electoraux. Un recul sé-Tieux (...).

M. JUQUIN : un recul électoral

» Premier très grand recul 1958. Nouvelle chute suivie d'une remontée : 1968. Troisième grand recul: 1981. Mais là, ce n'est pas tout à fait 1981. En 1979, élections européennes, en pourcentage des inscrits, une parlie assez impor-tante de nos électeurs déserte, se rejugie dans l'abstention. C'est préoccupant.

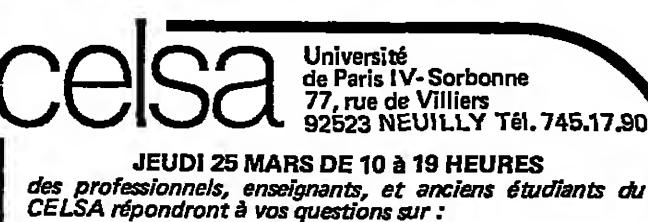
» Il y a une partie de notre électorat qui est quelque peu desappointée, qui s'interroge beaucoup. C'est un électorat dis-ponible et déboussolé. Il est particulièrement sensible, depuis 1977 à ce qui a été dit de notre politique intérieure, nos rapports avec les socialistes, la question de l'union. Cet électorat a pu être touché aussi par les événements de Pologne (_).

» Je pense que la Pologne a eu un effet plus grave, beaucoup plus grave [que l'Afghanistan]. C'est une hypothèse que j'avance avec prudence et qui demande à être vérifiée.»

M. FITERMAN: l'esprit de revanche anime la droffe. M. Charles Fiterman, ministre

d'Etat, ministre des transports qui participait, vendredi 19 mars à Villiers - sur - Marne (Val-de-Marne) à un meeting de soutien aux candidats d'e union pour la poursuite du changement », a notamment déclaré: « Disons-le nettement, la dé-

mocratie veut que le choix fait par la majorité des Françaises et des Français aux élections présidentielle et législatives continue à dicter l'action menée par le gouvernement sous l'autorite du président de la Répu-blique, et c'est bien ainsi que les choses se passent et se passeront. » Mais, on le voit bien, la droite, au mèpris de la démocratie et des institutions, conteste ce choix. L'esprit de revanche l'anime. Elle est prête, si elle le peut à tirer argument du vote de dimanche pour multiplier les manœuvres, accumuler les obstacles face à la volonté natio-



LES CARRIERES DE LA COMMUNICATION relations sociales - relations publiques marketing - publicité - journalisme ET LES FORMATIONS DISPENSEES PAR LE CELSA (licence - majtrise - DESS)

> Rappel : concours d'entrée en 2ème cycle: inscriptions jusqu'au 16 Avril.



Le numero du « Monde » daté 20 mars 1982 a été tiré à 512 492 exemplaires,

A LA VEILLE DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

DANS LE MONDE M. Chirac: les Français n'ont pas donné mandat M. LECANUET : dégager une aux socialistes de bouleverser le pays

sont mécontents, ce n'est pas de la malveillance politique, c'est parce que le gouvernement ne fait pas ce qu'il doit faire envers eux. Si les salaries sont mécontents, l'olimentation dénonce le manque d'efficacité des institutions internationales dans la lutte contre la faim en Afrique.

3. ASIE

- « Le Cambodge sous l'ombrelle vietnamienne » (III), par Patrice de Reer pouvoir en place doit inflèchir sa politique, tenir compte des réalités, ne pas prétendre s'emparer de tous les leviers de commande institutionnels, politiques, économiques, sociaux, ne pas faire une politique de clans, de mainmise sur tout l'appareil de moire société () B On ne bouleverse pas de jond en comble une société lorsqu'on n'en a pas reçu le mandat. Or le pays n'avait pas donné mandat aux socialistes et aux communistes de bouleverser la France. Le pays

ce n'est pas de la malveillance politique, c'est qu'ils sont justement inquiets pour leurs emplois, pour leurs revenus à cause des impôts qui pèsent sur eux, à cause du déficit des régimes soentreprises sont méconients, n'est pas de la malveillance politique, c'est qu'ils sont angoissés par les charges qui s'abattent sur eux, par la concurrence étrangère, par la dissiculté de jaire jace pour investir, produire, vendre, expor-ter. Si les parents d'élèves d'écoles libres sont mécontents, ce n'est pas de la malveillance politique, c'est qu'ils redoutent que leur sott brutalement rettre l'exercice d'une liberté jondamentale. »

majorité nouvelle.

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF., a estimé, le 19 mars à R.T.L., que, si la détérioration de la situation économique devait s'aggraver, il serait souhaitable de dissoudre l'Assemblée nationale pour dégager une majorité

Selon M. Lecanuet, a ou bien le président persécèrera dans marquée par les communistes, qui ont amplifie leur influence dans l'action gouvernementale, ou bien, au contraire, il réfléchira aux risques que l'économie trancaise supporte ». Pour le président de l'U.D.F., la gauche est «un conglomérat appelé à se dissocier». «Je crois, a-t-II sjouté, qu'il y a des germes de sa déstablisation. Cenx-ci apparaitront au fur et à mesure de la chute du franc.

M. Jospin: l'opposition a mené une campagne calomniatrice

émission spéciale d'Europe 1 consacrée aux élections cantonales, a accusé l'opposition d'avoir mené « une campagne purement negative et meme parjois calomniatrice », et d'avoir cherché à faire du scrutin « une pseudo-élection présidentielle ». Interrogé sur la campagne de

M. Chirac et sur l'idée, émise par certains porte-parole de l'opposition, selon laquelle un recul de la gauche réduirait la légitimité du nouveau pouvoir, le premier secrétaire du P.S. a répondu : « Avoir cette tentation, c'est jouer avec la démocratie, c'est jouer avec la légalité, c'est se laisser aller à des tentations un peu dangereuses. Et comme M. Chirac est habile homme, qu'il veut lui-même introduire le thême que d'autres de ses amis développent avec plus de violence et qu'il lui faut trouver

M. Lionel Jospin, qui était, schiste, il dit : a Il y aura des vendredi 19 mars, l'invité d'une » élections anticipées. » Mais cela ne dépend pas de lui! Nous avons une majorité pour appliquer notre politique: les Fran-çais nous ont fait confiance pour appliquer cette politique : nous la développons et nous la dévelop-

Invité à donner son sentiment sur les accusations portées, avant le premier tour de scrutin, par le ministre de l'intérieur, à propos de l' « affaire Francisci », contre les dirizeants du R.P.R., M. Jospin a indiqué : « Je crois qu'il faut toujours critiquer avec des preu-ves, mais il y a une différence projonde entre ce qu'a fait Gaston Defferre et ce que sont un certain nombre de représentants de la droite lorsqu'ils distribuent des calomnies. Gaston Defferre a peut-être commis une erreur — en tout cas la justice l'a estimé jusviolence et qu'il lus faut trouver qu'à maintenant; il a fait appel; un truc qui le justifie légalement, nous verrons bien ce que donnera pour qu'on ne puisse pas lui faire le jugement en appel. — mais au le reproche d'être un peu put- moins il l'a fait franchement.

LES « IZVESTIA » ACCUSENT WASHINGTON DE VOULOIR TORPILLER LES RÉFORMES SOCIALES EN FRANCE

de l'administration de Washington (De notre correspondent.) Moscoul - A la veille du deus'obstinent à expliquer les diffixième tour des élections cantonales cultés de la France par la politique en France, les izvestia ont souligné, sociale « dépensière » de la gauche. afin de - camoufler - leur vendredi 19 mars, que cette consulvéritable cause, c'est-à-dire la polldifficultés économiques et finantique économique et monétaire expansionniste des Etats-Unis. Wash-Le quotidien accuse les partis de Ington. « en créant par tous les movens des difficultés économiques droite de chercher à « amasser un capital politique - sur la base de à ses concurrents, et, dans le cas présent, à la France, s'efforce de ces difficultés, dont il rend responmettre dans une situation difficile gouvernement des Etats-Unis. Il note la majorité de gauche » et « tente que les organe d'information améri- de torpiller les réformes sociales

Des manisestants d'extrême droite ont perturbé les cérémonies commémorant le cessez-le-seu en Algérie

calns - non sans la participation que celle-cl a entreprises ».

tants du parti des forces nouvelles (P.F.N.) ont provoqué des incidents lors de la manifestation organisée par la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunie (FNACA) le vendredi 19 mars en fin d'après-midi, à Paris, pour célébrer le vingtième anniversaire du cessez-le-feu en Algérie.

Alors qu'une centaine de porteurs de drapeaux partis de la rue Balzac venzient de se mettre en marche en direction de l'Arc de triomphe, vers 18 h. 15, des contre-manifestants, jeunes et même très jeunes pour la plupart, qui s'étaient massés à mi-parcours ont lancé, au signal d'un coup de siffiet, des tracts, des pétards et de pots fumigènes sur les premiers rangs du défilé. Une courte

NOUVELLES BRÈVES

• M. Pierre Mauroy se rendra

jeudi 25 mars dans l'après-midi à Bonn pour rencontrer le chanceller Helmut Schmidt, Indiquet-on ce samedi a Matignon.

M. Mauroy quittera Paris après le consell des ministres qui aura lieu exceptionnellement jeudi en raison de l'élection, mercredi, des présidents des conseils généraux.

• Encore un incendie à bord du Norway. — Pour la seconde fois en quatre mois, un incendie - mineur — s'est déclaré, le 19 mars, à bord du paquebot Norway, l'ancien France, provoquant l'annulation d'une croisière. Le Norway, avec mille huit cent cinquante et un passagers à bord, se rendalt de Nassau (Bahamas) à Miami (Floride), lorsque un incendie, rapidement éteint, s'est déclaré dans une chaufferie auxiliaire, endommageant circuits électriques. — (AFP.)

Quelques dizaines de mili- bousculade allait s'ensuivre, vite dispersée par les forces de l'ordre, qui procédaient alors à quelques Inter-

> Aux cris répétés de « Communistes à Moscou ! ». « Communistes assassins ! - at - FNACA trahison ! -, des petits groupes de quatre à cinq hommes allalent tenter, pendant près d'une heure, de troubler la suite de cérémonie à laquelle participaient de quatre cents à cinq cents personnes en continuant à lancer, de façon sporadique, pélards et fumigènes. La cérémonie s'est achevée vers 19 heures, tandis que des gardiens de la paix, renforces par des C.R.S. en tenue de combat, continuaient de surveiller tout le secteur Etoile-

Champs-Elysées. Dans le tract distribué par P.F.N., on pouvait lire : « Le 19 mars 1962 est la célébration de la victoire des assassins du F.L.N., et de leure complices français. C'est pourquoi le P.F.N. entend s'opposer aux manifestations organisées par la FNACA, liée directement au parti communiste, qui constitue une imposture. Le P.F.N. ne permettra pas que nos rues soient souillées du nom de « 19 mars

incidents en province

Des incidents ont aussi eu lieu è Montpellier. Quelques dizaines de membres de l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord (UNCAM) et de l'Union nationale des parachulistes ont attaqué une cinquantaine de membres de la FNACA. qui venzient déposer une gerbe au monument aux morts. Les forces de l'ordre sont intervenues.

Erfin, à Cannes, des contre-manifestants se réclament du Front national des rapatriés, de l'UNCAM, de Soldat de France et de la Maison du pied-noir ont empêché des anciens combattants de déposer une a exprime un point de vue dif- de la réintégration de M. Bratderbe au monument aux morts.

ATTENTAT AU PAYS BASQUE FRANÇAIS

Un C.R.S. est tué et un autre grièvement blessé

Deux C.R.S. ont été victimes d'un attentat meurtrier, vendredi soir 19 mars, au Pays basque français. L'un d'oux, M. Jacques Bouiller, trente et un ans, a succombé à ses blessures peu après l'attentat: l'autre, M. Bernard Roussarie, est très grièvement blessé. L'attentat, ce samedi 20 mars, en fin de matinée, n'était tonjours pas revendiqué.

L'attentat a eu lieu à la sortie de la commune de Saint-Etjennede-Baigorry, dans les Pyrénées -Atlantiques, à 60 kilometres au sud-est de Bayonne. Les deux C.R.S. 19 de La Rochelle appelés en renfort de la police de l'air et des frontières (PAF) pour assurer le contrôle de la frontière — venalent de quitter leur cantonnement. Leur patrouille, à bord d'une 4 L bleue, commencait vers 21 heures. Selon témoignage du C.R.S. survivant, le véhicule a croisé, à la sortie de Saint-Etienne-de-Balgorry, une 4 L blanche portières arrière ouvertes. Dès le passage de la volture de police, deux hommes sont sortis, armés de pistolets mitrail-

leurs, et ont ouvert le seu d'une distance d'environ 5 mètres. Treize douilles ont été retrouvées sur les lieux de l'attentat et sept impacts repérés sur la carrosserie de la voiture. Après l'attentat, les deux tireurs sont remontés à bord de leur véhicule conduit par une troisième personne. La voiture a été retrouvée peu après à Banca, à 6 kilomètres du lieu de l'attentat. A l'intérieur, les policiers ont découvert une cagoule. Le véhicule avait été volé il y a

quelques jours à Bayonne. Le premier C.R.S., M. Jacques Bouiller, trente et un ans, pere de deux enfants, a été touché par plusieurs balles, dont une mortelle à la tête. Son collègue. M. Bernard Roussarie, trentecinq ans, père de cinq enfants, a été touché par six balles, dont une lui aurait brisé deux vertèL'attentat n'était pas revendi-qué, samedi 20 mars en fin de matinée. Une rumeur, de source policière, attribue toutefois cet attentat aux séparatistes basques lespagnols. Selon cette rumeur. l'attentat serait une réponse à l'Interpellation, vendredi matin au Pays bosque français d'un groupe de cinq Basques. Mais scul l'un d'entre eux a été arrête en raison d'une fausse pièce d'identité. Cette toujours en garde à vue, sous le coup d'un mandat d'arrêt espagnol et d'un mandat d'arrêt français

En fait, l'attentat semble avoir avalt certainement été envisage plusieurs jours avant l'interpellation de ce groupe de militants basques.

 Deux attentats en Corse. — Deux attentats, occasionnant des dėgāts matėriels importants, ont été commis dans la soirée du 19 mars et le 20 mars au matin dans la région d'Ajaccio. Le premier visait deux bergeries aménagées en résidence secondaire à Appietto, et appartenant à Mune Prançoise Bremond, demeurant à Chevreuse (Yvelines). Des inscriptions du FLN.C. ont été relevées sur les lieux. Le second a été perpétré samedi contre le restaurant Le Clams à Ajaccio et a ravagé les installations de l'établissement appartenant à M. Raccah. Le Clams avait déjà été visé par un attentat 15 février dernier.

LES PROPOSITIONS DE M. BREJNEV SUR LES ARMEMENTS EUROSTRATÉGIQUES

M. Schmidt se dit décidé à « commencer le déploiement » des missiles américains

« Le déploiement sdes missiles américains en Europe occidentale] devra commencer. L'expression de cette détermination est nécessaire pour amener la direction soviétique à des négociations sérieuses », entretiens avec Mme Thatcher. Le chancelier a ajouté que la décision de l'OTAN de 1979 sera certainement appliquée « si les négociations de Genève ne conduisent à aucun résultat concret accepté par les deux parties d'ici à la fin de 1983 ».

La même position a été expri-mée à Bonn par M. Genscher, ministre des affaires étrangères, à M. Semionov, ambassadeur d'U.R.S.S. Selon notre correspondant, M. Genscher a jugé bon de mettre son interlocuteur en garde contre l'« erreur lourde de conséquences » qui consisterait à compter sur les mouvements pacifistes pour empecher l'application de la décision de l'OTAN. On s'attend que la même détermination sera réaffirmée à l'issue de la réunion du groupe des plans nucléaires de l'OTAN qui réunira, les 23 et 24 mars, à Colorado-Springs (Etats-Unis), les ministres de la défense des pays membres de l'or-ganisation militaire intégrée (les

Quinze, moins la France et l'Is-

lande).

Pour sa part, M. Weinberger, ministre américain de la défense a réagi, jeudi 18 mars, aux propos de M. Brejnev laissant entendre que l'U.R.S.S. prendrait, en cas de déploiement de missiles américains en Europe, des a mesures de rétorsion », placant le territoire américain dans « une situation analogue ». Comme on lui deman-dait si cela signifiait l'installation de fusées à Cuba et quelle serait la réaction américaine, M. Weinberger a répondu : « Je suppose que nous traiterions le problème de la même manière que dans les années 60. » Il ne s'agirait pas forcément de décréter un blocus de Cuba comme Kennedy l'avait fait, mais de faire « ce qui serait nécessaire pour ne pas avoir de

missiles dans la région de Cuba n Vendredi, M. Gromyko, mi-nistre des affaires étrangères de l'URSS, a repris l'avertissement de M. Brejnev, en termes voilés, au cours d'un diner qu'il offrait en l'honneur de son collègue tchécoslovaque. Après avoir deplore la « précipitation irré*fléchie* » avec laquelle on a réagi à Washington, aux propositions soviétiques, a sans même attendre leur traduction en anglais ». le ministre a espéré que l'Occident « pèsera encore et encore le sens des nouvelles initiatives de Ul'A.S.S., tout comme les suites dont Leonid Brejnev a parlé dans son avertissement si l'on ocntinue de vouloir obtentr un avantage militaire au préjudice de l'URSS. et de ses al-

liés et amis. v A BUCAREST, M. Ceausescu qu'elle avait interjeté en faveur férent de celui des autres capi- kowski.

tales de l'Est, affirmant vendredi que le moratoire décidé par M. Breinev sur les SS-20 a ne résout pas le problème fondamental des missiles nucléaires en Europe ». Ce problème, selon le résolu « que par un accord entre l'Union soviétique et les Etals-Unis », accord qui a assurerait un réel équilibre des forces dans la perspective d'un désarmement général contrôlé et ne metirait en danger la sécurité de per-

● A PEKIN, Chine nouvelle confirmé une première réaction négative en précisant que cou a n'a aucune signification pour l'Europe » et que « l'accepter reviendrait à légaliser l'actuelle supériorité soviétique ». « Depuis la décision de l'OTAN de décembre 1979, le nombre des SS-20 a triplé alors que le projet de l'OTAN demeurait sur le papier », relève l'agence. — (A.F.P.,

En Pologne

L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES EST DISSOUTE

Varsovie (Reuter). - L'Assosuspendue lors de la proclamation de la loi martiale, il y a trois mois, a été dissoute ven-dredi 19 mars, a-t-il été annoncé

Dans une déclaration par l'agence PAP, le général Mieczyslaw Debicki, maire de Varsovie, précise que l'Association, proche de Solidarité, «a entrepris des actions visant au démantèlement de l'Etat et des institutions sociales de l'information publique. Elle a désintégré le milieu journalistique et rendu difficile l'accomplissement des tâches des journalistes dans un Etat socialiste ». L'agence ajoute que les diri-

geants de l'Association se sont abstenus de faire depuis le 13 décembre leur autocritique. s Au contraire, certains d'entre eux se sont dit ouvertement favopes extrémistes antis-socialistes. allant jusqu'à publier des accusations tendancieuses contre rautorité de l'Etat » sjoute l'agence. Le président de l'Association

dans la claudestinité, avait été expulsé l'an dernier du parti ouvrier unifié. L'agence PAP indique que la section du POUP existant au sein de la branche de Varsovie de l'Union des écri-vains a décidé de retirer l'appel danie

A democrate

Unele person dution 0517

> Hen Light

A Comment of

the state of the same of the state of the same